Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, Samedi, 11 Septembre 1937.

PROVINCE OF QUEBEC

Quebec, Saturday, 11th September, 1937.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre, le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 4665—36-9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 4666—36-9-o

Lettres Patentes

"Continental Soya Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de juillet, 1937, constituant en corporation: Matthew-Cochrane Holt, Robert-Gordon MacLellan Gammell, avocats, Mary Griffiths, fille majeure, teneur de livre, tous trois de la cité de Montréal, Paul Dalmé, avocat, de ville Saint-Laurent, John-Eric-Holt Stethem, ingénieur, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, cultivateurs, producteurs et marchands de fèves "Soya" et autres produits d'agriculture, et manufacturer, moudre, traiter, raffiner, donner une valeur marchande, faire valoir et faire le commerce de tous les produits ou sous-produits d'iceux;

(*b*) Exercer le commerce d'entreposage à froid dans toutes ses spécialités et fournir les dispositifs pour toutes sortes de produits alimentaires et autres marchandises exigeant la mise en entrepôt frigorifique;

(*c*) Acheter, louer, construire ou autrement acquérir, entretenir et exploiter des édifices et machineries dans le but de recevoir, entreposer, nettoyer et livrer les grains, marchandises, articles, effets de toutes sortes, et exercer les opérations qui consistent à recevoir, manipuler, nettoyer et emmagasiner les grains et autres marchandises, et imposer et percevoir des propriétaires ou possesseurs des dits produits des frais raisonnables pour services rendus et exécutés dans et au sujet de la réception, manipulation et l'emmagasinage des grains et autres marchandises;

(*d*) Acheter, acquérir et assumer, comme industrie en exploitation, le commerce et entreprise ci-devant exercé en la cité de Montréal et ailleurs de John E.-H. Stethem, faisant affaires comme importateur sous le nom de "Continental Soya Company", avec tout ou aucune partie de l'actif et du passif et en payer le coût en actions entièrement acquittées ou en obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Letters Patent

"Continental Soya Company Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1937, incorporating: Matthew Cochrane Holt, Robert Gordon MacLellan Gammell, Advocates, Mary Griffiths, Spinster, Bookkeeper, all three of the City of Montreal, Paul Dalmé, Advocate, of Ville St- Laurent, John Eric Holt Stethem, Engineer, of the City of Westmount, all of the District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To carry on the business of importers, exporters, growers, producers and dealers in Soya Beans and other products of agriculture, and to manufacture, mill, treat' refine, render marketable, turn to account, and deal in all products or by-products of the same;

(*b*) To carry on the cold storage business in all its branches and to provide accommodation for all kinds of food stuffs and other merchandise requiring cold storage;

(*c*) To purchase, lease, construct or otherwise acquire, maintain and operate buildings and machinery for the purpose of receiving, warehousing, cleaning and delivering grain, merchandise, goods and chattels of all kinds and to carry on the business of receiving, handling, cleaning and storing grain and other merchandise, and to charge to and collect from the owners or holders thereof reasonable charges for services done and performed in and about the receipt, handling and storage of grain and other merchandise;

(*d*) To purchase, acquire and take over, as a going concern, the business and undertaking heretofore carried on in the city of Montreal and elsewhere of John E. H. Stethem, doing business as an importer under the name of Continental Soya Company, with all or any of the assets and liabilities thereof and to pay for the same in fully paid shares or in bonds, debentures or other securities of the Company;

(*e*) Exercer le commerce comme facteurs et marchands à commission;

(*f*) Pour les fins de son commerce susdit, exercer les opérations d'une compagnie d'administration, d'achat, de vente et d'exploitation et agir comme agent financier ou commercial pour des corporations, domestiques et étrangères, individus, sociétés, associations ou corps privés ou comme administrateur, surveillant et contrôleur de leurs opérations, et comme tels, aider au développement et à l'extension de leurs opérations par prêts, avec ou sans garantie collatérale ou autrement;

(*g*) Acheter, garantir, souscrire ou solliciter ou autrement acquérir, enregistrer, détenir pour placement ou autrement posséder, vendre, échanger, transférer, céder, louer, hypothéquer, nantir, grever ou autrement disposer ou faire valoir et généralement négocier les titres, actions, obligations, débentures et autres valeurs et autres intérêts dans et réclamations contre toute compagnie, corporation ou association, y compris le droit de voter sur tous tels titres ou actions ou sur toutes telles valeurs exerçant un droit de vote, et le droit de transférer à ses nominataires aucun des dits titres et actions qui peuvent être nécessaires pour qualifier tels nominataires comme directeurs ou fiduciaires de la compagnie, corporation ou association émettant tels titres ou actions;

(*h*) Prêter de l'argent ou faire crédit et assurer ou garantir le paiement des dividendes ou intérêt sur des hypothèques, bons, titres, actions, débentures ou autres valeurs émis par, ou tout autre contrat ou obligations de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé et généralement transiger toutes sortes d'opérations de garantie;

(*i*) Solliciter, acheter ou autrement acquérir toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non-exclusif ou limité ou illimité d'utiliser, ou aucun secret ou autre information relatifs à toute invention, formule, recette ou procédé que la compagnie croira devoir être utilisés en rapport avec aucune de ses fins, ou dont l'acquisition semblera susceptible de bénéficier directement ou indirectement à la compagnie et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir les biens, droits ou information ainsi acquis;

(*j*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier, toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

(*k*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions entièrement ou partiellement libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

(*l*) Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie et garantir le paiement du principal et des dividendes et intérêts sur les actions, titres, obligations, débentures et autres valeurs de la compagnie et l'exécution des contrats par toute telle compagnie;

(*e*) To carry on business as factors and commission merchants;

(*f*) For the purposes of its business aforesaid to carry on the business of a managing purchasing, selling and operating company and to act as financial or business agent for domestic and foreign corporations, individuals, partnerships, associations or private bodies or as the manager, supervisor or controller of their businesses, and as such to aid in the development and extension of their businesses by loans, with or without collateral security or otherwise;

(*g*) To purchase, underwrite, subscribe or apply for or otherwise acquire, register, hold for investment or otherwise own, sell, exchange, transfer, assign, lease, mortgage, pledge, charge or otherwise dispose of or turn to account and generally deal with the stock, shares, bonds, debentures and other securities of an other interests in and claims against any company, corporation or association, including the right to vote on any such stock or shares or on any such securities carrying a voting right and the right to transfer to its nominees such of any such stocks and shares as may be necessary to qualify such nominees as directors or trustees of the company, corporation or association issuing such stock or shares;

(*h*) To lend money or credit to and to assume or guarantee the payment of dividends or interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued by, or any other contract or obligations of any company, association, undertaking or public or private body and generally to transact all kinds of guarantee business;

(*i*) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or any other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the Company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*j*) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

(*k*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company and to issue partly or fully paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

(*l*) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

(*m*) Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et / ou valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantir, ou en disposer autrement;

(*n*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilège qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

(*o*) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(*p*) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(*q*) Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*r*) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures, ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(*s*) Se joindre ou s'amalgamer avec toute compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(*t*) Louer, vendre ou autrement aliéner l'industrie, les biens ou l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement toutes actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*u*) Payer toutes ou chacune des dépenses de, incidentes à, ou encourues en rapport avec la formation et l'incorporation de la compagnie, et

(*m*) To enter into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying or on engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company and to take or otherwise acquire shares and/or securities of any such partnership, association or company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*n*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*o*) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*p*) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(*q*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

(*r*) To distribute in specie or otherwise as dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(*s*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(*t*) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*u*) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of

relativement au prélèvement de son capital-actions ou faire des contrats avec toute compagnie pour payer lesdites dépenses;

(*v*) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(*w*) Exercer toute autre industrie ou activité que la compagnie croirait pouvoir exercer convenablement en rapport avec son industrie ou produits, ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou à les rendre profitables;

(*x*) Faire toutes telles autres choses qui sont avantageuses ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, et faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés et avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré ou révélé aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction;

Et il est de plus ordonné et déclaré que si autorisés par règlement, ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, quand ils jugeront à propos:

(*a*) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(*b*) Emettre des débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour les sommes et au prix qui seront jugés convenables;

(*c*) Nonobtsant les dispositions du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie pour garantir toutes telles débentures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telle garantie pour tel but; et constituer l'hypothèque, le gage ou le nantissement ci-dessus mentionné, par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 227), ou en toute autre manière;

(*d*) Hypothéquer ou gager les propriétés immobilières de la compagnie, ou nantir ou autrement grever les biens mobiliers, ou donner toutes telles garanties pour garantir le remboursement des prêts faits autrement que par l'émission de débentures, aussi bien que le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliquent pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change ou billets promissoires faits, tirés, acceptés ou en-

its share capital or to contract with any company to pay the same;

(*v*) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures, or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*w*) To carry on any other business or activity which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

(*x*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjuction with others;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm or which one or more of its directors are members or employees or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction; provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed or made known to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is further ordained and declared that if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, when they deem it expedient:

(*a*) Borrow money upon the credit of the Company;

(*b*) Issue debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*c*) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the Company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 227), or in any other manner;

(*d*) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the Company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of other debt, contract or obligation of the Company;

The limitations and restriction contained in this section shall not apply to the borrowing of money by the Company on bills of exchange or promissory notes made, draw, accepted or

dossés par ou au nom de la compagnie, sous le nom de "Continental Soya Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1937.

JEAN BRUCHESI,

4769 Sous-secrétaire de la Province.

endorsed by or on behalf of the Company, under the name of "Continental Soya Company Limited", with a total capital stock of Twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into Twenty thousand (20,000) common shares of the par value of One dollar ($1.00) each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of July, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4770-o Under Secretary of the Province.

"Electromatic Engineering Co. Limited— La Compagnie de Mécanique Electromatique Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'août 1937, constituant en corporation: Laval Emond, Ingénieur Forestier, Emile Després, machiniste, tous deux de Québec, P. Q., et Charles-Alfred Emond, agent manufacturier, Beauport, P. Q., dans les buts suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'instruments de précision, de machineries ou de tout instruments ou outils;

Faire le commerce d'extincteurs chimiques de tous genres et de systèmes d'alarme de tout genre;

Faire le commerce de matériel de plomberie ou d'éclairage et de système d'aqueduc;

Faire le commerce de machinerie de cuisine, réfrigération, buanderie, de chauffage et de tous les accessoires;

Faire le commerce de radios, phonographes et de tous les accessoires, qui pourraient être nécessaires pour le posage et la réparation;

Faire le commerce d'appareils photo-electrique et Photo-cell et de tous les accessoires;

Faire le commerce de machines à laver électriques ou autres et de tous appareils, activés par l'électricité, ainsi que leurs accessoires;

Faire le commerce de tout unité, accessoires, hydrants, boyaux, pompes et tout ce qui concerne l'équipement de département de feu;

Acheter les fonds de commerce, crédits, automobiles usagées ou neufs, les revendre ou en disposer de toute autre manière. Acheter, vendre, échanger ou autrement acquérir ou disposer de tous appareils, instruments ou autres accessoires, qu'ils seront autorisés à commercer;

Manufacturer, mettre sur le marché, tous instruments ou accessoires qu'ils seront autorisés à commercer;

Acheter des fonds de commerce et les payer avec des actions acquittées de la compagnie, relative aux affaires existantes;

Accepter en paiement des actions, toute considération appréciable en argent;

Emprunter de l'argent pour les fins de leur commerce;

Obtenir des patentes ou détenir, ou les vendre, pour tous appareils ou accessoires, pour lesquels, ils sont autorisés à commercer;

Faire des affaires avec les banques en général, donner des garanties et transiger toute affaire dépendant de leur commerce;

Hypothéquer, donner en nantissement, en dépôt ou gage les biens de la compagnie en tout ou en partie;

Se fusionner avec d'autres compagnies, trafiquant en semblables matières et échanger des actions acquittées avec ces autres compagnies;

"Electromatic Engineering Co. Limited— La Compagnie de Mécanique Electromatique Limitée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1937, incorporating: Laval Emond, forest engineer, Emile Després, machinist, both of Quebec, P.Q., and Charles Alfred Emond, manufacturer's agent, Beauport, P.Q., for the following purposes:

To deal in all kinds of precision instruments, machinery, or any kind of instruments or tools;

To deal in chemical extinguishers of all kinds, and in alarm systems of all kinds;

To deal in plumbing, lighting and waterworks supplies;

To deal in kitchen, refrigeration, laundry, heating supplies and in all accessories;

To deal in radios, phonographs, and any accessories which may be required for the instalment and repair thereof;

To deal in photo-electric and photo-cell apparatus and in all accessories;

To deal in electric and other washing machines and in any apparatus driven by electricity, and also in the accessories thereof;

To deal in all units, accessories, hydrants, hoses, pumps, and anything incidental to fire department equipment;

To purchase any stock-in-trade, credits, new or used automobiles, to re-sell or dispose of the same in any other manner. To purchase, sell, exchange or otherwise acquire or dispose of any apparatus, instruments or other accessories which the company is authorized to trade in;

To manufacture, render marketable, any instruments or accessories which it may be authorized to deal in;

To purchase any stock in trade and pay therefor with paid-up shares of the company, with regard to the existing business;

To accept as payment for the shares, any consideration having a cash value;

To borrow money for the purposes of its business;

To secure patents, hold or sell the same for any apparatus or accessories which the company is authorized to deal in;

To deal with banks, in general, give security, and transact any business incidental to its trade;

To hypothecate, pledge, deposit or mortgage the company's property, in whole or in part;

To amalgamate with other companies, dealing in similar matters and exchange paid-up shares with such other companies;

Acquérir et posséder des immeubles que la compagnie jugera nécessaires pour son exploitation et également les aliéner;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ou corporation ayant des objets similaires en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risques conjoints, concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer aucun commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exploiter ou exercer ou étant susceptible et d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie, et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement, et aider telles personnes, compagnies ou corporations et acquérir par souscription, achat ou autrement, et prendre, utiliser et détenir les actions et valeurs de toute compagnie, corporation, et les vendre avec, ou sans garantie de capital et d'intérêt, ou autrement les négocier ou en disposer;

Rémunérer par paiement en argent, ou avec l'approbation des actionnaires par l'émission d'actions, hypothèques, débentures de la Compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions, hypothèques ou débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans, ou concernant la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite des opérations;

Faire toute chose et exercer tout pouvoir nécessaire à l'exécution des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Electromatic Engineering Co. Limited—La Compagnie de Mécanique Electromatique Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre cents (400) actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de Deux mille dollars ($2,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4771–o Sous-secrétaire de la Province.

To acquire and own any immoveables which the company may deem necessary for its business and also to alienate the same;

To unite or amalgamate with any other company, corporation having objects similar in whole or in part to those of the present company, to enter into arrangements therewith for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such persons, companies or corporations and to acquire by subscription, purchase or otherwise, and to take, utilize and hold shares and securities of any company, corporation, and to sell the same, with or without warranty as to capital or interest, or otherwise deal with or dispose thereof;

To renumerate by payment in cash, or with the approval of the shareholders by the issue of shares, hypothecs, debentures of the company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares, hypothecs or debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all things, exercise any powers necessary for the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Electric Engineering Co. Limited—La Compagnie de Mécanique Electromatique Limitée."

The capital stock of the company shall be divided into four hundred (400) shares without par or nominal value, and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is two thousand dollars ($2,000.00).

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4772 Under Secretary of the Province.

"Emery Talbot Limitée (Emery Talbot Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'août 1937, constituant en corporation: Cécile Cusson, sténographe, fille majeure, Georges-Ludger L'Heureux, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et J.-Emile Cadotte, avocat, de la cité d'Outremont, tous du District de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer toutes sortes de boîtes dont se servent le commerce et l'industrie, avec du bois, du papier, du métal ou avec toutes autres matières ou procédés connus ou non;

Fabriquer, importer, exporter et généralement faire le commerce de boîtes de toutes sortes, en gros et en détail, du bois, du papier et de tous autres composés servant à la fabrication des boîtes;

Fabriquer, importer, exporter et faire généralement le commerce en gros et en détail de tous les sous-produits qui entrent dans la fabrication des boîtes quelle qu'en soit la nature;

"Emery Talbot Limitée (Emery Talbot Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1937, incorporating: Cécile Cusson, stenographer, spinster of age, Georges Ludger L'Heureux, accountant, both of the City of Montreal, and J. Emile Cadotte, advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture all kinds of boxes used in business and trade, whether of wood, paper, metal or of any other material or by any other process, known or otherwise;

To manufacture, import, export and deal generally, wholesale and retail, in boxes of all kinds, wood, paper and any other compounds used in the manufacturing of boxes;

To manufacture, import, export and deal generally, wholesale and retail, in all the by-products which may enter into the manufacturing of boxes, whatever be the nature thereof;

Agir comme voituriers pour le transport des marchandises par terre, par eau et par air, comme propriétaires et gardiens de quais, cours, hangars, entrepôts et autres établissements similaires, et à cette fin, donner et émettre des reçus, y compris les reçus d'entrepôts, des connaissements et autres documents du même genre;

Agir comme courtier, agent ou représentant de corporations, compagnies, sociétés ou particuliers, du pays ou de l'étranger, faisant un commerce en tout ou en partie semblable, et comme tel, aider à l'établissement et au développement de leurs affaires, au moyen de prêts, d'avances de fonds, et de toute manière quelconque;

Produire, acquérir de l'énergie électrique ou autre force quelconque pour fins d'éclairage, de chauffage, de force motrice, la vendre, louer ou autrement en disposer, et construire, ériger, entretenir toutes usines, machines et accessoires qui seraient nécessaires à cette fin;

La compagnie ne pourra cependant faire le commerce d'électricité que dans les limites des districts de Terrebonne et Deux-Montagnes;

Acquérir, acheter, posséder, exploiter, aliéner ou donner toutes espèces de propriétés immobilières, toutes promesses de vente d'immeubles, tous droits réels sur les immeubles, tels que, hypothèques, privilèges ou autres droits; acquérir, acheter, posséder, aliéner, donner ou échanger des terres et lots vacants; diviser en lots et préparer les cadastres de toutes étendues de terre; faire construire ou construire tous lots vacants ou toutes étendues de terre lui appartenant; altérer, améliorer et reconstruire tous immeubles lui appartenant et les exploiter comme propriétaire;

Accepter, acheter, acquérir, posséder, louer, exploiter, aliéner, donner, échanger et hypothéquer toutes espèces de propriétés mobilières;

Manufacturer, acheter, acquérir, posséder, aliéner et faire le commerce du bois de charpente et de construction, du bois de pulpe et toutes autres sortes de bois, et acheter, louer, acquérir, construire, exploiter et aliéner des scieries, moulins à raboter et autres moulins et fabriques pour travailler et préparer le bois de pulpe; acheter, louer, acquérir, posséder, exploiter et aliéner des terres à bois, des produits de la forêts et des produits du bois;

Faire le commerce en gros et en détail du bois de chauffage et du charbon et à ces fins importer et exporter le bois et le charbon et exploiter des clos, entrepôts et magasins;

Acheter, manufacturer et faire le commerce de machineries, outils, outillages et matériaux nécessaires ou en usage pour l'exercice des pouvoirs énumérés ci-dessus;

Acquérir des sources d'eau et des droits de prendre de l'eau dans des rivières ou des lacs pour la construction et l'exploitation d'aquedues; acquérir les terrains nécessaires pour construire des chaussées ou des rivières ou des lacs ainsi que des réservoirs et toutes autres constructions; obtenir de toutes corporations municipales ou de tous particuliers tous les pouvoirs et privilèges nécessaires et utiles à cette fin et exercer tous les pouvoirs inhérents à l'exploitation des industries ci-dessus;

Acquérir, acheter, exploiter, louer, aliéner et construire tous chemins, passages, voies d'évitement sur les propriétés de la compagnie, réservoirs, cours d'eau, bassins et quais;

Agir comme agents de manufacturiers, de producteurs et de commerçants;

Payer tous les déboursés relatifs à la promotion de la présente compagnie et à sa formation, ainsi que pour services rendus par les promoteurs ou

To act as carriers for the transportation of merchandise by land, water and by air, as wharf keepers and wharfingers, yeard and shed keepers, warehousemen, and keepers of similar establishments, and for such purpose to give and issue receipts, including warehouse receipts, bills of lading and other documents of the same kind;

To act as broker, agent or representative of corporations, companies, partnerships or individuals, whether domestic or foreign, carrying on a business, in whole or in part similar, and as such, to aid in the establishment and development of their business, by way of loans, advances of money and in any manner whatever;

To generate, acquire electric power or any other power whatsoever for lighting, heating, motive power purposes, to sell, lease or otherwise dispose of the same, and to build, erect, maintain any plants, machines and accessories which may be required for such purpose;

The company shall however, deal in electricity, within the limits of the Districts of Terrebonne and Two Mountains only;

To acquire, purchase, own, exploit, alienate or dispose of all kinds of immoveable property, any promise of sale of immoveables, any real rights on immoveables, such as hypothecs, privileges or other rights; to acquire, purchase, own, alienate, give or exchange any lands and vacant lots; to divide into lots and prepare the cadastre for any tracts of land; to cause to be built or to build upon any vacant lots or tracts of land belonging to the company; to alter, improve and rebuild any immoveables which it may own, and to exploit the same as owner;

To accept, purchase, acquire, possess, lease, operate, alienate, give, exchange and hypothecate all kinds of moveable property;

To manufacture, purchase, acquire, hold, alienate and deal in lumber, timber and pulpwood, and any other kind of wood, and to purchase, lease, acquire, construct, exploit and alienate saw-mills, planing mills and other mills and workshops, for the working and preparing of pulp wood; to purchase, lease, acquire hold, exploit and alienate wooded lots, forest products and wood products;

To deal, wholesale and retail, in firewood and coal and for such purposes to import and export wood and coal, and to operate yards, warehouses and stores;

To purchase, manufacture and deal in machinery, tools, implements and materials necessary or in use for the exercise of the above mentioned powers;

To acquire springs and the right to take water in rivers or lakes for the construction and operation of waterworks; to acquire the necessary lands for the construction of embankments, rivers or lakes as well as reservoirs and any other constructions; to obtain from any municipal corporations or individuals all powers and privileges necessary and useful for the said purposes and to exercise all powers connected with the exploitation of the hereinabove industries;

To acquire, purchase, lease, operate and build any roads, passages, sidings on the company's property, any reservoirs, watercourses, docks and wharves;

To act as agents for manufacturers, producers and dealers;

To pay all expenses respecting the promotion of the present company and its formation, as well as for services rendered by the promoters

par toutes autres personnes, soit en deniers comptants, soit en actions acquittées ordinaires de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre, céder et transférer des actions de fonds social, des obligations ou autres documents de dettes de compagnies, exercer tous les privilèges de propriété, y compris de voter sur les parts ainsi détenues;

Acquérir, par achat ou autrement tout ou partie de l'actif et se charger ou non du passif de personnes qui pourraient souscrire au capital actions de la compagnie, en vue de s'intéresser dans cette dernière, ainsi que s'associer avec d'autres personnes ou compagnies exerçant déjà ou désirant exercer en commun tel commerce ou industrie, participer à cette compagnie par des entreprises en vue de profit commun, et de payer telle acquisition en argent, en actions, obligations, débentures ou avec d'autres valeurs de la présente compagnie ou autrement;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucun droit, valeurs, des patentes, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Exercer toute autre industrie et faire le commerce de toutes marchandises, choses ou effets que la compagnie se croira capable d'exercer et de faire à son avantage, conjointement ou non, avec son commerce et ses affaires;

Obtenir ou acheter et exploiter, vendre ou aument céder tous ou toutes marques de commerce, brevets, secrets, moyens ou procédés de composition ou de fabrication, ou tous autres droits et privilèges que la compagnie jugera utiles à ou convenables à ses commerce et industrie;

Conclure avec aucun gouvernement, aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucun arrangement qui paraîtra approprié aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir de ces gouvernements ou autorités les droits, privilèges ou concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Payer en obligations ou autres valeurs ou par l'émission et la distribution d'actions acquittées de son capital-social toutes réclamations valables contre la compagnie pour propriétés ou droits acquis en son nom, pour services rendus ou à lui être rendus;

Emprunter, prélever ou se procurer le paiement de deniers de la manière que la compagnie jugera convenable et spécialement par émission de débentures, actions-obligations (à demande ou à termes) d'obligations, hypothèques ou d'aucunes autres valeurs fondées ou basées sur la totalité ou aucune partie de la propriété ainsi que sur les droits de la compagnie sans aucune autre garantie, aux conditions d'antériorité ou autre que la compagnie estimera convenables, aussi rembourser, racheter ou payer aucunes telles valeurs;

Avancer et prêter de l'argent et placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière

or by any other persons, either in cash or in paid-up common shares of the company;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell, assign, and transfer shares of the capital stock, bonds or other evidences of indebtedness of companies, exercise the privileges of ownership, including the right to vote upon the shares thus held;

To acquire by purchase or otherwise the whole or part of the assets and take over or not the liabilities of persons who may be subscribers to the capital stock of the company, with the view to become interested in the latter, and also to enter into partnership with other persons or companies already carrying on, or desiring to carry on in common, such business or trade, to unite with such company in view of common benefit, and to pay for such acquisition in cash, shares, bonds, debentures and other securities of the present company or otherwise;

To apply for, purchase or otherwise acquire any rights, assets, patents, licenses, concessions and the like, conferring any limited, exclusive or non-exclusive right to use any secret or other information respecting any invention which may seem proper to be used for any of the company's purposes or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company, directly or indirectly, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

To carry on any other business or deal in any merchandise, goods or effects which the company may deem capable to be advantageously carried on or dealt in, whether jointly or otherwise, together with its business and trade;

To obtain or purchase and exploit, sell or otherwise assign all or any trade-marks, patents, secrets, means or processes of composition or manufacture, and any other rights and privileges which the company may deem useful or convenient for its business and trade;

To enter into arrangements with any government or authority, municipal local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To draw, make, accept, endorse, discount, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading warrants and other negotiable or transferable instruments;

To pay with bonds or other securities, or by the issue and allotment of paid-up shares of its capital stock, any valid claims against the company for property or rights acquired in its name, for services rendered or to be rendered;

To borrow, raise and procure the payment of monies in such manner as the company may deem fit and especially by the issue of debentures, debenture-stock, (call or term), bonds, hypothecs or any other securities founded or based upon the whole or any part of the property, and also on the rights of the company without any other guarantee, with priority or upon other conditions which the company may deem proper, also to reimburse, redeem or pay any such securities;

To advance and loan money and to invest the moneys of the company, not immediately re-

qui sera de temps à autre déterminée sur les garanties jugées suffisantes ou sans se munir de garantie;

Accepter des parts ou des actions, des débentures, des actions-obligations ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie en paiement intégral ou partiel de services rendus, d'une vente affectuée ou d'une dette due par aucune telle compagnie;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Généralement, faire toutes les autres choses qui sembleront se rattacher ou être appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'eux;

Il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs des directeurs de cette compagnie sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs des directeurs de cette compagnie sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt soit déclaré avant la passation du dit contrat aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction;

Le nombre des actionnaires est limité à cinquante; exception faite des employés actuels ou anciens qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie et qui pourront continuer de l'être après avoir quitté son emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour souscription au capital de la compagnie, sous le nom "Emery Talbot Limitée (Emery Talbot Limited)".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de $20,000. divisé en cent cinquante parts ou actions ordinaires d'une valeur au pair de $100. chacune, et en cinquante parts ou actions privilégiées ou préférentielles d'une valeur au pair de $100. chacune, le tout sujet aux privilèges et restrictions ci-dessous mentionnés.

Les actions privilégiées seront rachetables sur avis de trente jours donné par lettre enregistrée à la dernière adresse donnée par le porteur de telles actions privilégiées à la compagnie et elles seront sujettes aux préférences, priorité, conditions et restrictions ci-après énumérées:

(*a*) Les porteurs des dites actions préférentielles auront droit de recevoir, à même le surplus et les bénéfices nets de la compagnie pour chaque année, tels que déclarés par le bureau de direction, des dividendes privilégiées et non cumulatifs de 5% par an;

(*b*) Ces dividendes ne seront pas cumulatifs, c'est-à-dire que si les bénéfices nets de la compagnie pour un an ne permettent pas au bureau de direction, dans l'opinion de ce dernier, de voter tels dividendes la compagnie sera alors libérés du paiement du dividende pour l'année fiscale pour lequel tel dividende n'a pas été voté;

(*c*) Dans le cas de liquidation, banqueroute, dissolution ou faillite de la compagnie, pour fins d'organisation ou pour toutes autres fins, soit volontairement ou involontairement, ou lors de

quired, in such manner as may be determined, from time to time, upon such guarantees as may be deemed sufficient, or without providing any guarantee;

To accept stock, shares, debentures, debenture-stock or other securities of any other company in full or part payment for services rendered, sale made or debt due by any such other company;

To amalgamate with any other company having purposes altogether or partly similar to those of the present company;

Generally, to do all things which may seem incidental or conducive to the attainment of all or any of the foregoing purposes;

And it is ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any firm or which one or more of its Directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors, are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed previous to the signing of the said contract, to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

The number of its shareholders shall be limited to fifty, exclusive of the actual or former employees who may become shareholders of the company and who may continue after the termination of such employment to be shareholders of the Company;

No appeal shall be made to the public for subscription to the capital stock of the company, under the name of "Emery Talbot Limitée (Emery Talbot Limited").

The amount of the company's capital stock shall be $20,000.00, divided into one hundred and fifty common shares of a par value of $100. each, and fifty preference or preferred shares, of a par value of $100. each, the whole subject to the privileges and restrictions hereunder mentioned.

The preferred shares shall be redeemable upon a thirty days' notice, given by registered letter, sent to the last address given by the holder of said preferred shares to the company, and they shall be subject to the preferences, priority, conditions and restrictions hereinafter enumerated:

(*a*) The holders of the said preferred shares shall be entitled to receive out of the surplus and net profits of the company, for each year, as and when declared by the Board of Directors, 5% per annum, preferred and non-cumulative dividends;

(*b*) Such dividends shall be non-cumulative, that is to say that if the net profits of the company, for one year, do not, in the opinion of the Boord of Directors, allow the Board to vote such dividends, the company shall then be released from the payment for that fiscal year for which such dividend was not voted;

(*c*) In the case of liquidation, bankruptcy, dissolution or insolvency of the company, for the purposes of re-organization or for other purposes, whether voluntary or involuntary,

toute distribution de capital, tout le surplus de l'actif disponible pour distribution aux actionnaires sera payé et distribué en remboursement intégral du capital versé sur les dites actions préférentielles jusqu'à la date de telle liquidation, banqueroute, dissolution ou faillite et si l'actif disponible n'était pas suffisant pour rembourser intégralement le capital représenté par les actions préférentielles, cet actif sera alors distribué proportionnellement entre les porteurs des dites actions préférentielles. Après ce remboursement aux porteurs préférentiels, la balance de l'actif disponible de la compagnie sera distribuée proportionnellement en proportion des actions détenues par les actionnaires communs de la compagnie;

(*d*) Sur résolution des directeurs, toutes ou partie des actions préférentielles en cours pourront être rachetées au pair, sans intérêt, sauf le dividende acquis et voté par le bureau de direction; dans le cas d'un rachat partiel, le bureau de direction déterminera les actions qui seront rachetées; avis de tel rachat sera donné aux porteurs des actions préférentielles ainsi rachetées, à la dernière adresse connue de ces actionnaires privilégiés, telle qu'inscrite dans les livres de la compagnie et, à l'expiration de trente jours à compter de cet avis, les dites actions préférentielles, si elles ne sont pas présentées au bureau de la compagnie pour achat, cesseront de participer aux dividendes;

(*e*) Les porteurs d'actions préférentielles n'auront aucun droit de vote tant aux assemblées générales annuelles qu'aux assemblées spéciales de la compagnie;

(*f*) Les seuls droits des porteurs d'actions préférentielles seront ceux énumérés ci-dessus.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4773–o Sous-secrétaire de la Province.

or upon any distribution of the capital, any surplus assets available for distribution to the shareholders shall be paid and distributed in payment in full of the paid-up capital on the said preferred shares to the date of such liquidation, bankruptcy, dissolution or insolvency and if not sufficient to fully reimburse the capital represented by the preferred shares, said assets shall then be distributed proportionally among the holders of the said preferred shares, and after such reimbursement to the holders of the said preferred shares, the remaining assets of the company sha l be distributed proportionally among the holders of the common shares of the company, in proportion to the number of common shares held by them respectively;

(*d*) Upon resolution of the Directors, the whole or part of the outstanding preferred shares may be redeemed at par, without interest, save the accrued dividend, voted by the Board of Directors; in the case of partial redemption, the Board of Directors shall determine the shares to be redeemed; notice of such redemption shall be given to the holders of said preferred shares thus redeemed, at the last known address of the said preferred shareholders, as recorded in the books of the company, and at the expiration of thirty days from and after the said notice, the said preferred shares, if they are surrendered to the company from redemption, shall no longer participate in the dividends;

(*e*) The holders of preferred shares shall not be entitled to vote at the general annual meetings nor at the special meetings of the company;

(*f*) The only rights held by the holders of preferred shares shall be those hereinabove enumerated.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4774 Under Secretary of the Province.

"Les Ateliers Paul et Jean & Cie Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juillet 1937, constituant en corporation: Charles-Edouard Auger, voyageur de Commerce, Lucien Pouliot, médecin-dentiste, Gérard-A. Houde, comptable, tous de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, exploiter tout l'actif actuel de la société "Les Ateliers Paul et Jean & Cie", société en nom collectif, enregistrée, et passée devant notaire en date du 23 mars 1936;

Construire, acquérir, exploiter, vendre ou louer, une ou plusieurs manufactures, entrepôts, pour fabrication de jouets, meubles, et tous articles en bois, métal, tissus, verre, ainsi que préparations de tous bois faisant partie du commerce ou de l'industrie de la compagnie;

Exercer le commerce de marchands en gros et en détail, du bois et de ses sous-produits, ainsi que de tous matériaux se rattachant au commerce et à l'industrie de la compagnie;

Exercer en gros et au détail le commerce d'importateurs et d'exportateurs de toutes sortes d'articles, machines, instruments, appareils quel-

"Les Ateliers Paul et Jean & Cie Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty ninth day of July, 1937, incorporating: Charles Edouard Auger, commercial traveller, Lucien Pouliot, dentist, Gérard A. Houde, accountant, all of Sainte Croix, County of Lotbinière, for the following purposes:

To buy, acquire, operate all the actual assets of the partnership "Les Ateliers Paul et Jean & Cie", a partnership under a collective name, registered and passed before a notary dated March 23rd, 1936.

To construct, acquire, operate, sell or lease, one or more factories, warehouses, for the manufacturing of toys, furniture and all wooden, metal, textile, glass, articles, also the preparation of any lumber forming part of the business or industry of the company;

To carry on the business of wholesale and retail merchants, of lumber and its by products, as well as any materials incidental to the business and industry of the company;

To carry on the wholesale and retail business of importers and exporters of all kinds of articles, machines, instruments, apparatus whatsoever,

conques, et agir comme agents pour la vente des objets ci-haut mentionnés;

Acheter, vendre, louer ou autrement acquérir des maisons, terrains, concessions forestières ou le droit de coupe ou d'exploitation d'icelles;

Construire, acquérir, posséder, exploiter, échanger, ou vendre des meubles et immeubles; manufactures, moulins, ateliers ou autres entreprises en tout ou en partie semblables à celles de la compagnie, ainsi que l'achalandage et les droits d'aucune personne ou société;

Etudier, acquérir, exploiter, acheter ou vendre des brevets, droits, royautés, inventions, perfectionnements, procédés, se rapportant aux entreprises de la compagnie;

Accepter, posséder, exploiter, échanger, louer, vendre et aliéner des propriétés mobilières et immobilières, utiles à son entreprise, ou pour recouvrir des créances, pour en faciliter et assurer le recouvrement; accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes actives ou des créances, dans le cours de son commerce, l'exploitation de son industrie ou la réalisation de son entreprise;

Emprunter sur billet et hypothéquer les immeubles de la dite compagnie, à un taux raisonnable d'intérêt;

Conclure des conventions avec toute autorité municipale ou autre, qui seront jugées propres à atteindre les objets de la compagnie, ou à aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirables d'obtenir, et les accomplir;

Tirer, faire, souscrire, accepter, endosser, négocier payer et émettre des billets promissoires, chèques, lettres de change, connaissements, obligations ou autres instruments négociables et transportables;

Payer toutes les dépenses en rapport avec la formation de la compagnie pour services rendus par les promoteurs et autres soit en argent ou en actions acquittées de la compagnie, débentures ou autres valeurs suivant la décision des directeurs;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir ou détenir des actions dans une autre compagnie dont les objets sont partiellement ou entièrement semblables à ceux de la compagnie, les vendre ou autrement en disposer;

Se vendre, se louer, se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie, société ou personne, dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de la présente compagnie, sous le nom de "Les Ateliers Paul et Jean & Cie Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Sainte-Croix, comté de Lotbinière, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de juillet 1937.

JEAN BRUCHESI,

4775-o Sous-secrétaire de la Province.

and to act as agents for the sale of the hereinabove mentioned objects;

To purchase, sell, lease or otherwise acquire houses, lands, timber limits or timber licenses or the right to operate the same;

To construct, acquire, own, operate, exchange or sell moveables and immoveables; factories, mills, workshops or other undertakings in whole or in part similar to those of the company, as well as the goodwill and rights of any person or partnership;

To study, acquire, operate, buy or sell patents, rights, royalties, inventions, improvements, processes relating to the undertakings of the company;

To accept, own, operate, exchange, lease, sell and dispose of moveable and immoveable properties, useful to its undertaking, or for the recovery of credits, to facilitate and secure the recovery of the same; to accept and receive immoveables and hypothecs in payment or in security of active debts or credits, in the course of its business, the operation of its industry or the attainment of its undertaking;

To borrow on notes and to hypothecate the immoveables of the said company, on reasonable rates of interest;

To enter into arrangements with any authority municipal or otherwise, which may be deemed suitable for the attainment of the objects of the company, or any one thereof and to obtain from such authority the rights, privileges and concessions which the company may deem desirable to obtain, and to carry out the same;

To draw, make, underwrite, accept, endorse, negotiate, pay and issue promissory notes, cheques, bills of exchange, bills of lading, bonds or other negotiable and transferable instruments;

To pay all expenses incidental with the formation of the company for services rendered by the promoters and others either in cash or with paid-up shares of the company, debentures or other securities according to the decision of the directors;

To underwrite, take or otherwise acquire or hold shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of the company, to sell or otherwise dispose thereof;

To sell, lease, consolidate or amalgamate with any other company, partnership or person, having objects in whole or in part similar to those of the present company, under the name of "Les Ateliers Paul et Jean & Cie Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be at Sainte Croix, County of Lotbinière, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of July, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4776 Under Secretary of the Province.

"Maniwaki Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Allan Frank MacDonald, Gérant, Thomas Joseph Kelly, Gérant-adjoint, Jean-Baptiste Brown,

"Maniwaki Mines Limited"
(No personal liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1937, incorporating: Allan Frank MacDonald, Manager, Thomas Joseph Kelly, Assistant-Manager, Jean-Baptiste Brown, Account-

Comptable, Juliette Vincent, Rita Guay, toutes deux filles majeure, tous de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains, droits de mine, droit de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des compagnies minières de Québec, (Chapitre 80) en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, d'obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi, et les payer, en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont nécessaires aux objets susdits ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

11. Emettre des actions de manière à ce que les actionnaires n'encourrent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie, sous le nom de "Maniwaki Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital-total de trois millions cinq cent mille dollars ($3,500,000.00, divisé en trois million cinq cent mille (3,500,000) actions de un dollar $1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans le canton Vauquelin, dans le district d'Abitibi, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,
4777 Sous-secrétaire de la Province.

"McNeice's Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du

ant, Juliette Vincent, Rita Guay, both Spinsters, all of Quebec, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights or invention, or the right to make use such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chapter 80), in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company of its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such person or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

11. To issue shares so that the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company, under the name of "Maniwaki Mines Limited (No Personal Liability—), with a total capital stock of three million five hundred thousand dollars ($3,500,000.00), divided into three million five hundred thousand (3,500,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at Vauquelin Township, in the district of Abitibi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,
4778-o Under secretary of the Province.

"McNeice's Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

vingt-cinquième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Walter-Frank Graw, comptable agréé, Charles Dinsmore, marchand, et Marie Worledge, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer et vendre toutes les lignes d'articles de sport et exercer un commerce mercantile en gros et en détail d'articles de sports, sous le nom de "McNeice's Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1247 avenue Collège McGill, Montréal, district de Montréal, Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4779 Sous-secrétaire de la Province.

fifth day of August, 1937, incorporating: Walter Frank Graw, Chartered accountant, Charles Dinsmore, merchant, and Marie Worledge, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell all lines of Sporting Goods and to carry on a business of wholesale and retail merchandise, in sporting goods, under the name of "McNeice's Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the Company will be at 1247 McGill College Avenue, Montreal, in the district of Montreal, Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4780-o Under Secretary of the Province.

"Mineral Equities Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du seizième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Louis-Dorsey, George Harris, et Lawrence Marks, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Transiger et exercer un commerce général de finance, de promotion et de courtage, et agir comme agent et courtier pour l'achat et la vente de toutes sortes de valeurs, commodités et contrats pour l'achat ou la vente de commodités, sur marge ou autrement;

2. Souscrire éventuellement à forfait, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir soit comme mandant ou agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, transférer, céder ou autrement aliéner ou faire le commerce d'actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs émises ou garanties part toute compagnie constituée en corporation de quelque manière ou en quelqu'endroit qu'elle soit constituée ou qu'elle exerce son commerce, ou par tout gouvernement, commission, corps public ou autorité, suprême, municipale, scolaire, locale ou autre, du Canada ou d'ailleurs;

3. Acquérir toutes telles actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou valeurs par souscription originaire, souscription éventuelle à forfait, option, soumission, achat, échange ou autrement, et les souscrire, soit sous condition ou autrement, et en garantir la souscription, et exercer et exécuter tous droits et pouvoirs conférés par ou incidents à la possession d'iceux;

4. Promouvoir, organiser, développer, administrer, réorganiser, liquider ou disposer de toute corporation, compagnie, syndicat, société ou association, et prélever ou contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute compagnie ou corporation, et offrir pour souscription publique toutes actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

5. Acheter, prendre ou louer, ou en échange, louer et autrement acquérir toutes propriétés réelles et personnelles que la compagnie pourra considérer nécessaires ou convenables, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, aliéner,

"Mineral Equities Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the sixteenth day of August 1937, incorporating: Louis Dorsey, George Harris, and Lawrence Marks, Advocates, all of Montreal, for the following purposes:

1. To transact and carry on a general financial promotion and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase and sale of any and all securities, commodities, and contracts for the purchase or sale of commodities, on margin or otherwise;

2. To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, transfer, assign, or otherwise dispose of or deal in shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any incorporated company howsoever and wheresoever constituted and carrying on business, and by any government, commission, public body or authority, supreme, municipal, school, local or otherwise, whether in Canada or elsewhere;

3. To acquire any such shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations or securities by original, subscription, underwriting, option, tender, purchase, exchange, or otherwise, and to subscribe for the same, either conditionally or otherwise, and to guarantee the subscription thereof, and to exercise and enforce all rights and powers conferred by or incident to the ownership thereof;

4. To promote, organize, develop, manage, reorganize, wind up or dispose of any corporation, company, syndicate, partnership or association, and to raise or assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities, or otherwise, any company or corporation, and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation;

5. To purchase, take or lease or in exchange, hire and otherwise acquire any real and personal property which the company may consider necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and

faire valoir et autrement disposer de toutes ou l'une quelconque des propriétés de la compagnie;

6. Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des biens et entreprises de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

7. Emettre et répartir comme entièrement libérées, les actions de la compagnie constituée par les présentes en paiement intégral ou partiel de tous services rendus à la compagnie ou de tout commerce, franchise, entreprise, propriété, option, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations, débentures ou autres biens ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes;

8. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exploiter ou de nature à accroître la valeur des biens ou valeurs de la compagnie et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie et autrement les négocier;

9. Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux, dans les présentes, énumérés moyennant les termes qui pourront être convenus;

10. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, par voie de dividendes déclarés légalement ou de la manière énoncée dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou valeurs de toutes autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont la compagnie aurait le pouvoir d'aliéner;

11. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

12. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à l'organisation d'icelle, ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

13. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents ou fondés de pouvoirs et soit seule ou conjointement avec d'autres;

14. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

15. Si autorisés par règlement, ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront quand ils le jugeront à propos;

(*a*) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(*b*) Emettre des débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre au prix qui sera jugé convenable;

(*c*) Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures de la compagnie pour garantir toutes telles débentures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de pareilles garanties pour tel but;

otherwise deal with all or any property of the company;

6. To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

7. To issue and allot as fully paid-up, stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any services rendered to the company or for any business, franchise, undertaking, property, option, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, real estate, stocks, bonds, debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

8. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the company's properties or securities and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee and otherwise deal in the same;

9. To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

10. To distribute among the shareholders of the company in kind by way of dividends legally declared or in the manner set out in section 81 of the Quebec Companies' Act, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have to dispose of;

11. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

12. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

13. To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys, and either alone or in conjunction with others;

14. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

15. If authorized by by-laws, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for consideration the by-law, the directors may, when they deem it expedient;

(*a*) Borrow money upon the credit of the company;

(*b*) Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such prices as may be deemed expedient;

(*c*) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and consti-

et constituer l'hypothèque, le gage ou nantissement ci-dessus mentionné, par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (S. R. Q., chap. 227), ou en toute autre manière;

(*d*) Hypothéquer ou nantir les propriétés immobilières de la compagnie, ou grever ou autrement affecter les biens mobiliers ou donner toutes telles garanties, pour garantir le remboursement des prêts faits autrement que par l'émission de débentures, aussi bien que le paiement ou la satisfaction de toutes autres dettes, contrats ou obligations de la compagnie, sous le nom de "Mineral Equities Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4781 Sous-secrétaire de la Province.

tute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned by trust deed, in accordance with the sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (R.S.Q., chap. 227), or in any other manner;

(*d*) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of other debts, contracts or obligations of the company, under the name of "Mineral Equities Limited", with a total capital stock of Twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company shall be in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4782–o Under Secretary of the Province.

"Montreal Paving & Contracting Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août, 1937, constituant en corporation: René Chenevert, avocat, Germaine Boisvert et Gilbert Lemire, filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux et passer des contrats, construire, exécuter, posséder et exercer des travaux de toutes descriptions et exercer pour les fins précitées les opérations d'une compagnie générale de construction et d'entrepreneur pour la construction de travaux et édifices publics et privés;

(*b*) Construire, exercer, exécuter, aménager, améliorer, travailler, développer, administrer, gérer ou contrôler des travaux publics et privés et convenances de toutes sortes, laquelle expression (dont la généralité ne sera pas limitée en aucune manière par ce qui suit) y compris des routes, rues, trottoirs, cales, havres, quais, jetées, canaux, réservoirs, digues, irrigation, réclamation, amélioration, égouts, drainage, travaux sanitaires, l'eau, le gaz, la lumière électrique, le téléphone, le télégraphe et usines d'approvisionnement de pouvoir, et entrepôts, marchés et édifices publics et tous autres travaux ou convenances de toute description;

(*c*) Exercer les opérations de constructeurs de chemins et fabricants de pavages et réparateurs, manufacturiers et marchands de chaux, ciment, mortier, béton et de matériaux de construction de toutes sortes; l'industrie de renflouage, creusage et remorquage dans toutes ses spécialités;

(*d*) Agir comme charretiers, camionneurs, agents de charroyage et expéditeurs par terre et par eau, agents à commission, agents d'assurance, marchands, et entreposer les produits, matériels, articles, effets et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporations;

(*e*) Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement faire le commerce et le négoce de camions automobiles, tracteurs, autocars, automobiles, vaisseaux, bateaux à vapeur, traversiers, barges, dragues, remorqueurs, allèges, outillages et accessoires de renflouage, de remorquage et de sauvetage de toutes sortes et toutes les pièces utilisées dans leur construction

"Montreal Paving & Contracting Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1937, incorporating: Rene Chenevert, advocate, Germaine Boisvert and Gilbert Lemire, spinsters, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To carry on the business of general contractors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all description of works and to carry on for the purposes aforesaid the businesses of a general construction company and contractors for the construction of public and private works and buildings;

(*b*) To construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage or control public and private works and conveniences of all kinds, which expression (the generality of which is not to be limited in any way by the following) includes roads, streets, sidewalks, docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewage, drainage, sanitary, water, gas, electric light, telephonic, telegraphic and power supply works, and warehouses, markets and public buildings and all other works or conveniences of any description;

(*c*) To carry on the business of road builders and pavement makers and repairers, manufacturers of and dealers in lime, cement, mortar, concrete and building materials of all kinds; the business of wrecking and the business of dredging and towing in all their branches;

(*d*) To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, commission agents, insurance agents, merchants, and to store products, materials, goods, wares and merchandises for other persons, firms, companies and corporations;

(*e*) To import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and deal with motor trucks, tractors, motor cars, automobiles, ships, steamboats, ferry boats, barges, dredges, tug, scow, wrecking, towing salvage outfits and conveyances of all kinds and all parts used in the construction thereon as well as motors, engines, machinery of all kinds and electrical accessories and supplies

aussi bien que les moteurs, engins, machineries de toutes sortes, accessoires et dispositifs électriques et exercer les opérations d'ateliers de machines, de réparations générales et de garage;

(*f*) Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières, et négocier l'achat, la vente, l'échange ou la location d'immeubles et de propriétés immobilières, et généralement exercer les opérations d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités;

(*g*) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*h*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens connant aux fins de la compagnie;

(*i*) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité d'utiliser aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui semblera susceptible d'être utilisé pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

(*j*) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les consessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(*k*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*l*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins, qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(*m*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

(*n*) Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes

and to carry on a general machine shop, general repair and garage business;

(*f*) To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in, real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immovable property, and generally to carry on the business of real agents in all its branches;

(*g*) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*h*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*i*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*j*) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*k*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*l*) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*m*) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

(*n*) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories,

manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer à, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, l'entreprise, l'exploitation, l'administration l'exécution ou le contrôle des dites opérations;

(*o*) Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

(*p*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*q*) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*r*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges, que tout gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps aurait le pouvoir d'accorder et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter aucune des actions, obligations et biens de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(*s*) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et désigner les personnes conformément aux lois de ce pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*t*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*u*) Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*v*) Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*w*) Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation, ou par toute telle personne ou personnes;

(*x*) Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'oeuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques;

(*y*) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(*z*) Faire toute ou l'une quelconque des choses

warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*o*) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(*p*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*q*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*r*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*s*) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*t*) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*u*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

(*v*) To invest the money of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

(*w*) To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(*x*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

(*y*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*z*) To do all or any of the above things as

précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*aa*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Montreal Paving & Contracting Co. Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix mille dollars ($90,000.00), divisé en neuf mille (9,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4783 Sous-secrétaire de la Province.

principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*aa*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Montreal Paving & Contracting Co. Limited", with a total capital stock of ninety thousand dollars ($90,000.00), divided into nine thousand (9,000) shares of ten dollar ($10.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4784-o Under Secretary of the Province.

Chateauguay Canoe Club

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août, 1937, constituant en corporation: John Bumbray, avocat, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Wilfrid Deschênes, notaire, de la cité et du district de Montréal, Aline Pelletier, sténographe, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Marra, ingénieur stagiaire des cité et district de Montréal, dûment autorisée par son époux, dans les buts suivants:

a. La récréation et la formation de l'esprit et le délassement du corps:

Le club a pour objet d'encourager et de développer tous les sports au grand air et tous divertissements, exercices sanitaires et réunions sociales; l'établissement, l'entretien et l'administration d'un club pour la promotion et l'exercice de joutes de balle, tennis, lacrosse, hockey, golf et principalement le canotage et tous les sports aquatiques et pour les fins précitées détenir, aménager, ériger, entretenir et administrer des maisons de club, des parcs pour le jeu de balle et terrains de jeux, abris pour bateaux pour l'usage et à la disposition des membres du club et leurs hôtes;

b. Entretenir et diriger un restaurant, une salle à manger et des salles de rafraîchissements pour les membres du club et leurs amis, avoir le pouvoir d'obtenir un permis pour la vente du vin, de la bière et les liqueurs alcooliques, conformément aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques et tout amendement qui peut être fait à la dite loi, et vendre les dites liqueurs, bière et vin aux membres et à leurs hôtes, et se charger comme entreprise en exploitation de tout autre club ayant des objets semblables à ceux de ce club;

c. Construire, acheter, louer, hypothéquer les immeubles qui peuvent être requis pour les fins du club;

d. Tirer, accepter, endosser, escompter des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables;

e. Imposer des contributions d'initiation, des souscriptions mensuelles ou annuelles ou autres aux membres, et aussi avoir le pouvoir d'emprunter des deniers des membres ou de toute autre personne sur telle garantie et moyennant les termes qui pourront être conclus de temps à autre;

f. Acquérir toutes propriétés personnelles que le dit club trouvera désirable de posséder, et revendre les dites propriétés personnelles qui ne sont plus requises à ses fins. Aussi entrer en pourparlers et faire des conventions avec les con-

Chateauguay Canoe Club

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1937, incorporating: John Bumbray, Lawyer, of the City of Outremont, in the District of Montreal, Wilfrid Deschênes, Notary, of the City and District of Montreal, Aline Pelletier, Stenographer, in the City and District of Montreal, wife common as to property of Louis Marra, student in engineering of the city and District of Montreal, duly authorized by her husband, for the following purposes:

a. The recreation and education of the mind and relaxation of the body;

The Club has for object the encouragement and development of all open air sports and any amusements, healthful exercises and social meetings; the establishment, maintenance and management of a club for the promotion and the carrying of ball games, tennis, lacrosse, hockey, golf and specially canoing and all aquatic sports and for the above purposes, to hold, furnish, erect, maintain, and manage, club houses, ball parks, and play grounds, shelters for boats for the use and at the disposal of the Club members and their guests;

b. To maintain and conduct a restaurant, a dining-room and refreshments both for members of the Club and their friends, with power to obtain any license for the sale of wine, beer and alcoholic liquor, pursuant to the provision of the alcoholic liquor act and any amendment which may be made to the said act, and sell such liquor, beer and wine to the members and their guests, to take over as a going concern any other club having objects similar to those of this club;

c. To build, purchase, lease, hypothecate real estate that may be required for the purposes of the Club;

d. To draw, accept, endorse, discount, promissory notes, bills of exchange, and other negotiable instruments;

e. To charge initiation fees, monthly subscription or yearly subscription, or otherwise to members, and also to have power to borrow money from members or any other person on such security and under such terms that may from time to time be arranged;

f. To acquire any personal property which the said Club may find it desirable to own, and to resell such personal property that they may not require for their purposes. Also to enter into negotiations and arrangements with municipal

seils municipaux, comme autorités dans le but d'obtenir tous privilèges comme contrat qui peuvent promouvoir les intérêts du club;

g. De plus avoir le pouvoir de construire, promouvoir et diriger des maisons de club, piscines, chalets, régates aquatiques, combats de lutte et de boxe et tous autres événements sportifs;

h. Faire toutes les choses utiles ou nécessaires qui seront jugées convenables à la réalisation d'un ou de plusieurs objets sus-énumérés qui peuvent être de temps à autre jugés utiles, nécessaires ou convenables pour le bénéfice ou la protection de la compagnie comme propriétaire ou intéressée dans toutes propriétés;

i. Faire toutes ou l'une quelconque des choses autorisées par les présentes soit seule ou conjointement avec d'autres;

j. Les pouvoirs énoncés dans l'un quelconque des paragraphes précédents ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Chateauguay Canoe Club", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Chateauguay, district de Beauharnois.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

1821 Sous-secrétaire de la Province.

councils as authorities as for the purpose of securing any privileges as contract that may promote the interests of the Club;

g. To further have power to build, promote and conduct club houses, swimming pools, boat houses, aquatic regattas, wrestling and boxing matches and all other sporting events;

h. To do all things useful or necessary as deemed suitable for the attainment of one or more of the objects herein enumerated of which may be from time to time deemed useful, necessary or suitable for the benefit or protection of the company either as proprietor or of interested in any property;

i. To do all or any of the things herein authorized either alone or in conjunction with others;

j. The powers mentioned in any of the foregoing paragraphs shall in no way be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Chateauguay Canoe Club", with a total capital stock of Twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of Ten dollars ($10.00) each.

The head office of the Company will be at Chateauguay, in the district of Beauharnois.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4822-o Under Secretary of the Province.

"Compagnie Belgo-Quebecoise de Prospection Minière Ltée".

(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'août 1937, constituant en corporation: Rene Haesen, de la cité de Westmount, Georges Lecart, de la cité de Montréal, tous deux Directeurs de compagnies et Paul Algrain, de la cité d'Outremont, Gérant de compagnies, tous trois du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits, de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a contrôle des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces, électriques et autres, aquedues, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses poérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et

"Compagnie Belgo-Québecoise de Prospection Minière Ltée".

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August 1937, incorporating: Rene Haesen, of the city of Westmount, Georges Lecart, of the city of Montreal, both Company Directors and Paul Algrain, of the city of Outremont, Company Manager, all three of the district of Montreal, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein; mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (chap. 80), in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servant or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ

employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter de ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir, l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire sous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "Compagnie Belgo-Quebecoise de Prospection Minière Ltée" (libre de responsabilité personnelle).

Le montant du capital-actions de la compagnie est de cent mille dollars ($100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent dollars ($100.00) chacune. Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité audelà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4799-o Sous-secrétaire de la Province.

the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of share, bonds, debenture or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, land, merchandise or works;

9. Acquire, the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "Compagnie Belgo-Quebecoise de Prospection Minière Ltée" (No personal liability).

The amount of the capital stock of the company is one hundred thousand dollars ($100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each. The shareholders shall incur no liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be in Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of August 1937.

JEAN BRUCHESI,

4800 Under Secretary of the Province.

"Donchester Mines (Quebec) Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Corinne Lemay, Lorraine Mousseau, et Marguerite Déziel, toutes filles majeures, secrétaires, Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter et acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens, propriétés et commerce de la compagnie "Donchester Mines Limited", et particulièrement, sans limiter la généralité de ce qui précède, et sujet aux lois actuellement en vigueur, acheter et acquérir de la dite compagnie "Donchester Mines Limited", tous ses droits dans tout pouvoir ou énergie hydraulique, chute d'eau, rapide, terrain, forêt ou mine formant une partie du domaine public de la province de Québec, avec ensemble tous les édifices et autres usines ou constructions appartenant à la dite compagnie, situés sur les immeubles ou les terrains affectés par les droits qui seront achetés ou acquis de cette manière;

2. Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir et aliéner toutes mines, terrains miniers, minéraux, droits de mines et ou permis et tout intérêt en iceux, et les explorer, faire des recherches, les travailler, les exercer, les développer et les faire valoir;

3. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

4. Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minéraux, matériels, machineries,

"Donchester Mines (Quebec) Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1937, incorporating: Corinne Lemay, Lorraine Mousseau, and Marguerite Déziel, all Spinsters, Secretaries, Montreal, for the following purposes:

1. To purchase and acquire all or any part of the assets, properties and business of Donchester Mines Limited and in particular, without limiting the generality of the foregoing, and subject to the laws actually in force, to purchase and acquire from the said Donchester Mines Limited all its rights in any hydraulic power or force, waterfall, rapids, lands, forests or mines forming part of the public domain of the Province of Quebec, together with the buildings and other works or constructions belonging to the said Company situate on the real estate or lands affected by the rights to be so purchased or acquired;

2. To purchase, take on lease, or otherwise acquire and to alienate any mines, mining lands, minerals, mining rights and or licenses and any interest therein, and to prospect for, explore, work, exercise, develop and turn to account the same;

3. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, crushed or treated in any manner; to render such minerals merchantable by any means whatsoever; and to sell or otherwise dispose thereof;

4. To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, con-

outillage, convenances, provisions et choses susceptibles d'être utilisés en rapport avec les opérations minières ou requis par les ouvriers et autres employés de la compagnie;

5. Pour les fins de la compagnie:

(*a*) Effectuer tout contrat en rapport avec les terrains boisés, permis forestiers et droits de coupe, et couper, donner une valeur marchande, manipuler, manufacturer, faire le commerce et passer des contrats en rapport avec le bois de charpente et de construction de toutes sortes et tous les produits d'iceux;

(*b*) Acquérir, louer, passer des contrats, améliorer, entretenir, utiliser, exploiter, vendre, donner à bail et faire le commerce de logements, habitations et hôtels;

(*c*) Acheter ou autrement acquérir, louer, construire, améliorer, posséder, utiliser, exploiter, faire le commerce ou passer des contrats avec tous embranchements de chemin de fer, voies d'évitement de chemin de fer, navires, bateaux ou vaisseaux de toute description, quais, facilités d'accostage, cales, charroyage, matériels, entrepôt, outillage de remorquage, de renflouage et de sauvetage, ou tout intérêt en l'un quelconque d'iceux, les dits embranchements et voies d'évitement de chemin de fer seront construits et / ou exploités sur les propriétés de la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle, et pour les seules fins de son commerce et de son industrie

(*d*) Acheter ou autrement acquérir, construire, entretenir et exploiter sur les propriétés de la compagnie, ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

6. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

7. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie, et les vendre, les transférer, soit absolument ou en fiducie, revendre, avec ou sans garantie les dites actions ou les négocier autrement;

8. Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle du commerce ou des opérations de toute entreprise, dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie, ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables, ou autres experts ou agents;

9. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

10. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

veniences, provisions and things capable of being used in connection with mining operations or required by workmen and others employed by the Company;

5. For the purposes of the Company:

(*a*) To deal in any contract with reference to timber lands, timber licenses and timber rights, and to cut, render merchantable, handled, manufacture, deal in and contract with reference to timber and lumber of all kinds and all products thereof;

(*b*) To acquire, lease, contract, improve, maintain, use, operate, sell,l let and deal in dwelling-houses, lodging houses and hotels;

(*c*) To purchase or otherwise acquire, lease, construct, improve, own, use, operate, deal in or contract branch railways, railway sidings, ships, boats, or vessels of any description, wharves and wharfage facilities, docks, cartage, plant, warehouse and towing, wrecking and salvage plant, or interest in any of the same, the said branch railways and railway sidings to be constructed and / or operated upon the property of the Company, or on that under its control, and for the sole purpose of its business and trades;

(*d*) To purchase or otherwise acquire, build, maintain and exploit upon the property of the Company, or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

6. To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company, and to sell, transfer, either absolutely or in trust, re-sell, with or without guarantee the said shares or otherwise deal with the same;

8. To take part in the management supervision and cont ol of the business or operations of any undertaking, shares or securities which are held by the Company, or in which the Company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants, or other experts or agents;

9. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or Company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

10. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

11. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des deniers, garantier les contrats, ou autrement aider toutes telles personnes ou compagnies, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

12. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

13. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

14. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

15. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, obligations et bien quelconques de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

16. Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires, ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, société, firme ou personne;

17. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

18. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie, ou dans ou au sujet de son commerce et de ses opérations;

19. Emettre et répartir, comme entièrement libérées, les actions de la compagnie constituée par les présentes en paiement intégral ou partiel de toutes industrie, franchise, entreprise, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débentures ou autres biens ou droits, qu'elles peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes, et, avec l'approbation des actionnaires, de tous services rendus ou qui lui seront rendus;

11. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take, or otherwise acquire, shares and securities of any such company; and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

12. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

13. To purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire, any personal property, and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, or stock-in-trade;

14. To sell or dispose of the undertaking of the Company, or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, or other securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of this Company;

15. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

16. To lend money to any other company or any society, firm or person having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, society, firm or person;

17. To invest and deal with the moneys of the Company not immediatey required in such manner as may from time to time be determined;

18. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing, or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital stock, or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company, or in or about its business and affairs;

19. To issue and allot, as fully paid up, stock of the Company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures, or other property or rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and with the approval of the shareholders and any services rendered or to be rendered to it.

20. Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation, ou par toute telle personne ou personnes;

20. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation with which the Company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any such person or persons;

21. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

21. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

22. Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux énumérés dans les présentes moyennant les termes qui seront convenus;

22. To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

23. Distribuer en espèces ou autrement, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie, ou les actions, obligaitons, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de cette compagnie. La dite distribution pourra être faite soit par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

23. To distribute in specie or otherwise, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company. The said distribution may be made either by dividend legally declared out of the net profits of the Company or in the manner provided by Section 81 of the Quebec Companies Act;

24. Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fidéicommis et convenances de nature à profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires, ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, et payer des primes d'assurances pour eux, et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour fins charitables et de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

24. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts, and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

25. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

25. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

26. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

26. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

27. Demander, obtenir et promouvoir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret, qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie; et s'opposer à toute poursuite ou demande qui sembleront directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

27. To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment, which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

28. Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

28. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

29. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

29. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

30. La compagnie aura le pouvoir, en rapport avec toute action entièrement libérée de son capital-actions, d'émettre, sous son sceau ordinaire, des certificats d'actions au porteur (share warrants) conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi des compagnies de Québec;

30. The company will have the power, with respect to any fully paid up shares of its capital stock, to issue, under its common seal, share warrants according to the provisions of Section 45 of the Quebec Companies' Act;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que la compagnie pourra tenir les assemblées de ses actionnaires, excepté les assemblées annuelles et les assemblées convoquées dans le but d'élire les directeurs, et pourra tenir les assemblées de ses directeurs, à tout endroit autre que le bureau principal, soit dans ou en dehors de la province de Québec, sous le nom de "Donchester Mines (Québec) Limited".

Le capital autorisé de la compagnie est divisé en quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille dollars ($20,000.00).

Les actions seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4823 Sous-secrétaire de la Province.

"F. W. Huggins Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Lucien Labelle, avocat, Joseph-H. Demers, agent d'assurance, et Estelle-M. Fink, greffier de ville, fille majeure, tous de Noranda, Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations qui consistent à faire des essais et analyses chimiques et des analyses métallurgiques de tout minerai ou métaux tel que l'or, l'argent, le laiton, bronze, zinc, cuivre, plomb, fer, nickle, étain, platine, et tous autres métaux ou minéraux qui peuvent être essayés par un procédé quelconque;

2. Acquérir, vendre, administrer, exploiter des entreprises dans l'industrie qui consiste à essayer;

3. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, droits brevetés, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

6. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement les négocier;

And it is hereby ordained and declared that the company may hold meetings of its shareholders, with the exception of annual meetings and meetings called for the purpose of electing directors, and may hold meetings of its directors, at any place other than the Head Office, either within or without the Province of Quebec, under the name of "Donchester Mines (Quebec) Limited".

The authorized capital stock of the Company is divided into four thousand (4,000) shares having no nominal or par value and the amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be Twenty thousand dollars ($20,000.)

The shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the Directors.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4824-o Under Secretary of the Province.

"F. W. Huggins Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1937, incorporating: Lucien Labelle, Barrister, Joseph H. Demers, Insurance Agent, and Estelle M. Fink, Town Clerk, Spinster, all of Noranda, Que., for the following purposes:

1. To carry on the business of assayers and analytical chemists and metallurgical analysis upon all ore metals or metals such as gold, silver, brass, bronze, zinc, copper, lead, iron, nicke, tin, platinum, and all other metals or ore metals which may be assayed by any process whatever;

2. To acquire, sell, manage, operate enterprises in the assaying business;

3. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated to directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention as may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

6. To take, or otherwise acquire and hold, shares, in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie, ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens et obligations de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront susceptibles de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir des biens mobiliers ou immobiliers et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de ses opérations et en particulier toute machinerie, usine et autre matériel nécessaire;

10. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

11. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

12. Acquérir, recevoir, détenir, construire, louer, aliéner ou autrement disposer de propriétés mobilières ou immobilières; gager, hypothéquer ou nantir les dites propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie;

13. Payer à même les fonds de la compagnie toute ou aucune des dépenses encourues lors de sa formation ou de son organisation, ou que la dite compagnie considérera comme préliminaires;

14. Généralement exercer et entreprendre toute industrie, entreprise, transaction ou opération ordinairement exercée ou entreprise par une industrie qui consiste à essayer;

15. Agir comme agent de toute compagnie, firme ou personne exploitant une industrie semblable ou en partie semblable à celle de cette compagnie avec ensemble toutes les opérations nécessaires ou incidentes aux opérations précitées dans toutes leurs spécialités différentes;

16. Rémunérer en deniers ou en actions libérées du capital-actions de la compagnie, ou de toute autre manière, toute personne ou personnes, corporation ou corporations, pour services rendus dans ou au sujet de la formation de la compagnie, ou dans la conduite des opérations de la compagnie;

17. Etablir des agences et succursales;

18. Faire tous ou aucun des objets de la compagnie, comme mandant, agent, entrepreneur ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

19. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "F. W. Huggins Limited".

Le montant du capital total de la compagnie sera de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de vingt dollars ($20.00) l'action, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de trois mille dollars ($3,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Rouyn, district de Témiscamingue.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4801 Sous-secrétaire de la Province.

7. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's object, or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly to benefit the company;

9. To purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any personal property or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant or other necessary stock;

10. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

11. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

12. To acquire, receive, hold, build, lease, alienate or otherwise dispose of movable or immovable property; to mortgage, hypothecate, or pledge such movable or immovable property of the company;

13. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation or the organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

14. Generally to carry on and undertake any business, undertaking, transaction or operation commonly carried on or undertaken by assaying business;

15. To act as the agent of any company, firm or person engaged in a business altogether or in part similar to that of this company together with all the business necessarily or implied by incidental to the above in all their several branches;

16. To remunerate by payment in cash or in paid up capital stock of the company, or in any other manner, person or persons, corporation or corporations, for services rendered in or about the formation of the company, or in the conduct of the company thereof;

17. To establish branches and agencies;

18. To carry out all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

19. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "F. W. Huggins Limited",

The amount of the capital stock of the company is to be Ten thousand dollars ($10,000.00), divided into five hundred (500) shares of Twenty dollars ($20.00) each share, and the amount with which the company is to start or commence its operations will be three thousand dollars ($3,000.00).

The head office of the Company will be at Rouyn, in the district of Temiscamingue.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4802-o Under Secretary of the Province.

"G. L. Fortin Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'août 1937, constituant en corporation: Dame Yvonne Boissonnault, épouse contractuellement séparée de biens de Guy-Léo Fortin, commerçant, et de lui dûment autorisée, Gérard Boucher et Félix Brault, tous deux chauffeurs de camions, tous de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, dans les buts suivants:

1. Faire le commerce de bois de charpente, de bois de construction, de bois de chauffage, de bois sous toutes ses formes, des produits et sous-produits de l'industrie forestière, et de tous articles ou matériaux pour la fabrication desquels le bois peut être utilisé en tout ou en partie;

2. Faire le commerce de combustibles, tels que bois, huile, charbon et essences;

3. Faire le commerce de sable, gravier, brique et autres matériaux de construction;

4. Acquérir et exercer tous droits de servitude nécessaires ou utiles pour la coupe, le transport par terre ou par eau et le flottage du bois ou de toute autre matière appartenant à la compagnie ou fabriquée ou transportée par elle pour le compte et bénéfice d'une autre compagnie ou de toute autre personne;

5. Acheter, vendre, louer, ou posséder à quelque titre que ce soit des camions, tracteurs, et véhicules de toutes sortes, des engins, des machineries, tout l'outillage et tous les accessoires que la compagnie pourra juger nécessaires ou utiles pour les fins de ses opérations;

6. Entreprendre des travaux de construction ou de réparation de chemins, de maisons ou autres édifices, et faire toutes les opérations nécessaires pour l'exécution de ces travaux;

7. Entreprendre, diriger, contrôler ou autrement administrer l'industrie ou l'entreprise de toute corporation, ou de toute personne, si la compagnie considère qu'il est nécessaire ou utile de le faire pour protéger ses droits ou ses intérêts, et exécuter toute transaction ou obligation que la compagnie pourra juger nécessaires ou utiles à cette fin;

8. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et tous autres effets négociables ou cessibles;

9. Disposer par vente ou autrement, en tout ou en partie, des actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou détenues par elle, et recevoir en paiement des actions, bons, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

10. Se faire consentir ou acquérir des hypothèques, des privilèges ou des charges pour garantir en tout ou en partie le paiement du prix d'achat des biens vendus ou autrement aliénés par la compagnie, ou le paiement de tous deniers dus à la compagnie;

11. Vendre ou autrement aliéner ces hypothèques, privilèges et charges;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner tous biens réels ou personnels ou tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son entreprise, et en particulier, les terrains, bâtiments, servitudes, machines, tout matériel d'exploitation ou tout fonds de commerce nécessaires ou utiles pour ses opérations;

13. Conclure avec le gouvernement de la province ou avec toute autre corporation légalement constituée des conventions aux fins d'ob-

"G. L. Fortin Limitée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1937, incorporating: Dame Yvonne Boissonnault, wife separate as to property by marriage contract of Guy-Léo Fortin, trader, and duly authorized by him, Gérard Boucher and Félix Brault, both truck drivers, both of the parish of St-Félix de Valois, for the following purposes:

1. To deal in timber, lumber, cordwood, wood in all forms, products and by-products of the forestry industry, and any articles or materials in the manufacture of which wood may be used in whole or in part;

2. To deal in fuel, such as wood, oil, coal and gasoline;

3. To deal in sand, gravel, brick and other building materials;

4. To acquire and exercise all the rights of servitude necessary or useful for the cutting, transporting by land or water and the floating of timber or any other matter belonging to the company or manufactured or transported by it for the account and benefit of any other company or of any other person;

5. To purchase, sell, lease or own under any title whatsoever trucks, tractors, and vehicles of all kinds, engines, machinery, any equipment and any accessories which the company may deem necessary or useful for the purposes of its operations;

6. To undertake construction works or the repairing of roads, houses and other buildings, and to carry on any operations necessary for the performance of such works;

7. To undertake, direct, control or otherwise manage the industry or undertaking of any corporation, or of any person, if the company considers that it is necessary or useful to do so for the protection of its rights or its interests, and to carry out any transaction or obligation which the company may deem necessary or useful for such purpose;

8. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and any other negotiable or transferable documents;

9. To dispose by sale or otherwise, of all or any part of the shares, bonds or other securities of the company, or held by it, and to receive in payment therefor, shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

10. To accept or acquire hypothecs, privileges or charges to secure the whole or part of the payment of the purchase price of properties sold or otherwise disposed of by the company, or the payment of any amounts due to the company;

11. To sell or otherwise alienate such hypothecs, privileges and charges;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire and hold, sell or otherwise dispose of real or personal property or any rights or privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its undertaking, and in particular, lands, buildings, servitudes, machines, rolling stock or stock in trade necessary or useful for its operations;

13. To enter into arrangements with the Provincial Government or with any other lawfully incorporated body for the purpose of obtaining

tenir et d'exercer des privilèges, concessions ou franchises nécessaires ou utiles pour les opérations de la compagnie et exercer tous les pouvoirs nécessaires pour l'exécution de ces conventions;

14. Construire, améliorer et entretenir des routes, ponts, barrages, quais, viaducs, aqueducs, cours d'eau, égouts, puits et autres ouvrages nécessaires ou avantageux pour les fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, ou aider à la construction ou à l'entretien de ces ouvrages;

15. Vendre ou céder en tout ou en partie l'entreprise de la compagnie pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ou pour toute autre compensation légalement acceptée;

16. Hypothéquer, nantir ou donner en gage pour garantir le paiement de ses dettes, de ses obligations, débentures ou actions, les biens mobiliers ou immobiliers que la compagnie pourra posséder en la province de Québec;

17. Exercer toute industrie commerciale ou manufacturière de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens de la compagnie ou à en rendre l'exploitation plus profitable;

18. Acquérir en tout ou en partie l'industrie, les biens, l'actif ou le passif de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer et les payer en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

19. Agir comme agents pour tous manufacturiers, marchands, producteurs, fabricants et négociants de marchandises, objets, matières et produits quelconques, et agir comme agents à commission ou pour toute autre rémunération;

20. Etablir des agences et des succursales;

21. Prêter des fonds à toutes autres compagnies, à toutes sociétés ou à toutes personnes faisant affaires avec la compagnie ou avec qui la compagnie se propose de faire affaires, ou à une autre compagnie dont la compagnie détient des actions;

22. Acquitter à même les fonds de la compagnie la totalité ou partie des frais encourus pour sa formation ou pour son organisation, ou que la compagnie peut considérer comme frais préliminaires;

23. Payer à même les fonds de la compagnie tous frais ou dépenses encourus ou occasionnés pour l'accroissement direct ou indirect des biens et des opérations de la compagnie;

24. Payer aux actionnaires de la compagnie les dividendes déclarés à même les profits nets réalisé, ou, dans les cas prévus par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, distribuer en nature, aux actionnaires, toutes actions débentures ou autres valeurs appartenant à la compagnie, sous le nom de "G. L. Fortin Limitée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4803–o Sous-secrétaire de la Province.

and exercising privileges, concessions or franchises necessary or useful for the operations of the company and to exercise any powers necessary for the carrying out of such arrangements;

14. To construct, improve and maintain roads, bridges, dams, wharves, viaducts, aqueducts, water courses, sewers, wells and other works necessary or advantageous for the purposes for which the company is incorporated, or to aid in the construction and maintenance of such works;

15. To sell or assign in whole or in part the undertaking of the company for shares, debentures or securities of any other company or for any other lawfully accepted consideration;

16. To hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable properties which the company may own in the Province of Quebec, to secure the payment of its debts, bonds, debentures or shares;

17. To carry on any industry, commercial or manufacturing, calculated to enhance, directly or indirectly, the value of or render profitable the property or undertaking of the company;

18. To acquire the whole or part of the industry, properties, assets or liabilities of any person or company carrying on an industry which the present company is authorized to carry on and to pay for the same in shares, bonds, debentures or other securities of the company;

19. To act as agents for any manufacturers, merchants, producers, manufacturers of and dealers in merchandise, objects, materials and products whatsoever, and to act as commission agents or for any other remuneration;

20. To establish agencies and branches;

21. To lend money to any other companies, partnerships or to any persons carrying on business with the company or with whom or with which the company proposes to do business, or to any other company in which the present company holds shares;

22. To pay out of the funds of the company the whole or part of the expenses incurred in its formation or for its organization, or which the company may consider as preliminary;

23. To pay out of the funds of the company any costs or expenses incurred or contracted in the direct or indirect acquisition of the properties and operations of the company;

24. To pay to the shareholders of the company dividends declared out of the net profits realized, or, as set forth in article 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute in kind, among the shareholders, any shares, debentures or other securities belonging to the company, under the name of "G. L. Fortin Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the parish of St-Félix de Valois, in the district of Joliette.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4804 Under Secretary of the Province.

"Goldstream Quebec Mining Company Limited"

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par

"Goldstream Quebec Mining Company Limited"

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been

le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du trentième jour d'août, 1937, constituant en corporation: William J. Kirkwood, gentilhomme rentier, George P. Dobson, comptable, Dr. Charles R. Collard, chirurgien dentiste, John P. Dransfield, gérant, tous quatre de la cité de Toronto, et Allan J. Dixon, ingénieur-mécanicien, de Collingwood, tous de la province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

Faire les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer, ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'inventions ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphes et de téléphones, jetées, digues, biefs, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105-112, chapitre 80 de la Loi des mines de Québec, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que la compagnie peut exercer en vertu de cette loi, si ces personnes ou compagnies y consentent, en actions libérées, en tout ou en partie, et se charger des dettes et charges y appartenant;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire à ceux susmentionnés ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, le tout conformément à l'article 6 de la Loi des compagnies minières de Québec, sous le nom de "Goldstream Quebec Mining Company Limited", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($99,000.00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille (99,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la ville de Rouyn, district de Pontiac.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4805 Sous-secrétaire de la province.

issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1937, incorporating: William J. Kirkwood, retired gentleman, George P. Dobson, accountant, Dr. Charles R. Collard, dentist surgeon, John P. Dransfield, manager, all four, of the City of Toronto, and Allan J. Dixon, mechanical engineer, of Collingwood, all in the Province of Ontario, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water power, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chapter 80), in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy, and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities, issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares and undertake the debts and charges of the same;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which is was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility or liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, the whole pursuant to section 6 of the Quebec Mining Companies Act, under the name of "Goldstream Quebec Mining Company Limited", (No Personal Liability), with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars ($99,000.00), divided into ninety-nine thousand (99,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at the Town of Rouyn, in the district of Pontiac.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4806–o Under Secretary of the Province.

"Kewagama Gold Mines (Quebec), Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Corinne Lemay, Lorraine Mousseau, Annette Lafleur, Marguerite Déziel, toutes quatre filles majeures, secrétaires, et Robert Dufresne, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches, ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des droits brevetés pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôt et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi, et les payer en tout ou en partie, si telles personnes ou compagnies y consentent, en actions libérées et en assumer les dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire aux objets susdits ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Kewagama Gold Mines (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de cinq millions de dollars ($5,000,000.00), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4807 Sous-secrétaire de la Province.

"Kewagama Gold Mines (Quebec), Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1937, incorporating: Corinne Lemay, Lorraine Mousseau, Annette Lafleur, Marguerite Déziel, all four spinster, secretaries, and Robert Dufresne, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (chap. 80), in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders incur No Personal Liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares,under the name of "Kewagama Gold Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of five million dollars ($5,000,000.-00), divided into five million (5,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4808–o Under Secretary of the Province.

"Marché St. Catherine, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Moses Abraham Fels, et Sol Sidney Fels, avocats, Benjamin A. Schwartz, notaire, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants;

1. Exercer le commerce de marchands de provisions en gros et en détail, d'épiciers, bouchers, négociants de denrées alimentaires de toute nature, marchands de bestiaux et de bétail, et généralement faire le commerce de tels articles qui sont ordinairement ou peuvent être convenablement vendus dans le commerce général d'un magasin d'épicier ou de boucher;

2. Ouvrir des magasins dans le but d'exercer les dites opérations et ouvrir des entrepôts et bureaux et tous autres rayons connexes à l'exercise du dit commerce;

3. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie par l'émission d'obligations, débentures ou autrement, sous le nom de "Marché St. Catherine, Ltée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, 1120 rue Ste-Catherine Est, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.
4825

"Marché St. Catherine, Ltée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1937, incorporating: Moses Abraham Fels, and Sol Sideny Fels, Advocates, Benjamin A. Schwartz, Notary, all of the City and Districts of Montreal, Provincial of Quebec for the following purposes;

1. To carry on the business of wholesale and retail provision merchants, grocers, butchers, dealers in food stuffs of all nature, cattle dealers, dealers in live stock, and generally to deal in such articles as are ordinarily or may be conveniently sold in the general business of a grocery store or a butcher store;

2. To open stores for the purpose of the carrying out of the said business and to open warehouses and offices and all other departments ancillary to the carrrying on of the said business;

3. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

4. To borrow money upon credit of the Company by the issue of bonds, debentures or otherwise, under the name of "Marché St. Catherine, Ltée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, 1120 St. Catherine Street East, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
4826-o

"Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-et unième jour d'août, 1937, constituant en corporation Emilien Gadbois, C.R., avocat, Robert Dufresne, avocat, Corinne Lemay, Lorraine Mousseau, Annette Lafleur, Béatrice Paquin et Marguerite Deziel, toutes cinq filles majeures, secrétaires, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconque; donner une valeur marchande à ces minerais, par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder, aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnées;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ot de téléphone, jetées,

"Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-first day of August, 1937, incorporating: Emilien Gadbois, K.C., Advocate, Robert Dufresne, Advocate, Corinne Lemay, Lorraine Mousseau, Annette Lafleur, Béatrice Paquin and Marguerite Deziel, all five spinsters, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess, and alienate mines mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes,

digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 inclusivement de la Loi des mines de Québec, (chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens privilèges, franchises, contrats ou droits de personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire à ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited' (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de cinq millions de dollars ($5,000,000.00), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4809 Sous-secrétaire de la Province.

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 inclusive of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company of its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels, necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount, of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of five million dollars ($5,000,000.00), divided into five million (5,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4810-o Under Secretary of the Province.

"Pascalis Gold Mines (Quebec) Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Robert Dufresne, avocat, Corinne Lemay, Lorraine Mousseau, Annette Lafleur, et Marguerite Deziel, toutes quatre filles majeures, secrétaires, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder, et aliéner des mines, terrains, droits de mine, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'in-

"Pascalis Gold Mines (Quebec) Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1937, incorporating: Robert Dufresne, Advocate, Corrine Lemay, Lorraine Mousseau, Annette Lafleur, and Marguerite Deziel, all four spinsters, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make

venteur ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite.

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, d'obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droit de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce, qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telle compagnie ou personne y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire à ceux ci-dessus mentionné, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Pascalis Gold Mines (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4811 Sous-secrétaire de la Province.

use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, waterpowers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in section 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (chap. 80), in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessel necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies, carrying on any industry or business, which it itself may carry on under this Act and pay for the same, in whole or in part, if such persons, or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of Pascalis Gold 'Mines (Quebec) Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4812-o Under Secretary of the Province.

"Paul H. Bédard Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août 1937, constituant en corporation: Paul-H. Bédard, contracteur, Fernand Bédard, et Arthur Bédard, commis, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

a) Faire et exercer tous et aucun des commerces comme entrepreneurs généraux pour la construction, l'érection, les réparations, la modification, le maintien ou l'opération de travaux publics et privés de toute nature ou genre quelconque;

b) Construire, aménager, améliorer, faire, réparer, laver, développer ou édifier des travaux pub ics ou privés et dépendances de toutes sortes, y compris, sans limiter la généralité des objets susdits, les routes, chemins publics, ponts, tunnels, carrières, égouts, drains, havres, docks,

"Paul H. Bédard Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty first day of August, 1937, incorporating Paul H. Bedard, contractor, Fernand Bédard and Arthur Bédard, clerks, all three of the City of Quebec, for the following purposes:

a) To carry on and exercise all or any of the business of general contractors for the construction, erection, repairing, improvement, maintainance or operation of public and private works of any nature and kind whatsoever;

b) To build, equip, improve, make, repair, raise, develop or erect public or private works and dependencies of every kind, including, without any limitation as to the foregoing purposes, roads, public highways, bridges, tunnels, quarries, sewers, drains, harbours, docks, pillars,

piliers, jetées, quais, môles, débarcadères, canaux, réservoirs, digues, chemins de fer, tramways, voies d'évitements, cables, bassins et toutes constructions, érections, établissements, privés ou publics, et tous autres travaux d'utilité publique se rapportant directement ou indirectement au commerce principal de la compagnie;

piers, wharves, moles, landings, canals, reservoirs, embankments, railways, tramways, sidings, slips, basins and any other private or public constructions, buildings, establishments and any other public utility works directly or indirectly connected with the principal business of the company;

c) Exploiter et exercer dans toutes et aucune de leurs spécialités respectives tous ou aucun des commerces de pavages dans toutes ses spécialités, de manufacturiers, négociants et ouvriers en ciment, de l'asphalte, pierre, pierre concassée, sable, argile schisteuse, roc, bois, brique, tuile, matériaux de pavage, argile, gravier, sablonnière et leurs sous-produits, de construction, maintien et réparations de routes, de constructeurs, couvreurs et propriétaires de carrières, de marchands de pierre, manufacturiers et négociants de matériaux de construction, accessoires, et la manutention, la garde, l'entreposage ou le voiturage requis de toutes marchandises ou trafic se rapportant au commerce de la compagnie;

c) To carry on and exercise in all or any of their respective lines all or any business of paving in all its lines, manufacturers, dealers and workers in cement, asphalt, stone, crushed stone, sand, argillaceous schist, rock, wood, brick, tiles, paving materials, clay, gravel, sand pits and their by-products, construction, maintenance and repairing of roads, builders, roofers, proprietors of quarries and stone merchants, manufacturers of and dealers in building materials, accessories, and the handling, keeping, warehousing or carting required for all merchandise or traffic, connected with the company's business;

d) Acheter, louer, vendre ou autrement posséder, ou ouvrir, explorer, développer, maintenir et gérer des carrières de pierre ou de minéraux, et creuser, sortir, concasser, laver, fondre, rôtir, essayer, analyser, réduire, amalgamer et autrement traiter la pierre et autres minéraux ou substances minérales de toutes sortes, soit appartenant à la compagnie ou non;

d) To purchase, lease, sell or otherwise possess or open, explore, develop, work, improve, maintain and manage stone quarries, minerals, and to dig, raise, crush, wash, smelt, roast, assay, analyse, reduce, amalgamate and otherwise treat stone and other minerals or mineral substances of all kinds, whether belonging to the company or not;

e) Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer et arrenter, importer et exporter et négocier toutes sortes d'articles ou choses qui peuvent être requis pour les fins des dits commerce ou communément utilisés ou employés par des personnes engagées dans aucun tel commerce ou qui sont susceptibles d'être profitablement négociés en rapport avec aucun des dits commerces;

e) To buy, sell, manufacture, repair, change and exchange, lease or hire, import and export, and deal in all kinds of articles or things which may be required for the purpose of the said business or commonly used or employed by those engaged in any such business, or which may be capable of being profitably dealt in with regard to any of the said business;

f) Acheter, vendre, manufacturer, échanger, importer, exporter et négocier toutes sortes d'articles, marchandises, substances, machinerie, outils, appareils ou choses pour la fabrication desquels, les usines, machineries ou propriétés de la compagnie seront de temps à autre disponibles ou convenables; et en rapport avec le commerce de la compagnie;

f) To purchase, sell, manufacture, exchange, import, export and deal in all kinds of articles, merchandise, substances, machinery, tools, apparatus or things for the manufacture of which the plants, machinery or properties of the company may, from time to time, be available or convenient, and incidental to the companys' business;

g) Acquérir, par achat, échange ou autrement, et posséder, détenir, améliorer, exploiter, louer, sous-louer, subdiviser, vendre, hypothéquer, échanger ou autrement négocier et faire le commerce de propriétés réelles et personnelles, mobilières et immobilières et droits y attenant et y afférents de tous genres et descriptions;

g) To acquire by purchase, exchange or otherwise and to own, hold, improve, operate, lease, sub-let, subdivide, sell, hypothecate, exchange or otherwise deal and trade in real and personal properties, movable and immovable and the rights attached thereto and appertaining thereto of all kinds and descriptions;

h) Acquérir par achat, concession, échange, location ou autrement, construire, ériger, exploiter, détenir, maintenir et gérer tous bateaux à vapeur, vaisseaux et embarcations de toutes descriptions, quais, docks, boutiques, magasins, ateliers, dépôts, fonderies, pelles à vapeur, usines à machineries, remises pour engins et autres constructions et érections nécessaires et convenables pour l'exercice de son commerce et toutes autres propriétés, réelles ou personnelles, nécessaires et utiles à l'exercice d'aucune des fins de la compagnie, et les louer, vendre, hypothéquer ou autrement en disposer;

h) To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and to build, erect, operate, hold, maintain and manage steam ships, vessels and craft of any description, wharves, docks, workshops, stores, shops, depots, foundries, steam shovels, machine shops, engine houses and other buildings and constructions necessary or useful for the exercise of its business and any other properties, real or personal necessary and useful for the operation of any of the purposes of the company; and to lease, sell hypothecate or otherwise dispose thereof;

i) Louer, vendre ou autrement disposer toutes ou aucune partie des propriétés réelles ou personnelles, mobilières et immobilières, ou tout commerce ou entreprise de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, et accepter par voie de considération pour toute telle vente, location ou disposition, toute action, débenture ou valeur de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

i) To lease, sell or otherwise dispose of all or any part of the properties, real or personal, movable and immovable, or any business or undertaking of the company, to any person, firm and corporation, and to accept in consideration for such sale, lease or disposal any shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

j) Distribuer entre les actionnaires, en espèces ou au moyen de dividendes légalement déclarés, à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à ou détenues par la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

k) Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis pour les fins de la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

l) Acquérir tous commerces, y compris, les propriétés réelles et personnelles et biens de la nature ou espèce que la compagnie est autorisée à exercer et sa clientèle et les payer, en tout ou en partie, par la répartition et l'émission d'actions du capital-actions de la compagnie, entièrement libérées et non sujettes à appel;

m) Payer pour services rendus à cette compagnie, pour toutes propriétés réelles ou personnelles, clientèle, biens, droits, crédits ou effets qui peuvent être acquis par la compagnie, par la répartition et l'émission d'actions du capital-actions de la compagnie, entièrement acquittées et non sujettes à appel;

n) Payer à même ses fonds tous coûts, charges et dépenses encourus ou contractés dans ou pour la promotion et l'établissement de la compagnie;

o) Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou de plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

p) Fixer par règlement le quorum du bureau de direction à un nombre moindre que la majorité du bureau;

q) Acheter, posséder, utiliser, prendre, liquider, nantir, donner en gage, hypothèquer, louer, échanger et améliorer toutes propriétés ou valeurs mobilières et immobilières, les placer ou les négocier, prêter ou emprunter de l'argent sur hypothèque ou autrement, le tout sous aucun titre quelconque et à son propre compte et pour le compte d'autrui;

r) Placer les deniers de la compagnie de la manière qui sera jugée convenable;

s) Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

t) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, de la fusion des intérêts, de la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir des contrats, ou aider autrement ces dites personnes et compagnies, et prendre ou

j) To distribute among the shareholders, in kind, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided by Article 81 of the Quebec Companies Act, any properties or assets of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to or held by the company or of which it may have the power to dispose;

k) To invest and deal with the money of the company not immediately required for the purposes of the company in the manner to be determined from time to time;

l) To acquire any business, including real and personal property and assets of the nature and kind which the company is authorized to carry on and its custom and to pay therefor, in whole or in part by the allotment and issue of shares of the capital stock of the company, fully paid up and non-assessable;

m) To pay for services rendered to the present company, or for any property, real or personal, custom, assets, rights, credits, or goods which may be acquired by the company, by the allotment or issue of shares of the capital stock of the company, fully paid up and non-assessable;

n) To pay out of its funds any costs, charges and expenses incurred or contracted in or for the promotion and establishment of the company;

o) To promote and become a shareholder of one or more companies, for the purpose of acquiring the whole or any part whatsoever of the assets and liabilities of the company, or for any other purposes capable of directly or indirectly benefiting the present company; to guarantee the reimbursement of the capital, payment of dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities, as well as the performance of contracts by any such company;

p) To fix, by by-law, the quorum of the board of directors to a number less than the majority of the board of directors;

q) To purchase, own, use, take, liquidate, mortgage, pledge, hypothecate, lease, exchange and improve any properties or movable or immovable securities, to invest or deal with the same, to lend or borrow money on hypothec or otherwise, the whole under any title whatsoever and in its own name or in the name of others;

r) To invest the monaies of the company in the manner deemed advisable;

s) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

t) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted to as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire the shares and securities of any such

acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

u) Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune autre partie des biens et droits de la compagnie;

v) Faire toute ou aucune chose énumérée plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs, ou autrement, et soit seul ou conjointement avec d'autres;

w) Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

x) La compagnie pourra sur le dépôt d'un certificat d'actions entièrement acquittées, émettre, sous la signature d'un officier compétent et conformément aux règlements de la compagnie, un certificat d'actions au porteur énonçant que le détenteur du dit certificat a droit à ses actions et peut recevoir, au moyen de coupon ou autrement, les dividendes futurs de la compagnie;

y) Les directeurs pourront, par résolution, déterminer et varier de temps à autre, les conditions et la forme d'après lesquelles les certificats d'actions au porteur pourront être émis; ils pourront en outre établir les conditions pour l'émission d'un nouveau certificat d'actions au porteur en remplacement d'un certificat usé, maculé, altéré, perdu ou détruit;

z) Le bureau de direction pourra, par résolution, déterminer et varier de temps à autre, le mode de livraison des certificats d'actions au porteur et l'enregistrement du nom des actionnaires dans les registres de la compagnie; il aura aussi le droit de déterminer, varier et modifier les règlements concernant la convocation et la tenue des assemblées des actionnaires ainsi que les conditions de l'exercice du droit de vote aux dites assemblées. Le porteur d'un certificat d'actions au porteur sera sujet aux conditions et réglementations susdites, qu'ils aient été faits avant ou après l'émission de tel certificat;

aa) Signer, tirer, endosser des lettres de change, chèques, billets et autres effets négociables; emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie; émettre des obligations ou valeurs de la compagnie et les donner comme garantie et les vendre aux prix et montants jugés convenables; hypothéquer, donner en gage ou nantir les propriétés mobilières et immobilières, présentes et futures, de la compagnie, pour garantir le paiement de telles obligations ou autres valeurs ou donner une partie seulement de telle garantie pour des fins semblables; constituer l'hypothèque, mortgage ou nantissements mentionnés dans le présent paragraphe par acte de fiducie; hypothéquer, donner en gage, nantir ou autrement affecter d'une charge quelconque les biens mobiliers et immobiliers de la compagnie pour assurer le paiement des prêts faits autrement que par l'émission d'obligations et également le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

bb) Le bureau de direction sera composé de cinq membres, sous le nom de "Paul H. Bédard Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4785-o Sous-secrétaire de la Province.

company and sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

u) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

v) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

w) To do any other things which may be required for the attainment of the foregoing purposes or in any way connected therewith;

x) The company may, upon deposit of a stock certificate of fully paid-up shares, issue, under the signature of a proper officer and in conformity with the by-laws of the company, a share-warrant, stating that the holder of the said warrant is entitled to said shares and may receive, by means of coupon or otherwise, the future dividends of the company;

y) The Directors, may, by resolution, determine and vary, from time to time, the conditions and the form in which the share warrants may be issued; they may, moreover, establish the conditions for the issue of a new share warrant to replace a warrant which may be worn out, defaced, altered, lost or destroyed;

z) The Board of Directors, may, by resolution, determine and vary, from time to time, the mode of delivery of the share warrants and the registration of the names of the shareholders in the books of the company; the Board may also determine, vary and alter the by-laws respecting the calling and holding of the shareholders' meetings and also the conditions upon which voting right may be exercised at the said meetings. The holder of a share warrant shall be subject to the aforesaid conditions and regulations, whether the same be made before or after the issue of such warrant;

aa) To sign, draw, endorse bills of exchange, cheques, notes and other negotiable documents; to borrow money on the credit of the company; to issue bonds or securities of the company and to give the same as security and to sell the same for such prices and amounts as may be deemed advisable; to hypothecate, mortgage or pledge the moveable and immovable properties, present or future, of the company, to secure the payment of such bonds or other securities or give a part only of such security for similar purposes; to constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the present paragraph by trust deed; to hypothecate, mortgage, pledge or otherwise encumber in any manner whatsoever the movable and immovable properties of the company to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of Bonds and also the payment of other debts and the performance of contracts and obligations of the company;

bb) The Board of Directors shall be composed of five members, under the name of "Paul H. Bédard Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4786 Under Secretary of the Province.

"Pelletier Lake Gold Mines (Quebec) Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Corinne Lemay, Lorraine Mousseau, Marguerite Deziel, toutes trois fille majeures, secrétaires, Montréal, dans les buts suivants;

1. Acheter et acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens, propriétés et commerce de "Pelletier Lake Gold Mines Limited", et particulièrement, sans limiter la généralité de ce qui précède, et conformément aux lois actuellement en vigueur, acheter et acquérir de la dite "Pelletier Lake Gold Mines Limited", tous ses droits dans les pouvoirs ou énergies hydrauliques, chutes d'eau, rapides, terrains, forêts ou mines faisant partie du domaine public de la province de Québec, avec ensemble les édifices, et autres usines ou constructions appartenant à la dite compagnie situés sur les immeubles ou terrains affectés par les dorits qui seront achetés ou acquis de cette manière;

2. Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir et aliéner toutes mines, terrains miniers, minéraux, droits de mines ou permis et tout intérêt en iceux et y faire des explorations, des recherches, les travailler, exercer, développer et les faire valoir;

3. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

4. Acheter, vendre, manufacturer et négocier des minéraux, usines, machinerie, outillages, commodités, provisions et choses susceptibles d'être utilisés en rapport avec les opérations minières, ou requis par les ouvriers ou les autres employés de la compagnie;

5. Pour les fins de la compagnie:

(*a*) Faire aucun contrat relativement à des limites à bois, permis forestiers et droits de coupe, et couper, rendre propre au marché, manipuler, manufacturer, négocier et faire des contrats relativement au bois de charpente et bois de construction, de toutes sortes, et tous leurs produits;

(*b*) Acquérir, louer, faire des contrats, améliorer, maintenir, utiliser, exploiter, vendre, donner à bail et négocier des résidences, maisons de logements et hôtels;

(*c*) Acheter ou autrement acquérir, louer, construire, améliorer, posséder, utiliser, exploiter, négocier ou passer des contrats, des embranchements de chemins de fer, voies d'évitement, navires, bateaux ou vaisseaux de toute description, quais et facilités de quaiage, docks, moyens de transport, usines, entrepôt et outillages de remorquage, renflouage et sauvetage ou intérêts en iceux, les dits embranchements ou voies d'évitement de chemins de fer devant être construits et/ou mis en opération sur les propriétés de la compagnie ou sur celles qui sont sous son contrôle, et pour la seule fin de son commerce ou son négoce;

(*d*) Acheter ou autrement acquérir, bâtir, entretenir et exploiter, sur les propriétés de la compagnie ou sur celles qui sont sous son contrôle, des lignes télégraphiques et téléphoniques, digues, barrages, écluses, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres pouvoirs, aqueducs, routes, usines, édifices, moulins, entrepôts et magasins nécessaires ou utiles à ses opérations;

"Pelletier Lake Gold Mines (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1937, incorporating: Corinne Lemay, Lorraine Mousseau, Marguerite Deziel, all three Spinsters, Secretaries, Montreal, for the following purposes:

1. To purchase and acquire all or any part of the assets, properties and business of Pelletier Lake Gold Mines Limited, and in particular, without limiting the generality of the foregoing, and subject to the laws actually in force, to purchase and acquire from the said Pelletier Lake Gold Mines Limited, all its rights in any hydraulic power or force, waterfall, rapids, lands, forests or mines forming part of the public domain of the Province of Quebec, together with the buildings and other works or constructions belonging to the said Company situate on the real estate or lands affected by the rights to be so purchased or acquired;

2. To purchase, take on lease, or otherwise acquire and to alienate any mines, mining lands, minerals, mining rights and or licenses and any interest therein, and to prospect for, explore, work, exercise, develop and turn to account the same;

3. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, crushed or treated in any manner; to render such minerals merchantable by any means whatsoever; and to sell or otherwise dispose thereof;

4. To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with mining operations or required by workmen and others employed by the Company;

5. For the purpose of the Company:

(*a*) To deal in any contract with reference to timber lands, timber licenses and timber rights, and to cut, render merchantable, handle, manufacture, deal in and contract with reference to timber and lumber of all kinds and all products thereof;

(*b*) To acquire, lease, contract, improve, maintain, use, operate, sell, let and deal in dwelling-houses, lodging houses and hotels;

(*c*) To purchase or otherwise acquire, lease, construct, improve, own, use, operate, deal in or contract branch railways, railway sidings, ships, boats or vessels of any description, wharves and wharfage facilities, docks, cartage, plant, warehouse and towing, wrecking and salvage plant, or interest in any of the same, the said branch railways and railway sidings to be constructed and / or operated upon the property of the Company, or on that under its control, and for the sole purposes of its business and trade;

(*d*) To purchase or otherwise acquire, build, maintain and exploit upon the property of the Company, or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

6. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

7. Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie et les vendre, les transférer, soit absolument ou en fiducie, les revendre, avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

8. Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle du commerce ou des opérations de toute entreprise, dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables, ou autres experts ou agents;

9. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenants aux fins de la compagnie;

10. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement concernant une invention quelconque qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

11. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des deniers, garantir des contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie; et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

12. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

13. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

14. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

15. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, con-

6. To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection, with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company and to sell, transfer, either absolutely or in trust, resell, with or without guarantee the said shares or otherwise deal with the same;

8. To take part in the management, supervision and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities which are held by the Company, or in which the Company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants, or other experts or agents;

9. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

10. To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

11. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such company; and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

12. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any part of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

13. To purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire, any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, or stock-in-trade;

14. To sell or dispose of the undertaking of the Company, or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this Company;

15. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights, or pri-

cessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

16. Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, société, firme ou personne;

17. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

18. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

19. Emettre et répartir, comme entièrement acquittées, les actions de la compagnie constituée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de tout commerce, franchises, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, débentures, obligations ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs concédés dans les présentes, et, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie;

20. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

21. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

22. Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux énoncés dans les présentes, aux termes qui pourront être convenus;

23. Distribuer, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie; la dite distribution devra être faite soit par dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par la section 81 de la Loi des compagnies de Québec;

24. Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fidéicommis et convenances de nature à profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires, ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont elles sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, et payer des primes d'assurance pour elles, et souscrire ou garantir des sommes d'ar-

vileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effects, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

16. To lend money to any other company or any society, firm or person having dealings with the Company or with whom the Company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the Company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, society, firm or person;

17. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

18. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital stock, or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company, or in or about its business and affairs;

19. To issue and allot, as fully paid up stock of the Company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, and debentures, or other property or rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and, with the approval of the shareholders, and any services rendered or to be rendered to it;

20. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation with which the Company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any such person or persons;

21 To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

22. To amalgamete with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

23. To distribute in specie or otherwise, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company. The said distribution may be made either by dividends legally declared out of the net profits of the Company or in the manner provided by Section 81 of the Quebec Companies Act;

24. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts, and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent

gents pour fins charitables ou de bienfaisance ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

25. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

26. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidendes ou connexes à son organisation et sa formation, ou que la compagnie pourra considérer comme préliminaires;

27. Demander, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret, qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et s'opposer à toute poursuite ou demande qui semblera préjudiciable directement ou indirectement aux intérêts de la compagnie;

28. Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

29. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

30. La compagnie aura les pouvoirs relativement à toutes actions entièrement acquittées de son capital-actions, d'émettre, sous son sceau commun, des certificats d'actions aux porteurs, conformément aux dispositions de la Section 45 de la Loi des compagnies de Québec;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que la compagnie pourra tenir les assemblées de ses actionnaires, à l'exception des assemblées annuelles et des assemblées convoquées dans le but d'élire les directeurs, et pourra tenir les assemblées de ses directeurs à tout endroit autre que son bureau principal, soit dans ou en dehors de la province de Québec, sous le nom de "Pelletier Lake Gold Mines (Quebec) Limited".

Le capital-actions autorisé de la compagnie est divisé en quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille dollars ($20,000.00).

Les actions seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4813 Sous-secrétaire de la Province.

objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

25. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

26. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

27. To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment, which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

28. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

29. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

30. The company will have the power, with respect to any fully paid up shares of its capital stock, to issue under its common seal, share warrants, according to the provisions of Section 45 of the Quebec Companies' Act;

And it is hereby ordained and declared that the company may hold meetings of its shareholders, with the exception of annual meetings and meetings called for the purpose of electing directors, and may hold meetings of its directors, at any place other than the Head Office, either within or without the Province of Quebec, under the name of "Pelletier Lake Gold Mines (Quebec) Limited",

The authorized capital stock of the company is divided into four thousand (4,000) shares having no nominal or par value and the amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be Twenty thousand dollars ($20,000.).

The shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the Directors.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4814–o Under Secretary of the Province.

"Quemont Quebec Mines Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Dorband-Alexander Foster, comptable, Albert-Kitchener Belshaw, commis, Grace-Lillian Westlick, Jessie-Mildred Perry, et Doris-Adele Line, sténographes et filles majeures, tous de la cité de Toronto, comté de York, et province d'Ontario, dans les buts suivants:

(*a*) Acquérir, posséder, louer, faire des recherches, ouvrir, faire des explorations, développer, travailler, améliorer, entretenir et administrer des mines, des terrains et dépôts miniers, et creuser, charrier, broyer, laver, fondre, assayer, analy-

"Quemont Quebec Mines Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the seventeenth day of August, 1937, incorporating: Dorband Alexander Foster, Accountant, Albert Kitchener Belshaw, Clerk, Grace Lillian Westlick, Jessie Mildred Perry, and Doris Adele Line, Stenographers and Spinsters, all of the City of Toronto, in the County of York, and Province of Ontario, for the following purposes:

(*a*) To acquire, own, lease, prospect, for, open, explore, develop, work, improve, maintain, and manage mines and mineral lands and deposits, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce, amalgamate, refine, pipe, con-

ser, réduire, mélanger, affiner, pomper, transporter et autrement traiter le minerai, les métaux et minéraux, soit qu'ils appartiennent ou non à la compagnie, et leur donner une valeur marchande, et les vendre ou autrement en disposer ou une partie quelconque d'iceux ou les intérêts en iceux;

(*b*) Prendre, acquérir et détenir comme considération pour le minerai, les métaux ou les minéraux vendus ou autrement aliénés ou pour les effets fournis ou pour les travaux exécutés par contrat ou autrement, des actions, débentures, ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie constituée par les présentes, et les vendre ou autrement en disposer;

(*c*) Sur les propriétés de la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle, et pour les seules fins de son commerce et de son industrie, construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes routes, chemins, embranchements, voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, l'entretien, la mise en opération, l'administration, l'exécution ou le contrôle d'iceux;

(*d*) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les vendre ou les négocier autrement;

(*e*) Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeuble et de propriétés immobilières, et négocier l'achat, la vente, l'échange ou la location des immeubles et propriétés immobilières, et généralement exercer le commerce d'agents d'immeuble dans toutes ses spécialités et en agissant ainsi acheter et vendre aussi bien en son propre nom qu'au nom des autres;

(*f*) Acheter, vendre, échanger, nantir ou autrement aliéner ou faire le commerce soit comme mandant ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement de gages et / ou hypothèques sur les propriétés réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières;

(*g*) Employer des experts pour faire enquête et examen sur la condition, les projets, la valeur, le caractère et les circonstances de toute industrie en exploitation et entreprise et généralement de tous biens, propriétés ou droits;

(*h*) Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou profits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*i*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements ou de l'actif de tout individu, société ou compagnie exerçant une industrie quelconque que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement de leur prix d'achat;

vey and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the Company or not, and to render the same merchantable, and to sell or otherwise dispose of the same or any part thereof or interest therein;

(*b*) To take, acquire and hold as consideration for ores, metals or minerals sold or otherwise disposed of or for goods supplied or for work done by contract or otherwise, shares, debentures or other securities of or in any other company having objects similar, in whole or in part, to those of the company hereby incorporated, and to sell and otherwise dispose of the same;

(*c*) Upon the property of the Company or that over which it has control, and for the sole purposes of its commerce and industry, to construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any road, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the Company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*d*) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the Company, and to sell or otherwise deal with the same;

(*e*) To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immovable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immovable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches and in so doing to buy and sell as well on its own behalf as on behalf of others;

(*f*) To buy, sell, exchange, pledge or otherwise dispose of or deal in either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise mortgages and / or hypothecs on property real or personal, moveable or immoveable;

(*g*) To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

(*h*) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or profits;

(*i*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares, or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

(*j*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, obligations et biens quelconques de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(*k*) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*l*) Distribuer en espèce ou autrement, par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la compagnie;

(*m*) Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du commerce, des biens ou entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*n*) Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie;

(*o*) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour les sommes et au prix qui seront jugés convenables;

(*p*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et par ou par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, et avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que tel directeur ou directeurs ont ou pourraient avoir des intérêts dans les dits contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ait été nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrats ou transactions, pourvu, cependant, que dans tel cas, le fait que tel intérêt existe ait été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant sur ou en rapport avec tels contrats ou transactions;

Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire qu'il aura déclaré ne sera responsable envers la compagnie ou envers tout actionnaire ou créancier d'icelle et envers toute autre personne pour toute perte encourue par lui en vertu

(*j*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*k*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

(*l*) To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

(*m*) To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*n*) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company;

(*o*) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*p*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

That in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, and with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors has or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interests shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

No director or directors having disclosed such adverse interest shall be liable to the company or any shareholder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction nor

de ou en raison de tous tels contrats ou transaction ni tels directeur ou directeur ne sera responsable pour tous gains ou profits réalisés sur ces dits contrats ou transactions;

Que la compagnie puisse tenir les assemblées de ses actionnaires, avec l'exception des assemblées annuelles et des assemblées convoquées dans le but d'élire les directeurs, et puisse tenir les assemblées de ses directeurs à tout endroit autre que son bureau principal, soit dans ou en dehors de la province de Québec;

Et sans limiter la généralité des pouvoirs précités faire tous les autres actes et choses qui seront jugés nécessaires et utiles en rapport avec les objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Quemont Quebec Mines Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4787 Sous-secrétaire de la Province.

shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereof;

That the company may hold meetings of its shareholders, with the exception of annual meetings and meetings called for the purpose of electing directors, and may hold meetings of its directors at any place other than the head office, either within or without the Province of Quebec;

And without limiting the generality of the foregoing powers to do such things and matters as may be deemed necessary and useful in connection with the purposes for which the Company is incorporated, under the name of "Quemont Quebec Mines Limited", with a total capital stock of Twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4788-o Under Secretary of the Province.

"Quincaillerie Bernier Ltée — Bernier Hardware Co. Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'août 1937, constituant en corporation: Léon-David Germain, avocat, de la cité d'Outremont, Rodolphe-Nérée Séguin et Paul-M. Aubuchon, avocats, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Fabriquer, manufacturer et faire le commerce de la quincaillerie dans toutes ses formes et dérivés, des peintures et des huiles, avec pouvoir de transiger toutes affaires de nature similaire;

2. Fabriquer, manufacturer et faire le commerce sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de la vente, de l'achat et de l'importation des marchandises généralement vendues par les quincailliers et de faire en général le commerce des marchands et manufacturiers de quincaillerie;

3. Fabriquer, manufacturer, exploiter, préparer, acheter et vendre et en général faire le commerce de la plomberie sanitaire, ainsi que des tuyaux en fer forgé, en fonte et en grès;

4. Fabriquer, manufacturer, exploiter, préparer, acheter et vendre et en général faire le commerce de produits composés chimiques, dynamite, poudre à canon, cellulose, et ses dérivés et composés, ainsi que des produits chimiques en général; en un mot, de produits bruts ou manufacturés de la même nature;

5. Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, des moteurs électriques, dynamos et autres machines électriques quelconques, et d'acheter, vendre, fabriquer, réparer, convertir, changer, posséder, louer et le commerce, sous quelques formes que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie, du commerce en général, de toutes sortes de choses et machines électriques et de toute machinerie d'aucun genre;

6. Manufacturer, acheter et vendre toutes sortes de peintures et d'huiles;

7. Acheter, vendre, fabriquer, manufacturer, réparer, échanger, louer, exporter et importer

"Quincaillerie Bernier Ltée — Bernier Hardware Co. Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1937, incorporating Leon David Germain, advocate, of the City of Outremont, Rodolphe Nérée Séguin and Paul M. Aubuchon, advocates, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, for the following purposes:

1. To make, manufacture and deal in hardware under all its forms and derivatives, paints and oils, with power of transacting any business of a similar kind;

2. To make, manufacture and deal in, under any form whatever, anything which may be the object of the manufacture, sale, purchase and importation of merchandise generally sold by hardware-merchants, and to carry on business generally as hardware merchants and manufacturers;

3. To make, manufacture, exploit, prepare, purchase and sell and generally deal in sanitary plumbing, and also wrought iron, cast iron or clay pipes;

4. To make, manufacture, operate, prepare, purchase and sell and generally deal in chemical compound products, dynamite, gun powder, cellulose, and their derivatives and compounds, and also chemicals in general; or in a word, raw or manufactured products of the same kind;

5. To make, manufacture and deal, under any form whatsoever, in electric motors, dynamos, and any other electric machines whatever, and to purchase, sell, manufacture, repair, convert, change, own, lease and deal in, under any form whatsoever anything which may be the object of manufacture, trade, general business of all kinds of electrical things and machines and machinery of any kind;

6. To manufacture, purchase and sell all kinds of paint and oil;

7. To purchase, sell, make, manufacture, repair, exchange, lease, export and import any objects

tous objets et toutes marchandises nécessaires pour les fins du susdit commerce de quincaillerie ou dont se servent les personnes faisant affaires généralement en quincaillerie;

8. Acquérir par achat ou par échange, louer, posséder; à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous droits et biens, tant réels que personnels, meubles ou immeubles, que la Compagnie peut considérer nécessaires ou utiles pour les fins de son commerce;

9. Acquérir à quelque titre que ce soit, les droits et privilèges de toutes autres raisons sociales, corporations, industries, manufactures ou tout autre commerce similaire ou identique à ceux que la présente Compagnie est autorisée à exercer, y compris l'achalandage (goodwill), tout l'actif mobilier ou immobilier, et ce à un prix quelconque payé comptant ou en actions acquittées ou en débentures ou autres valeurs de la Compagnie;

10. Acquérir toute marque de commerce, dessin industriel, brevets, franchises ou privilèges concernant toute invention, brevetés ou non, pouvant être utile à cette Compagnie;

11. Exercer tous les pouvoirs mentionnés dans les clauses précédentes, chaque fois, aussi souvent, dans tous les cas, circonstances et conditions où la Compagnie jugera qu'il est de son intérêt, utile, avantageux ou nécessaires à ses entreprises d'exercer aucun des dits pouvoirs, sous le nom de "Quincaillerie Bernier Ltée— Bernier Hardware Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts communes de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4789–o Sous-secrétaire de la Province.

"Sorel Clothing Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'août 1937, constituant en corporation: Lucien Badeau, marchand, Joseph Cournoyer, agent d'assurances, tous deux de la cité de Sorel, et Napoléon Cournoyer, marchand, du village de Sainte-Victoire, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, faire le commerce d'habits et vêtements pour hommes, dames et enfants, draps, cotons, lainage, tissus, marchandises sèches, chapeaux, formes, chaussures et souliers, fourrures, articles de modes, et particulièrement toutes sortes de vêtements pour hommes ou autres articles se rapportant directement ou indirectement au commerce précité, agir comme agent, marchand à commission ou représentant;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, retenir, vendre ou aliéner de toutes manières quelconques les parts ou actions, soit ordinaires ou privilégiées, les débentures et obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables aux objets de la présente compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et voter toutes actions détenues de cette manière à tel agent ou agents que les directeurs et / ou actionnaires pourront nommer;

Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins, agences privées,

and merchandise necessary for the purposes of the aforesaid hardware business or used by persons carrying on a hardware business generally;

8. To acquire by purchase or exchange, lease, own, under any title and in any manner whatsoever, any rights and property, both real and personal, movable or immovable, which the company may consider necessary or useful for the purposes of its business;

9. To acquire under any title whatsoever, the rights and privileges of any other firms, corporations, industries, factories or any other business similar or identical to those which the present company is authorized to carry on, including the good-will, all the movable or immovable assets, and such at a given price to be paid in cash or with paid up shares or debentures or other securities of the company;

10. To acquire any trade-marks, industrial design, patents, franchises or privileges respecting any invention, whether patented or not, capable of being useful to this company;

11. To exercise all the powers mentioned in the foregoing clauses, each time, as often as, in any case, under any circumstances and conditions that the company may deem in its interest, or useful, advantageous or necessary for its undertakings, to exercise any of the said powers, under the name of "Quincaillerie Bernier Ltée— Bernier Hardware Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4790 Under Secretary of the Province.

"Sorel Clothing Company Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1937, incorporating: Lucien Badeau, merchant, Joseph Cournoyer, insurance agent, both of the city of Sorel, and Napoléon Cournoyer, merchant, of the village of Ste. Victoire, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import, export, deal in suits and wearing apparel for men, women and children, cloth, cottons, woollens, fabrics, drygoods, hats, hat-shapes, boots and shoes, furs, millenery, and particularly all kind of clothing for men or other articles incidental directly or indirectly to the foregoing business, to act as agent, commission merchants or representative;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold, or sell or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company and to vote all shares so held through such agent or agents as the Directors and / or shareholders may appoint;

To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, private agencies, counters in

comptoirs dans les magasins à rayons et toutes sortes de postes de commerce où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre les agences pour toutes compagnies, corporations, sociétés ou personne exerçant une industrie dans toutes lignes se rapportant à l'un quelconque des objets de la présente compagnie;

Se fusionner avec toutes compagnies, sociétés ou personnes, exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie;

Emettre, vendre et répartir avec l'approbation des actionnaires pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement libérées du capital-actions de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires et convenables pour les fins de l'industrie et en particulier toutes machineries, marchandises ou fonds de commerce, de même que tout immeuble pouvant servir à l'exploitation de l'entreprise faisant l'objet de la présente compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, débentures ou valeurs que toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens des droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, manufacturiers, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, soit seul soit conjointement avec d'autres;

Les opérations de la compagnie seront exercées dans toute la province de Québec, sous le nom de "Sorel Clothing Company Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Sorel, dans le district de Richelieu.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,
4791-6 Sous-secrétaire de la Province.

"Stebens Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août 1937, constituant en corporation Victor Morin, notaire, André Morin, avocat, et Clémentine Legault, sténographe, célibataire majeure, demeurant tous en la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, exploiter, vendre, aliéner et louer toutes espèces de biens mobiliers et immobiliers, maisons de rapport ou de résidence, terrains, mines, carrières, pouvoirs hydrauliques, fabriques, usines et industries quelconques, brevets d'invention, marques de commerce, créances et biens mobiliers et immobiliers de toutes sortes, y compris le droit de faire le commerce de ces biens ainsi que de tous matériaux, marchandises relatives aux affaires de la compagnie et

departmental stores and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any one of the present company's objects;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company's objects;

To issue, sell and allot with the approval of the shareholders for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights and privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of the industry and in particular any machinery, merchandise or stock in trade, likewise any immoveable which may be used in the operation of the undertaking forming the object of the present company;

To sell or assign the undertaking of the company or any part whatsoever thereof for such consideration as the company may deem expedient, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the properties or rights of the company;

To do any of the foregoing things or any one thereof as principals, manufacturers, contractors, agents or in any other quality, either alone or in conjunction with others;

The operations of the company shall be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Sorel Clothing Company Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City of Sorel, in the district of Richelieu.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,
4792 Under Secretary of the Province.

"Stebens Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty first day of August, 1937, incorporating: Victor Morin, notary, André Morin, advocate and Clémentine Legault, stenographer, spinster of the age of majority, all residing in the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own, operate, sell, dispose of and lease all kinds of moveable and immoveable properties, apartment houses or residences, lands, mines, quarries, hydraulic powers, factories, workshops and industries whatsoever, patents of invention, trademarks, credits and moveable and immoveable properties of all kinds, including the right to deal with such properties as well as any materials, merchandise relating to the business of the company and moveable and immovea-

propriétés mobilières et immobilières, de les hypothéquer, vendre, échanger ou autrement aliéner, faire tous travaux et affaires se rapportant à ces objets et les exploiter;

Acquérir les biens et affaires, en tout ou en partie, de toutes personnes ou compagnies semblables à ceux de la présente compagnie, vendre les biens et affaires de cette compagnie ou toutes autres compagnies et personnes, y compris les actions et obligations de toutes telles compagnies, et payer le prix de ces acquisitions en actions, obligations ou autres valeurs de cette compagnie ou de toute autre;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions et obligations dans toutes autres compagnies mobilières ou immobilières; vendre ou transiger sur tels biens pour toutes considérations que cette compagnie jugera à propos et en particulier pour actions, débentures, obligations ou autres garanties de toutes autres compagnies ou corporations;

Signer, accepter et endosser tous billets, lettres de change, mandats, chèques et autres valeurs négociables; faire des avances en argent ou des prêts aux clients et autres personnes ayant des relations d'affaires avec cette compagnie et garantir l'exécution de tous contrats;

Emprunter toutes sommes d'argent sur hypothèque des biens de la compagnie ou sur sa simple responsabilité personnelle, et négocier tels emprunts en vertu d'un règlement général d'emprunt adopté régulièrement par la compagnie à cet effet; émettre des bons, obligations ou autres valeurs;

Eriger toutes constructions, soit à son compte ou pour le compte d'autres personnes; entreprendre des travaux; et faire tous commerces soit à titre de principal ou d'agent;

Rémunérer par paiement en argent, en actions ou en obligations de cette compagnie ou de toute autre manière toutes personnes ou corporations pour services rendus; émettre et attribuer des actions acquittées, bons ou obligations de cette compagnie ou de toute autre en paiement de tels services, ainsi qu'en paiement de toutes affaires, propriétés, droits ou privilèges, actions ou autres valeurs ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu de ses pouvoirs;

Et généralement faire toutes transactions et opérations, mobilières et immobilières, et toutes choses se rapportant comme principal ou accessoires aux objets ci-dessus mentionnés;

Faire tous règlements pour la disposition des actions de la compagnie et leur négociabilité suivant telles conditions qui seront stipulées par elles, pourvu que l'inscription en soit faite sur le certificat de telles actions, sous le nom de "Stebens Investment Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour d'août 1937.

JEAN BRUCHESI,

4793-o Sous-secrétaire de la Province.

ble properties, to hypothecate, sell, exchange or otherwise dispose of the same, to undertake any works and business incidental to the said objects and to exploit the same;

To acquire the properties and business, in whole or in part, of any persons or companies similar to those of the present company, to sell the properties and business of the said company or any other companies and persons, including the shares and bonds of such said companies, and to pay for the said acquisitions in shares, bonds or other securities of the present company or of any other company;

To subscribe for or otherwise acquire and hold shares and bonds in any other real estate or other company; to sell or transact on such properties for such consideration as the present company may deem expedient and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other companies or corporations;

To sign, accept and endorse any notes, bills of exchange, warrants, cheques and other negotiable securities; to make advances of money or loans to clients or other persons having business dealings with the present company and to guarantee the performance of any contracts;

To borrow any sums of money on hypothec on the properties of the company or on its own personal liability, and to negotiate such loans under a general loan by-law duly adopted by the company for such purpose; to issue bonds, debentures or other securities;

To erect any buildings, either for its own account or for the account of others; to undertake works; and to carry on any business either as principal or agent;

To remunerate by payment in cash, shares or bonds of the present company or in any other manner any persons or corporations for services rendered; to issue and allot paid-up shares, bonds or debentures of the present company or of any other company in payment for such services, as well as the payment of any business, properties, rights or privileges, shares or other securities or rights which the company may lawfully acquire by virtue of its powers;

And generally to carry on any transactions and operations, moveable and immoveable, and any things connected therewith as principal or accessory to the objects hereinabove mentioned;

To make any by-laws for the disposal of the shares of the company and their negotiability according to such conditions as may be stipulated therein, provided that the inscription of same be made on the certificate for such shares under the name of "Stebens Investment Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4794 Under Secretary of the Province.

"Superior Trading Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Aaron Naimark, marchand, Alexander

"Superior Trading Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1937, incorporating: Aaron Naimark Merchant, Alexander James Shapiro, and Nor-

James Shapiro, et Norman Naimark, vendeurs, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de laine, tissus de coton, lainages, soies, toiles et vêtements de toutes sortes; Exercer les opérations qui consistent à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, et particulièrement importer et exporter toutes sortes de bimbeloteries, bibelots et nouveautés;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie ou de nature à accroitre directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire aucune convention relative au partage des profits, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie

man Naimark, Salesmen, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling cloghing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce and in particular import, and export all kinds of notions, toys and novelties;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the

quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettre de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour toute considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes, qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la signification de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés, mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures, ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des prorpiétés mobilières ou immobilières, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles

property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage, or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the

de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminée.

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des bjoets précités, sous le nom de "Superior Trading Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

4815

company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Superior Trading Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

4816-o

"The Baie Comeau Community Association Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'août, 1937, constituant en corporation sans capital-actions: John-Foster Chisholm, Edmond-Howard Eberts, James-Penrose Anglin, avocats, Frank-Wright, commis, et Arthur-James West, sténographe, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Organiser, promouvoir et administrer un club social et athlétique pour le divertissement de ses membres et pour encourager et promouvoir les activités sociales, les sports et les jeux athlétiques dans la communauté de la ville de Baie Comeau en général, et à ces fins tenir des assemblées, tournois, concours, exhibitions, jeux et divertissements publics et événements sociaux de différentes sortes;

2. Edicter et adopter les règles, réglementations et règlements pour l'administration de la dite association, l'initiation, la discipline et l'expulsion des membres, l'imposition et la perception des cotisations, l'élection et la nomination des directeurs et autres officiers et la détermination des devoirs de leurs charges, le contrôle et la protection des argents et autres biens de l'association et pour toutes autres choses se rapportant aux intérêts de l'association, et de temps à autre modifier, annuler, révoquer ou varier les dits règlements, règles et réglementations ou l'un quelconque d'iceux;

3. Aménager une maison de club et / ou autres édifices et terrains qui peuvent être nécessaires pour les fins d'exécuter les objets de l'association et offrir aux membres en rapport avec iceux, tous les droits, privilèges et convenances habituellement offerts par un club;

4. Conclure des conventions avec les autorités municipales, provinciales, fédérales, locales ou autres dans l'intérêt de l'association ou de ses membres et obtenir des dites autorités tous privilèges, droits, concessions ou permis pour le bénéfice de l'association;

5. Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir toutes propriétés immobilières ou mobilières pour le bénéfice de l'association et aliéner, hypothéquer, louer ou autrement disposer ou négocier les dites propriétés;

6. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements et autres effets négociables;

7. Placer et attribuer les deniers de l'association qui ne sont pas immédiatement requis pour l'administration des affaires de l'association, de

"The Baie Comeau Community Association Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1937, to incorporate as a corporation without share-capital: John Foster Chisholm, Edmond Howard Eberts, James Penrose Anglin, Advocates, Frank Wright, Clerk, and Arthur James West, Stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

1. To organize, promote and manage a social and athletic club for the recreation of its members and for the encouragement and promotion of social activities, sports and athletics in the community of the Town of Baie Comeau generally, and for such purposes to hold meetings, tournaments, competitions, exhibitions, plays and public entertainment and social functions of various sorts;

2. To make and adopt rules, regulations and by-laws for the management of the said association, the initiation, discipline and expulsion of members, the imposition and collection of fees, the election and appointment of directors and other officers and the specification of their duties, the control and protection of the association's moneys and other properties and for all other matters affecting the interests of the association, and from time to time to alter, appeal, rescind or vary such by-laws, rules and regulations, or any of them;

3. To provide a club house and /or other buildings and grounds as may be desirable for the purpose of carrying out the objects of the association and to afford the members in respect thereof all the rights, privileges and conveniences usually afforded by the club;

4. To enter into agreements with municipal, provincial, federal, local or other authorities in the interests of the association or its members and to obtain from such authorities any privileges, rights, concessions or licenses for the benefit of the association;

5. To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire any immoveable or moveable property for the benefit of the association and to alienate, hypothecate, lease or otherwise dispose of or deal with such property;

6. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments;

7. To invest and deal with the moneys of the association not immediatly required for the management of the affairs of the association in

la manière qui sera de temps à autre déterminée par le bureau de direction;

8. Faire toutes les autres choses, incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets en vertu desquels la constitution en corporation est demandée, sous le nom de "The Baie Comeau Community Association Inc.";

9. La corporation sera administrée par un bureau de dix directeurs qui seront élus à la première assemblée générale des membres, sous le nom de "The Baie Comeau Community Association Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est la somme de $50,000.00.

Le bureau principal de la corporation, sera en la ville de Baie Comeau, comté de Saguenay.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4817 Sous-secrétaire de la Province.

such manner as from time to time may be determined by the board of directors;

8. To do all other things, whether incidental or conducive to the attainment of the objects under which incorporation is sought under the name of "The Baie Comeau Community Association Inc.";

9. The corporation shall be managed by a board of ten directors to be elected at the first general meeting of members, under the name of "The Baie Comeau Community Association Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to the sum of $50,000.00.

The head office of the corporation will be in the Town of Baie Comeau, in the County of Saguenay;

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4818-o Under Secretary of the Province.

"The Canadian Pulpwood and Pit-Props Corporation Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et conseil en Loi du Roi, Louis Pinsoneault, vendeur, et Lorne-Kenneth Lloyd, gérant, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Entretenir, diriger, administrer et exercer dans toutes ses spécialités l'industrie qui consiste à manufacturer, produire, vendre, exporter et faire le commerce de la pulpe de bois, les ingrédients et produits de la pulpe, ses sous-produits et constituants, le bois et les produits du bois et manufacturer, produire, acheter, vendre ou faire le commerce de tout matériel brut, produits chimiques ou autres substances se rapportant d'une manière quelconque à la fabrication, la production, l'usage ou la vente de l'un quelconque des produits de la pulpe de bois, du bois et les produits du bois, les sous-produits ou les produits alliés de la compagnie;

2. Exercer les opérations forestières et le commerce du bois de construction dans toutes leurs spécialités, et tout autre commerce y afférent;

3. Acheter, acquérir, détenir et posséder les actions du capital, les obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation, individu, exerçant ou exploitant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et acquérir, détenir ou autrement aliéner les dites actions, obligations ou autres valeurs;

4. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, tous biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont la compagnie aurait le pouvoir d'aliéner, par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

5. Faire tous les actes et choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, ou à l'un quelconque des dits objets, et exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, alliés aux fins et objets énoncés, et qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée par la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement

"The Canadian Pulpwood and Pit-Props Corporation Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1937, incorporating: Max Bernfeld, advocate and King's Counsel, Louis Pinsoneault, salesman, and Lorne Kenneth Lloyd, manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To maintain, conduct, manage and carry on in all its branches the business of manufacturing, producing, selling, exporting and dealing in woodpulp, pulp ingredients and products, by-products and compounds thereof, wood and wood products and to manufacture, produce, buy, sell or deal in any raw material, chemical or other substance relating in any way whatsoever to the manufacture, production, use or sale of any of the wood-pulp, wood, wood products, by-products or related products of the company;

2. To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all its branches, and all other business incidental thereto;

3. To purchase, acquire, hold and own shares of the capital stock, bonds, or other securities of any other company, corporation or individual, carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or engage in, and to acquire, hold, or otherwise dispose of such shares bonds or other securities;

4. To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures or other securities in any other company belonging to the company of which the company may have power to dispose by way of lawfully declared dividends out of the net profits of the company or in the manner provided by article 81 of the Quebec Companies' Act;

5. To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them, and to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, germaine to the purposes and objects set forth, and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly to en-

la valeur de ses biens ou droits ou les rendre profitables;

6. Faire toutes ou l'une quelconque des choses autorisées par les présentes soit seule ou conjointement avec d'autres ou comme commissionnaires, agents ou autres, sous le nom de "The Canadian Pulpwood and Pit-Props Corporation Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4795 Sous-secrétaire de la Province.

hance the value of or render profitable any of its properties or rights;

6. To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents or others, under the name of "The Canadian Pulpwood and Pit-Props Corporation Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montréal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4796–o Under Secretary of the Province.

"V.A.D. Construction Company Limited— La Compagnie de Construction V.A.D. Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de juillet 1937, constituant en corporation: Louis-Philippe Duhamel, Marchand, Joseph-Edouard Vincent, Entrepreneur-Général et Paul Alexandre Archambault, Ingénieur conseil, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Entreprendre l'érection et la construction de chemins, routes, canaux, quais, barrages, écluses, ponts, aqueducs, égouts, trottoirs, filtres, réservoirs, viaducs, tunnels, entrepôts et travaux semblables, et des bâtiments de toutes sortes et descriptions, y compris maisons à logements, maisons de rapport, hôtels, cottage, conciergeries, garages, fermes, maisons de pension, restaurants, buanderies, fournir des estimés, plans, dessins, spécifications et tous autres détails et données relatifs à des travaux et édifices privés ou publics de toute description, et faire des travaux et construire des édifices de toute description, et faire commerce et des affaires, diriger des travaux et des entreprises comme entrepreneurs et constructeurs, d'une manière générale, faire le commerce des matériaux et construction et fournitures pour les ingénieurs, les constructeurs et les entrepreneurs, inspecter, éprouver et évaluer toutes sortes de matériaux et la machinerie entrant dans ou en relation avec telles constructions;

2. Manufacturer, entreprendre, importer, exporter, acheter, vendre, échanger soit comme principaux ou agents, de la céramique, du ciment, des carrés de ciment, et tous objets qui peuvent être fabriqués de ciment en tout ou en partie, des tuiles, du verre, de la chaux, de l'asphalte, du plâtre, sable, amiante, et autres produits d'une manière générale; acquérir, opérer et exploiter et vendre des mines, des carrières de pierre, de granit et des lits de sable, acheter, vendre, manufacturer, préparer et traiter du fer, de l'acier et du bois sous toutes ses formes et de toutes manières, et acquérir, posséder, exploiter, vendre et échanger des limites forestières, des moulins à scier ou à débiter et des scieries en général;

3. Manufacturer, entreprendre, importer et exporter, acheter et vendre soit comme principaux ou agents, des appareils de chauffage, du matériel pour plombiers, plâtriers, couvreurs, menuisiers, charpentiers, du gaz, des fournitures au sujet de l'électricité, des bouilloires, du fer et de l'acier fondus;

4. Vendre des brevets et les acheter ou les exploiter pour des inventions quelconques dans

"V.A.D. Construction Company Limited— La Compagnie de Construction V.A.D. Limitée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of July 1937, incorporating: Louis-Philippe Duhamel, Merchant, Joseph-Edouard Vincent, General Contractor, and Paul Alexandre Archambault, Consulting Engineer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To undertake the building and construction of roads, ways, canals, wharves, barrages, dams, bridges, waterworks, sewers, sidewalks, filters, reservoirs, viaducts, tunnels, warehouses and similar work, and buildings of every kind and description, including dwelling houses, tenement houses, hotels, cottages, apartment houses, garages, farms, boarding houses, restaurants, laundries, to furnish estimates, plans, designs, specifications and any other details and data respecting public or private works or buildings of every description, and to engage in and carry on business, direct works and undertakings as contractors and builders generally, to deal in building materials and supplies for engineers, builders and contractors, to inspect, test and estimate any kind of materials and machinery which may enter in or be incidental to the said constructions;

2. To manufacture, undertake, import, export, purchase, sell, exchange, either as principals or agents, ceramic, cement, cement squares and any objects capable of being, in whole or in part, manufactured with cement, tiles, glass, lime, asphalt, plaster, sand, asbestos and other products in general; to acquire, operate and exploit and sell mines, stone quarries, granite quarries, and sand-pits, to purchase, sell, manufacture, prepare and treat iron, steel, and wood under all forms and in any manner, and to acquire, own, operate, sell and exchange timber limits, saw-mills, planing mills and sawing plants in general;

3. To manufacture, undertake, import and export, purchase and sell, either as principals or agents, any heating apparatus, plumbers', plasterers', roofers', joiners', carpenters, supplies, gas, furnishings for electricity, boilers, cast iron and steel;

4. To sell and purchase patents, or to exploit the same for any invention whatsoever in any

des matières du ressort des affaires de la compagnie;

5. Acquérir, acheter, posséder, prendre à bail ou en échange, recevoir, détenir, louer et posséder la propriété et tous biens mobiliers ou immobiliers et les vendre, les améliorer, les embellir, les faire valoir, les développer, les céder, les louer, les transmettre, les transporter, les gérer ou autrement en disposer et faire le commerce des immeubles en général, agir comme agents d'immeubles ou agents à commission en général, et donner quittance bonne valable, prêter et emprunter sur hypothèques ou autrement, et faire le commerce des hypothèques et des balances de prix de vente;

6. Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agences et, en particulier, agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert de bons, débentures ou actions ou autres, valeurs, et l'enregistrement et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et les entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'affaires d'agence, que ce soient des affaires commerciales, d'assurances, industrielles ou des affaires financières;

7. Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement trafiquer des propriétés mobilières et immobilières et droits et, en particulier, des terrains, édifices, héritages, affaires ou établissements industriels et entreprises, mortgages, natissements, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, dettes de livres et tout intérêt dans la propriété mobilière ou immobilière, toute réclamation contre telle propriété ou contre toutes personnes ou compagnie et des privilèges et droits litigieux de toutes sortes;

8. Hypothéquer, grever, ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou autres obligations dont la compagnie est responsable ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

9. Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens réels ou personnels ou de l'industrie ou entreprise de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation et accepter comme considération de telle vente, transport ou aliénation, toutes actions, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

10. Emettre et répartir comme acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement complet ou partiel de toute industrie, franchise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débentures ainsi que de tous autres biens ou droits qu'elle pourrait acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

11. Exercer toute autre industrie ou activité que les directeurs croiront incidente ou favorable à la réalisation des objets de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

12. Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement, et soit seuls ou conjointe-

matter connected with the business of the company;

5. To acquire, purchase, own, take on lease or in exchange, receive, hold, lease and possess property and any moveable or immoveable property, and to sell, improve, embellish, turn to account, develop, convey, lease, transmit, transfer, manage or otherwise dispose of the same, to deal in real estate in general, act as real estate agents or commission agents in general, and to give good and valid discharge, lend and borrow on hypothec or otherwise and deal in hypothecs and balance of sale prices;

6. To transact and carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities, and for the registration, purchase, sale and improvement, development and management of property including business concerns and undertakings and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial assurance industrial or financial matters;

7. To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns, and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book-debts and any interests in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, any privileges and *choses* in action of all kinds;

8. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, belonging to the company for the purposes of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or other obligations for which the company is liable or any money borrowed for the purposes of the company;

9. To lease, sell or otherwise alienate the whole or any part of the real or personal property or of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation and to accept as consideration for such sale, transfer or alienation, any shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of any other company;

10. To issue and allot as paid up, shares of the company hereby incorporated, in full or part payment of any industry, franchise, property, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, immoveables, shares, bonds and debentures as well as any other property or rights which it may acquire by virtue of the powers herein granted;

11. To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

12. To pursue and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and any other objects which may be necessary or useful, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees, or otherwise and either alone or in con-

ment avec d'autres; et poursuivre, exercer et exploiter l'un quleconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec, sous le nom de V.A.D. Construction Company, Limited—La Compagnie de Construction V.A.D. Limitée", avec un capital total de Neuf mille dollars ($9,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de dix dollars ($10.00)chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de juillet 1937.

JEAN BRUCHESI,

4797-o Sous-secrétaire de la Province.

junction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the Company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec, under the name of "V.A.D. Construction Company Limited—La Compagnie de Construction V.A.D. Limitée", with a total capital stock of Nine thousand dollars ($9,000.00), divided into nine hundred (900) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of July 1937.

JEAN BRUCHESI,

4798 Under Secretary of the Province.

"Ventures (Quebec) Claims Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août, 1937, constituant en corporation: Corinne Lemay, Lorraine Mousseau, et Marguerite Déziel, toutes filles majeures, secrétaires, Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter et acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens, propriétés et commerce. de la compagnie "Ventures Claims Limited", et particulièrement, sans limiter la généralité de ce qui précède, et sujet aux lois actuellement en vigueur, acheter et acquérir de la dite compagnie "Ventures Claims Limited", tous ses droits dans tout pouvoir ou énergie hydraulique, chute d'eau, rapide, terrain, forêt ou mine formant une partie du domaine public de la province de Québec, avec ensemble tous les édifices et autres usines ou constructions appartenant à la dite compagnie, situés sur les immeubles ou les terrains affectés par les droits qui seront achetés ou acquis de cette manière;

2. Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir et aliéner toutes mines, terrains miniers, minéraux, droits de mines et / ou permis et tout intérêt en iceux, et les explorer, faire des recherches, les travailler, les exercer, les développer et les faire valoir;

3. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

4. Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minéraux, matériels, machineries, outillages, convenances, iprovsions et choses susceptibles d'être utilisés en rapport avec les opérations minières ou requis par les ouvriers et autres employés de la compagnie;

5. Pour les fins de la compagnie:

(*a*) Effectuer tout contrat en rapport avec les terrains boisés, permis forestiers et droits de coupe, et couper, donner une valeur marchande, manipuler, manufacturer, faire le commerce et passer des contrats en rapport avec le bois de charpente et de construction de toutes sortes et tous les produits d'iceux;

(*b*) Acquérir, louer, passer des contrats, amélio-

"Ventures (Quebec) Claims Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by he Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1937, incorporating: Corinne Lemay, Lorraine Mousseau, and Marguerite Déziel, all Spinsters, Secretaries, Montreal, for the following purposes:

1. To purchase and acquire all or any part of the assets, properties and business of Ventures Claims Limited and in particular, without limiting the generality of the foregoing, and subject to the laws actually in force, to purchase and acquire from the said Ventures Claims Limited all its rights in any hydraulic power or force, waterfall, rapids, lands, forests or mines forming part of the public domain of the Province of Quebec, together with the buildings and other works or constructions belonging to the said Company situate on the real estate or lands affected by the rights to be so purchased or acquired;

2. To purchase, take on lease, or otherwise acquire and to alienate any mines, mining lands, minerals, mining rights and / or to prospect for, licenses and any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and turn to account the same;

3. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, crushed or treated in any manner; to render such minerals merchantable by any means whatsoever; and to sell or otherwise dispose thereof;

4. To buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with mining operations or required by workmen and others employed by the Company;

5. For the purposes of the Company:

(*a*) To deal in any contract with reference to timber lands, timber licenses and timber rights, and to cut, render merchantable, handled, manufacture, deal in and contract with reference to timber and lumber of all kinds and all products thereof;

(*b*) To acquire, lease, contract, improve, main-

rer, entretenir, utiliser, exploiter, vendre, donner à bail et faire le commerce de logements, habitations et hôtels;

(*c*) Acheter ou autrement acquérir, louer, construire, améliorer, posséder, utiliser, exploiter, faire le commerce ou passer des contrats avec tous embranchements de chemin de fer, voies d'évitement de chemin de fer, navires, bateaux ou vaisseaux de toute description, quais, facilités d'accostage, cales, charroyage, matériels, entrepôt, outillage de remorquage, de renflouage et de sauvetage, ou tout intérêt en l'un quelconque d'iceux, les dits embranchements et voies d'évitement de chemin de fer seront construits et / ou exploités sur les propriétés de la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle, et pour les seules fins de son commerce et de son industrie;

(*d*) Acheter ou autrement acquérir, construire, entretenir et exploiter sur les propriétés de la compagnie, ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

6. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

7. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie, et les vendre, les transférer, soit absolument ou en fiducie, revendre, avec ou sans garantie les dites actions ou les négocier autrement;

8. Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle du commerce ou des opérations de toute entreprise, dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie, ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables, ou autres experts ou agents;

9. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

10. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

11. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des deniers, garantir les contrats, ou autrement aider toutes telles personnes ou compagnies, et prendre ou autrement

tain, use, operate, sell, let and deal in dwelling-houses, lodging houses and hotels;

(*c*) To purchase or otherwise acquire, lease, construct, improve, own, use, operate, deal in or contract branch railways, railway sidings, ships, boats, or vessels of any description, wharves and wharfage facilities, docks, cartage, plant, warehouse and towing, wrecking and salvage plant, or interest in any of the same, the said branch railways and railway sidings to be constructed and / or operated upon the property of the Company, or on that under its control, and for the sole purposes of its business and trade;

(*d*) To purchase or otherwise acquire, build, maintain and exploit upon the property of the Company, or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

6. To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company, and to sell, transfer, either absolutely or in trust, re-sell, with or without guarantee, the said shares or otherwise deal with the same;

8. To take part in the management supervision and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities which are held by the Company, or in which the Company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants, or other experts or agents;

9. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities by any person or Company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

10. To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

11. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take, or otherwise acquire, shares and securities of any such company; and to

acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

12. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

13. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

14. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

15. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, obligations et bien quelconques de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

16. Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires, ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, société, firme ou personne;

17. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

18. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie, ou dans ou au sujet de son commerce et de ses opérations;

19. Emettre et répartir, comme entièrement libérées, les actions de la compagnie constituée par les présentes en paiement intégral ou partiel de toutes industrie, franchise, entreprise, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débentures ou autres biens ou droits, qu'elles peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes, et avec l'approbation, des actionnaires, de tous services rendus ou qui lui seront rendus;

20. Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation, ou par toute telle personne ou personnes;

21. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

12. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

13. To purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire, any personal property, and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, or stock-in-trade;

14. To sell or dispose of the undertaking of the Company, or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, or other securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of this Company;

15. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

16. To lend money to any other company or any society, firm or person having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, society, firm or person;

17. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

18. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing, or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital stock, or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in about the formation or promotion of the Company, or in or about its business and affairs;

19. To issue and allot, as fully paid up, stock of the Company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures, or other property or rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and with the approval of the shareholders and any services rendered or to be rendered to it;

20. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation with which the Company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any such person or persons;

21. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

22. Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux énumérés dans les présentes moyennant les termes qui seront convenus;

23. Distribuer en espèce ou autrement, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de cette compagnie. La dite distribution pourra être faite soit par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

24. Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fidéicommis et convenances de nature à profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires, ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, et payer des primes d'assurances pour eux, et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour fins charitables et de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

25. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

26. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

27. Demander, obtenir et promouvoir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret, qui sembleront directement ou indirectment de nature à profiter à la compagnie; et s'opposer à toute poursuite ou demande qui sembleront directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

28. Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

29. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

30. La compagnie aura le pouvoir, en rapport avec toute action entièrement libérée de son capital-actions, d'émettre, sous son sceau ordinaire, des certificats d'actions au porteur (share warrants) conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi des compagnies de Québec;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que la compagnie pourra tenir les assemblées de ses actionnaires, excepté les assemblées annuelles et les assemblées convoquées dans le but d'élire les directeurs, et pourra tenir les assemblées de ses directeurs, à tout endroit autre que le bureau principal, soit dans ou en dehors de la province de Québec, sous le nom de "Ventures (Quebec) Claims Limited".

Le capital autorisé de la compagnie est divisé en quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec

22. To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

23. To distribute in specie or otherwise, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company. The said distribution may be made either by dividends legally declared out of the net profits of the Company or in the manner provided by Section 81 of the Quebec Companies Act;

24. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts, and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

25. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

26. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

27. To apply for, promote and obtain any statue, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment, which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

28. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

29. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

30. The company will have the power, with respect to any fully paid-up shares of its capital stock, to issue, under its common seal, share warrants according to the provisions of Section 45 of the Quebec Companies' Act;

And it is hereby ordained and declared that the company may hold meetings of its shareholders, with the exception of annual meetings and meetings called for the purpose of electing directors, and may hold meetings of its directors, at any place other than the Head Office, either within or without the Province of Quebec, under the name of "Ventures (Quebec) Claims Limited".

The authorized capital stock of the Company is divided into four thousand (4,000) shares having no nominal or par value and the amount of the

lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille dollars ($20,000.00).

Les actions seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour d'août, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4819 Sous-secrétaire de la Province.

capital stock with which the company will commence its operations will be Twenty thousand dollars ($20,000).

The shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the Directors.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of August, 1937.

JEAN BRUCHESI,

4820-o Under Secretary of the Province..

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi (Heure Normale), MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent trente-sept, en la salle publique de l'Hôtel de Ville de Pointe-Claire, pour satisfaire au paiement des taxes municipales générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus, à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente, au bureau du Secrétaire-Trésorier de la Ville, No. 293 Bord du Lac, Pointe-Claire, P. Q.

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC

Public notice is hereby given that the immoveable properties hereinafter described will be sold by public auction, at the Town Hall, Town of Pointe-Claire, on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of SEPTEMBER, nineteen hundred and thirty-seven at TEN o'clock in the morning (Standard Time), for the payment of general and special municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid for at the office of the Secretary-Treasurer of the Town, No. 293 Lakeshore road, Pointe Claire, P. Q.

	CADASTRE DU VILLAGE DE POINTE-CLAIRE Noms des propriétaires Names of proprietors	CADASTRE OF THE VILLAGE OF POINTE-CLAIRE Nos du cadastre Cadastre Nos.	Total Tx. & Int.
1.	Allen, Newstead A.	4-286	$138.10
2.	Aumais, Mme-Mrs. Edmond	4-224	35.92
3.	Aumais, Mme-Mrs Edmond	4-225	109.08
4.	Munro, Succ. Estate J. A.	18-26 & Pt. de-of 18-27	468.79

Cette dernière parcelle de terrain ayant 25 pieds de largeur sur 200 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné en front, à l'est par l'avenue du Golf étant le lot No 31 de la subdivision dudit lot originaire No 18, à l'arrière par le lot No 309 de la subdivision du lot originaire No 4 du cadastre du Village de la Pointe-Claire, au nord par le résidu dudit lot No 27 et au sud par le lot No 26 de la subdivision dudit lot originaire No 18.

This last parcel of land being 25 feet in width by 200 feet in depth, English measure, more or less, bounded in front to the East by Golf avenue being lot No. 31 of the subdivision of original lot No. 18, in rear by lot No. 309 of the subdivision of original lot No. 4 of the cadastre of the Village of Pointe-Claire, and to the North by the residue of said lot No. 27 and to the South by lot No. 26 of the subdivision of original lot No. 18.

	CADASTRE DE LA PAROISSE DE POINTE-CLAIRE	CADASTRE OF THE PARISH OF POINTE CLAIRE	
5.	Booth, C. S.	41-144	$ 60.57
6.	Callaghan, Mme-Mrs. T. H.	53-3-53	24.53
7.	Callaghan Mme-Mrs. T. H.	53-3-54	24.53
8.	Hall, William	58-273-274	645.05
9.	Legault, Emery	53-45-46-47	773.10
10.	Martin, Secc.-Estate C. H.	58-317-318	400.66
11.	Strother, John	57-787	25.28
12.	Strother, John	57-788	25.28
13.	Wall, Frank in trust	58-282	184.92
14.	Wall, Frank in trust	58-283	13.90
15.	Wall, Frank in trust	58-284	11.45
16.	Wall, Frank in trust	58-285	116.11
17.	Wall, Frank in trust	58-286	89.19
18.	Wall, Frank in trust	58-337	$4.20
19.	Wall, Frank in trust	58-338	$4.20

Donné en la Ville de Pointe-Claire, ce 1er septembre 1937.

Le Secrétaire-Trésorier,

4747—36-2-o J. L. VITAL MALLETTE.

Given at the Town of Pointe-Claire, this 1st day of September 1937.

J. L. VITAL MALLETTE,

4748-36-2-o Secretary-Treasurer.

Avis est donné par les présentes que la St-Regis Paper Co. of Canada Limited, demande la permission au Département des Terres & Forêts de construire un barrage sur la branche ouest de la rivière Godbout pour élever le niveau du lac Aux Sables de 10' au-dessus du niveau des eaux basses. Ce barrage sera construit en bois et sera muni d'une passe migratoire pour le saumon.

Les plans et devis de ce barrage seront déposés au bureau d'enregistrement à Tadoussac et sont visibles à cet endroit.

Québec, 18 août, 1937.

L'ingénieur de la compagnie.

4485—34-4-o ZACHEE LANGLAIS.

Notice is hereby given that the St. Regis Paper Co. of Canada Limited, makes application for leave from the Department of Lands & Forests to construct a dam on the west branch of the Godbout river to raise the level of the lake "Aux Sables" 10' higher than the low water level. This dam will be built in wood and will be supplied with a migratory passageway for salmon.

The plans and specifications for the said dam shall be filed in the Registry office at Tadoussac and may be seen at this place.

Quebec, August 18, 1937.

ZACHEE LANGLAIS,

4486—34-4 Company Engineer.

COMMISSION DE L'ÉLECTRICITÉ DE QUÉBEC

Approbation de la vente d'un service public

Ordonnance No 82

SHAWINIGAN WATER & POWER CO, *Acheteur*,

JOSEPH LONGCHAMPS de St-Henri de Lévis, *Vendeur*.

ATTENDU que The Shawinigan Water & Power Company (ci-après appelée "l'Acheteur") a soumis en date du 29 juillet 1937 une demande pour faire approuver, par la Commission de l'Electricité de Québec, l'achat de l'installation électrogène et du réseau de distribution actuellement possédés et exploités comme "Service Public" au sens de la loi de la Commission de l'Electricité de Québec, par Joseph Longchamps de St-Henri de Lévis, dans le comté de Lévis, (ci-après appelé le "Vendeur").

Attendu que l'Acheteur a fait à la Commission les représentations suivantes:—

1. "La propriété que nous nous proposons d'acquérir consiste en ce qui suit:—

(*a*) Le matériel électrique dans l'usine.

(*b*) Le réseau de distribution dans le village, longueur approximative de 5.5 milles. Ce réseau de distribution a été construit en 1922, les poteaux sont vieux, les conducteurs petits, et d'une manière générale le réseau est en mauvais état. La relation physique des circuits de distribution par rapport aux deux réseaux téléphoniques laisse également beaucoup à désirer.

(*c*) Le réseau nouvellement construit qui dessert le hameau de d'Artagnan.

2. "La Compagnie Shawinigan dessert le village de St-Gervais ainsi que, presque immédiatement au sud, celui de St-Anselme.

3. "Nous sommes en train d'étudier la meilleure manière dont nous pourrions desservir ce village, et notre impression actuelle est que le mieux serait de prolonger la ligne du village de St-Anselme.

4. "Le prix du réseau, convenu entre M. Joseph Longchamps et cette Compagnie, est de $26,000 (vingt-six-mille dollars), mais la valeur physique n'approche pas de ce chiffre.

5. "Suivant les renseignements fournis par M. Longchamps, il y a 113 clients qui payent le tarif régulier dans cette ville, mais il y a plusieurs consommateurs qui sont directement reliés au réseau sans payer. M. Longchamps nous informe que les comptes sont envoyés tous les deux

QUEBEC ELECTRICITY COMMISSION

Approval of sale of Public Service

Order No. 82

SHAWINIGAN WATER & POWER CO., *Purchaser*

JOSEPH LONGCHAMPS of St. Henri de Lévis, *Vendor*.

Whereas The Shawinigan Water & Power Company (hereinafter called the "Purchaser") has made application, dated July 29th, 1937, for the approval of the Quebec Electricity Commission to the purchase of the electrical generating equipment and the distribution system presently owned and operated as a "Public Service" within the meaning of the Quebec Electricity Commission Act, by Josech Longchamps of St. Henri de Levis, in the County of Levis, (hereinafter called the "Vendor").

Whereas The Purchaser has made the following representations to this Commission:—

1. "The property which we propose to acquire consists of the following:—

(*a*) The electrical equipment in the Power House.

(*b*) The distribution system in the Village which is about 5.5 miles in length. This distribution system was constructed in 1922, the poles are old, conductors small, and generally the system is in a poor condition. The physical relation of the distribution circuits with reference to the two telephone systems also leaves much to be desired.

(*c*) The newly constructed distribution system serving the hamlet of D'Artagnan.

2. "The Shawinigan Company serve the Village of St. Gervais and also practically immediately to the south, the Village of St. Anselme.

3. "For the minute we are studying the best way in which this Village could be served by us, and our present impression is that it would be best served by an extension of the line from the Village of St. Anselme.

4. "The price of the system as agreed between Mr. Joseph Longchamps and this Company is $26,000 (twenty-six thousand dollars), but the physical value does not approach this figure.

5. "According to information furnished by Mr. Longchamps, there are 113 customers who pay the standard rate in this Town,but there are several other people who are directly connected to the system but do not pay for energy used. Mr. Longchamps informs us that the billing is

mois et que le tarif est de 8c. par K.W.H. pour les 70 premiers K.W.H. et 6c. pour le reste de la consommation. Un examen des livres de M. Longchamps révèle que les recettes brutes actuelles sont au taux de $2,600 (deux mille six cents dollars) par an. Par parenthèse, le service est fourni à l'église à un tarif fixe de $100.00 (cent dollars) par an; il est également fourni au Département des Eaux Municipales à un tarif fixe de $96.00 (quatre-vingt-seize dollars) par an et l'éclairage des rues compte vingt-neuf lampes dont le rarif est de $12.50 (douze dollars cinquante) par an.

6. "Nous nous proposons de changer les tarifs ci-dessus et d'appliquer notre tarif régulier en rapport avec l'importance de cette localité et dont vous avez une copie, mais pour faciliter la comparaison nous attachons ci-joint la tarif détaillé pour les différents services.

7. "La raison qui pousse la Compagnie à soumettre cette demande à votre approbation est le besoin de service exprimé par plusieurs rangs autour de ce village, et, pour desservir convenablement ce territoire tout en tenant compte de la coordination nécessaire à un réseau efficace de distribution, il semble bon d'ajouter le réseau de M. Longchamps à celui de cette Compagnie.

Attendu que La Commission de l'Electricité de Québec a reçu plusieurs demandes de service électrique dans la région desservie par le Vendeur et le territoire immédiatement avoisinant et que, en mai 1937, elle a fait examiner le territoire, l'usine et le matériel du Vendeur par ses ingénieurs dont le rapport se résume comme suit:—

Territoire:

Le territoire de M. Joseph Longchamps comprend toute la paroisse de St-Henri, comté de Lévis, paroisse dont fait partie la Municipalité de Rivière Boyer.

Usine:

L'usine est située sur la Rivière Etchemin, dans la Concession St-Jean Guérin S. O. à environ 2¼ milles du Village de St-Henri. Elle est de briques sur fondation en béton.

Elle comprend:—Une turbine à axe vertical "McCormick N. Y." 39 pouces de diamètre dans une enveloppe d'acier, 12 pieds de hauteur de charge, 107 révolutions par minute, 6,038 pieds-cube-minute, 109.5 C.V.

Le mouvement vertical est transmis horizontalement par engrenages, puis à la génératrice par poulies et courroie.

Une génératrice "Fred Thompson" 110 K.W., 900 R.P.M., 2,300 volts, 3 phases, 60 cycles, 27.7 amps.

Une excitatrice en bout d'arbre sur laquelle on ne trouve aucune caractéristique.

Pas de contrôle automatique du voltage, ni de la vitesse. Le voltage est contrôlé à l'aide d'un rhéostat.

Pas de transformateur de voltage à l'usine. La distribution se fait directement de la génératrice.

Note: A remarquer que la turbine n'a pas la puissance nécessaire pour actionner la génératrice à sa capacité. La puissance de l'usine n'est donc que 109.5 C.V. au lieu de 110 K.W. sans tenir compte des pertes de la turbine à la génératrice.

Réseau actuel :

Le réseau actuel a une longueur de quelques 5 milles, dont 2 milles en primaire seulement et 1

made on a bi-monthly basis, and that the rate is 8c. per K.W.H. for the first 70 K.W.H. and 6c. for the balance of consumption. Examination of Mr. Longchamps records indicates that the present gross receipts are at the rate of $2,600 (two thousand six hundred dollars) per annum. Incidentally service is supplied to the Church at a flat rate of $100.00 (one hundred dollars) per annum, service is supplied to the Municipal Water Work at a flat rate of $96.00 (ninety-six-dollars) per year, and twenty-nine street lights are installed for which ($12.50) twelve dollars and fifty cents per annum is charged.

6. "We propose to change the rates above mentioned and to apply our usual standard rates applicable to a Community of this size which are on file with your Commission, but in order to facilitate comparison we attach hereto particulars for these rates for various services.

7. "The Company's reason for submitting this application for your approval is because several applications have been received to give service on the ranges in the vicinity of this Village and in order effectively to serve this territory and to allow for a proper co-ordination of an effective distribution system, consolidation of Mr. Longchamps' system with this Company's is deemed advisable.

Whereas The Quebec Electricity Commission has had various requests for electric service in the area served by the Vendor and the immediately adjoining territory and, in May 1937, had an examination of the territory, plant and equipment of the Vendor made by the Engineers of the Commission, the report upon which is summarized as follows:—

Territoire:

Le territoire de M. Joseph Longchamps comprend toute la paroisse de St. Henri, comté de Lévis, paroisse dont fait partie la Municipalité de Rivière Boyer.

Usine :

L'usine est située sur la Rivière Etchemin, dans la Concession St. Jean Guérin S. O. à environ 2¼ milles du Village de St-Henri. Elle est de briques sur fondation en beton.

Elle comprend:—Une turbine à axe vertical "McCormick N. Y." 39 pouces de diamètre dans une enveloppe d'acier, 12 pieds de hauteur de charge, 107 révolutions par minute, 6038 pieds-cube-minute, 109.5 C.V.

Le mouvement vertical est transmis horizontalement par engrenages, puis à la génératrice par poulies et courroie.

Une génératrice "Fred Thompson" 110 K.W. 900 R.P.M. 2,300 volts, 3 phases, 60 cycles, 27.7 amps.

Une excitatrice en bout d'arbre sur laquelle on ne trouve aucune caractéristique.

Pas de contrôle automatique du voltage, ni de la vitesse. Le voltage est contrôlé à l'aide d'un rhéostat.

Pas de transformateur de voltage à l'usine. La distribution se fait directement de la génératrice.

Note: A remarquer que la turbine n'a pas la puissance nécessaire pour actionner la génératrice à sa capacité. La puissance de l'usine n'est donc que 109.5 C.V. au lieu de 110 K.W. sans tenir compte des pertes de la turbine à la génératrice.

Réseau actuel :

Le réseau actuel a une longueur de quelques 5 milles, dont 2 milles en primaire seulement et

mille en secondaire seulement. Il suit les routes des rangs St-Guérin S. O. et Bois Clair Sud pour se rendre au Village de St-Henri. On remarque qu'une faible partie du territoire de M. Longchamps est desservie.

Clientèle actuelle :

115 clients en tout environ, dont quelques 100 (sur une possibilité de 115-120 clients) dans le village et une quinzaine en dehors du village.

Lignes approuvées :

Le nombre de clients sera porté à quelques 130 lorsque les lignes approuvées pour son territoire (app. Nos 62-285 et 286) seront construites.

Ces lignes seront construites à la fin du présent mois, nous dit M. Longchamps.

Requêtes pour extensions de lignes:

Il existe deux requêtes pour extensions de lignes dans le territoire de M. Longchamps.

L'une est entièrement dans le territoire; c'est la requête No. 598 de nos dossiers, pour les rangs St-Félix, Trait Carré, La Grillade et Petite Grillade. Notre rapport d'enquête à ce sujet a été adressé le 17 courant.

L'autre, notre dossier No 233, est pour les rangs Bellaire N. et Bellaire S. de la paroisse St-Jean-Chrysostôme, et les rangs Le Bras et Plaisance dans la paroisse St-Henri, soit partie dans le territoire du Quebec Power et partie dans le territoire de M. Longchamps. Voir notre rapport à ce sujet. M. Longchamps nous déclare que son installation n'est pas suffisante pour alimenter ces requérants. Elle suffit et suffira bien juste pour desservir les clients actuels et prochains de ses lignes récemment approuvées.

Débits:

A la Commission des Eaux Courantes on nous donne les renseignements suivants:—

Bassin de drainage total de la Rivière Etchemin:—550 milles carrés (M. C.)

Bassin de drainage de la Rivière Etchemin au barrage:—420 milles carrés (M. C.)

Débits au même barrage

Maximum (18 novembre 1927) 15,500 pieds cubes seconde (pcs)
Minimum (septembre 1922) 10 (pcs)
Minimum moyen environ 100 (pcs)

Charges, puissance :

M. Longchamps nous donne des renseignements sur la charge et la puissance à l'usine. Il les donne à peu près n'ayant pas d'appareil enregistreur.

Charge maximum à date (peak). .40–50 K.W.

Charge maximum possible constamment, environ. 60–70 K.W.

La charge tend à augmenter.

La puissance de son installation est réduite de deux façons à part la question du débit.

En hiver, la hauteur de charge effective est parfois réduite du fait d'accumulation de "frazil" en aval de l'usine qui ont pour effet de monter le niveau du bief d'aval. L'hiver dernier, la hauteur de charge a été ainsi réduite de 4 pieds. Cet inconvénient s'est produit trois ou quatre fois depuis le début de ses opérations en 1927.

En été à l'eau basse, le niveau inférieur du tuyau de décharge se trouve parfois au-dessus de l'eau. Il faut alors élever le niveau aval pour rétablis une succion normale. La hauteur de charge d'eau a déjà été réduite de 2 pieds de cette façon. M. Longchamps doit allonger son tuyau de décharge prochainement.

un mille en secondaire seulement. Il suit les routes des rangs St. Guérin S.O. et Bois Clair Sud pour se rendre au Village de St. Henri. On remarque qu'une faible partie du territoire de M. Longchamps est desservie.

Clientèle actuelle :

115 clients en tout environ, dont quelques 100 (sur une possibilité de 115–120 clients) dans le vilage et une quinzaine en dehors du village.

Lignes approuvées :

Le nombre de clients sera porté à quelques 130 lorsque les lignes approuvées pour son territoire (app Nos. 62-285 et 286) seront construites.

Ces lignes seront construites à la fin du présent mois, nous dit M. Longchamps.

Requêtes pour extensions de lignes :

Il existe deux requêtes pour extensions de lignes dans le territoire de M. Longchamps.

L'une est entièrement dans le territoire; c'est la requête No. 598 de nos dossiers, pour les rangs St. Félix, Trait Carré, La Grillade et Petite Grillade. Notre rapport d'enquête à ce sujet a été adressé le 17 courant.

L'autre, notre dossier No. 233 est pour les rangs Bellaire N. et Bellaire S. de la paroisse St-Jean Chrysostôme, et les rangs Le Bras et Plaisance dans la paroisse St-Henri, soit partie dans le territoire du Quebec Power et partie dans le territoire de M. Joseph Longchamps. Voir notre rapport à ce sujet. M. Longchamps nous déclare que son installation n'est pas suffisante pour alimenter ces requérants. Elle suffit et suffira bien juste pour desservir les clients actuels et prochains de ses lignes récemment approuvées.

Débits :

A la Commission des Eaux Courantes on nous donne les renseignements suivants:—

Bassin de drainage total de la Rivière Etchemin: 550 milles carrés (M.C.)

Bassin de drainage de la Rivière Etchemin au barrage Joseph Longchamps: 420 milles carrés (M.C.)

Débits au même barrage :

Maximum (18 novembre 1927) 15,500 pieds cubes seconde (pcs).
Minimum (septembre 1922): 10 (p.c.s.)
Minimum moyen environ: 100 (p. c. s.)

Charges, puissance :

M. Longchamps nous donne des renseignements sur la charge et la puissance à l'usine. Il les donne à peu près n'ayant pas d'appareil enregistreur.

Charge maximum à date (peak): 40–50 K.W.

Charge maximum possible constamment, environ: 60–70 K.W.

La charge tend à augmenter.

La puissance de son installation est réduite de deux façons à part la question du débit.

En hiver la hauteur de charge effective est parfois réduite du fait d'accumulations de "frazil" en aval de l'usine qui ont pour effet de monter le niveau du bief d'aval. L'hiver dernier la hauteur de charge a été ainsi réduite de 4 pieds. Cet inconvénient s'est produit 3 ou 4 fois depuis le début de ses opérations en 1927.

En été à l'eau basse, le niveau inférieur du tuyau de décharge se trouve parfois au-dessus de l'eau. Il faut alors élever le niveau aval pour rétablir une succion normale. La hauteur de charge d'eau a déjà été réduite de 2 pieds de cette façon. M. Longchamps doit allonger son tuyau de décharge prochainement.

Possibilité d'augmenter la puissance actuelle :

La puissance pourrait être accrue soit en augmentant la hauteur de charge, en donnant au barrage une hauteur plus grande, soit par l'installation d'une autre turbine et génératrice.

Dans le premier cas, le terrain inondé serait trop étendu et entraînerait une dépense trop forte.

Dans le second cas, le débit de la rivière serait insuffisant pour une assez bonne partie de l'année.

Possibilité d'achat d'énergie de compagnies voisines:

Deux compagnies sont à proximité du territoire de M. Longchamps: La Québec Power et la Shawinigan Water & Power Co. Nous donnons ci-dessous un tableau des distances mesurées à l'échelle sur le plan, en comprenant dans le réseau de M. Longchamps les lignes approuvées.

Shawinigan Water & Power Co. dans St-Anselme	.5	milles.
Shawinigan Water & Power Co. dans St-Lambert	.4	milles.
Québec Power Co. dans St-Jean-Chrysostôme	.7	milles.
Québec Power Co. dans St-Louis de Pintendre	.4.5	milles.
Québec Power Co. dans St-Charles	.4	milles.

Attendu que vu la capacité et l'état de l'usine et du matériel du Vendeur, et vu la nature et l'étendue du territoire desservi ainsi que les besoins de la région environnante, la conclusion s'impose que l'usine et le matériel du Vendeur ne sont pas capables de desservir un plus grand nombre de clients, et que, sur la base de la faible capacité actuelle, ce réseau ne peut pas être exploité de manière à payer les frais d'exploitation et produire un revenu raisonnable sur le placement, et ne saurait continuer longtemps à satisfaire même ses clients actuels; mais si, cependant, ce réseau était incorporé dans un plus grand, de manière à devenir utilisable par un plus grand nombre de moyens, un meilleur service en résulterait, et la possibilité d'étendre le service à travers le territoire et ses environs serait beaucoup plus favorable.

Bien que le prix convenu entre l'acheteur et le vendeur représente peut-être les capitaux déboursés par le Vendeur, il n'y a aucun doute qu'il soit de beaucoup supérieur à la valeur actuelle de l'usine et du matériel en jeu dans cette vente. Si le prix de $26,000 (vingt-six mille dollars) devait être pris comme base de la valeur de l'actif servant à déterminer les tarifs électriques, il faudrait augmenter les tarifs actuels particulièrement en vue des dépenses nécessaires pour relier ce réseau à celui de l'acheteur et le mettre en bon état d'exploitation.

Tout bien considéré, il n'y a aucun doute que le public aurait intérêt à ce que l'usine et le matériel du Vendeur soient incorporés à ceux de l'Acheteur et à ce que le territoire actuellement desservi par le Vendeur soit desservi par l'Acheteur, pourvu que cela n'entraîne pas des charges excessives de capital.

La Commission d'Electricité de Québec est d'opinion que l'actif à acquérir par l'Acheteur ne devra pas être capitalisé pour un montant supérieur à $16,000 (seize mille dollars).

Possibilité d'augmenter la puissance actuelle.

La puissance pourrait être accrue soit en augmentant la hauteur de charge, en donnant au barrage une hauteur plus grande, soit par l'installation d'une autre turbine et génératrice.

Dans le premier cas le terrain inondé serait trop étendu et entraînerait une dépense trop forte.

Dans le second cas le débit de la rivière serait insuffisant pour une assez bonne partie de l'année.

Possibilité d'achat d'énergie de compagnies voisines :

Deux compagnies sont à proximité du territoire de M. Longchamps: Le Quebec Power et Le Shawinigan Water & Power Co. Nous donnons ci-dessus un tableau des distances mesurées à l'échelle sur le plan, en comprenant dans le réseau de M. Longchamps les lignes approuvées.

Shawinigan Water & Power Co. dans St-Anselme	.5	milles.
Shawinigan Water & Power Co. dans St-Lambert	.4	milles.
Quebec Power Company dans St-Jean-Chrysostôme	.7	milles.
Quebec Power Company dans St-Louis de Pintendre	.4.5	milles.
Quebec Power Company dans St-Charles	.4	milles.

Whereas consideration of the capacity and the condition of the plant and equipment of the Vendor, and of the nature and extent of the territory served, and the requirements of the surrounding area, leads to the conclusion that the plant and equipment of the Vendor is not capable of serving a larger number of customers, and that, on the basis of the present small capacity, this system cannot be operated on a basis to meet operating charges and to yield a reasonable return upon the capital invested, and cannot for long continue to serve satisfactorily even its present customers.

If, however, this sustem were incorporated into a larger one in such a way that the benefits of additional diversity could be obtained, better service would result, and the possibility of extending service throughout the territory and its environs would be greatly increased.

While the price that the purchaser and the vendor have agreed upon may represent the capital investment made by the Vendor, there is no doubt that it is much in excess of the present value of the plant and equipment involved in the proposed sale. If the price of $26,000 (twenty-six thousand dollars) were to be used as a basis of the value of the assets upon which rates for the sale of electricity will be set, an increase would have to be made in the present rates particularly in view of the necessary additional investment to connect this system to that of the purchaser and to place the present system in good operating condition.

Having regard to all the circumstances, there is no doubt that it would be in the public interest that the plant and equipment of the Vendor should be incorporated with that of the Purchaser and that the territory at present served by the Vendor should be served by the Purchaser, provided this can be brought about on a basis that will not result in excessive capital charges.

The Commission is of the opinion that the assets to be acquired by the Purchaser should not be capitalized at an amount of more than $16,000 (sixteen thousand dollars).

En conséquence il est ordonné que :

A. L'Acheteur soit autorisé à acheter et acquérir toute l'installation électrique et tout le réseau de distribution possédés et exploités par le Vendeur dans le village de St-Henri, Municipalité Boyer, dans la paroisse de St-Henri, le tout comme affaire roulante, et comprenant franchises, servitudes, contrats, poteaux, fils, transformateurs et matériel de toute sorte appartenant au Vendeur et servant directement ou indirectement à l'exploitation dudit réseau électrique, ainsi que tout autre actif et la clientèle.

Sont seuls exceptés de cette vente le barrage appartenant au Vendeur sur la Rivière Etchemin, son moulin à farine et les roues d'eau (turbines).

B. Le prix à payer par l'Acheteur ne dépassera pas $26,000 (vingt-six mille dollars).

C. Cette Ordonnance repose sur les conditions suivantes :

1. Que l'Acheteur ne débitera pas son compte de capital de plus de $16,000 (seize mille dollars) du prix d'achat versé au Vendeur, et que le solde du prix d'achat, c'est-à-dire $10,000 (dix mille dollars) sera passé dans les livres de l'Acheteur au compte de réserve de dépréciation et renouvellement.

2. Que l'Acheteur déposera à la Commission de l'Electricité de Québec une copie certifiée du transfert de la propriété ou de l'acte de vente quand il aura été dûment exécuté entre vendeur et acheteur, et qu'il déposera en même temps un rapport indiquant la distribution de l'immobilisation nouvellement acquise, dans la forme prévue par l'Ordonnance No 4 de la Commission, pour ratification finale de capitalisation.

3. Que les tarifs suivants pour la vente de l'électricité seront mis en vigueur dans le village de St-Henri et le district avoisinant à partir de la date à laquelle l'Acheteur entrera en possession de l'usine et du matériel du Vendeur ou à toute autre date antérieure convenue entre le Vendeur et l'Acheteur.

A. Echelle mobile de tarifs domestiques.

Frais de service de 33c. par mois, plus

6 cents par K.W.H. pour les 30 premiers K.W.H. de consommation mensuelle.

2¼ cents par K.W.H. pour les 170 suivants K.W.H. de consommation mensuelle.

1½ cents par K.W.H. pour le reste de la consommation mensuelle.

Escompte— 10% pour paiement dans les 10 jours de la date de la facture.

Minimum de paiement mensuel: $1.00 net.

Duré du contrat: Un (1) an.

Dépôt—Propriétaire—Aucun. Locataires :— $3.00 en acompte, excepté quand un fourneau électrique est compris dans le service, et dans ce cas, un dépôt de $5.00 en acompte.

Supplément pour chaque kilovolt-ampère ou fraction au-dessus de 10 kilovolt-ampères: 55 cents bruts par mois.

Suspension de service pour non-paiement d'arriérés de comptes et raccord: $2.00.

Rupture de contrat avant sa date d'expiration: $1.00.

Pour chaque compteur en plus du premier: 28 cents bruts par compteur supplémentaire par mois.

Tarif général.

Frais de service: 33c. par K.V A. de demande maximum par mois, plus 6 cents par K.W.H. pour les 60 premières heures de demande maximum par mois

Now therefore it is ordered that :

A. The purchaser may purchase and acquire from the vendor the complete electrical undertaking and distribution system owned and operated by the vendor in the Village of St. Henri de Levis, Boyer Municipality, in the Parish of St. Henri, the whole as a going concern and including all franchises, servitudes, contracts, poles, wires, transformers and equipment of every kind belonging to the Vendor and used directly or indirectly in the operation of the said electric system, together with any other assets and the good will of the business.

The only things excluded from the present sale are the dam belonging to the vendor on the Etchemin River, his *moulin à farine* and *les roues d'eau* (turbines).

B. The price to be paid by the purchaser shall not exceed $26,000 (twenty-six thousand dollars).

C. This Order is conditional upon the following:

That the purchaser shall not charge against capital account more than $16,000 (sixteen thousand dollars) of the purchase price paid to the vendor, the balance of the purchase price, namely $10,000 (ten thousand dollars) shall be charged on the books of the Purchaser against depreciation and renewal reserve account.

2. That the purchaser shall file with the Commission a certified copy of the conveyance or agreement of sale when finally executed between the purchaser and the vendor and shall file at the same time a report showing the distribution of the value of the fixed assets acquired, in the form provided under the Commission's Order No. 4, for final approval of capitalization.

3. That the following rates for the sale of electricity shall be effective in the Village of St. Henri de Levis and the surrounding district as from the date that the Purchaser enters into possession of the plant and equipment of the Vendor or such earlier date as may be agreed upon between the Vendor and the Purchaser.

A. Domestic Sliding Scale Rate.

A service charge of 33 cents per month, plus

6 cents per K.W.H. for the first 30 K.W.H. consumed per month.

2¼ cents per K.W.H. for the next 170 K.W.H. consumed per month.

1½ cents per K.W.G. for the balance of consumption per month.

Discount:—10% for prompt payment within 10 days from date of bill.

Minimum monthly payment:—$1.00 net.

Term of contract:—One (1) year.

Deposit:—Proprietors:—Nil. Tenants:—$3.00 on account, except when an electric range is included in the service, in which case the deposit shall be $5.00 on account.

Extra charge for each kilovolt-ampere or fraction over 10 kilovolt-amperes:—55 cents gross per month.

For temporary disconnection of service for non-payment of arrears due and reconnection:—$2.00.

For cancellation of contract before date of expiration:—$1.00

Extra charge for each meter over One (1) in number:—28 cents gross per meter per month.

General Service Rate.

Service charge:—33 c. per K.V.A. of maximum demand per month plus

6 cents per K.W.H. for the first 60 hours use of maximum demand per month.

2½ cents par K.W.H. pour les 65 heures suivantes de demande maximum par mois.

1½ cents par K.W.H. pour le reste de la consommation mensuelle.

Minimum de demande mensuelle: Un K.V.A. sans compteur de demande.

Deux K.V.A. avec installation de compteur.

Escompte: 10% pour paiement dans les 10 jours de la date de la facture.

Minimum de paiement mensuel: $1.00.

Duré du contrat: Un an.

Dépôt: Règlements de dépôt usuel approuvés par la Commission.

En cas de refus d'installer un appareil de rectification de courant sur la demande de la Compagnie, un supplément mensuel brut de 55c. sera perçu par K.V.A. ou fraction de K.V.A. de puissance installée.

Suspension de service pour non-paiement d'arriérés de comptes et raccord: $2.00.

Rupture de contrat avant sa date d'expiration: $1.00.

Note: A ce tarif, les églises seules jouiront d'un escompte supplémentaire de 25% sur le montant brut des factures, avec escompte ci-dessus de 10% pour prompt paiement après déduction des 25%.

Tarif rural—Service Commercial pour la cuisine et le chauffage.

2½c. par K.W.H. pour les 300 premiers K.W.H. de consommation mensuelle, plus

1½ c. par K.W.H. pour le reste de la consommation mensuelle.

Minimum de paiement mensuel: $1.00 plus frais de moteur s'il y a lieu.

Escompte: Aucun.

Durée du contrat: Un an.

Dépôt: Règlements de dépôt usuel approuvés par la Commission.

En cas d'emploi de moteurs à ce tarif, il sera perçu mensuellement $1.25 par C.V. de puissance installée, et ces moteurs ne devront être que ceux usuellement employés pour les appareils de chauffage électrique qu'on trouve généralement dans les buanderie et les imprimeries.

En cas de refus d'installer un appareil de rectification de courant sur la demande de la Compagnie, un supplément mensuel brut de 55c. sera perçu par K.V.A. ou par fraction de K.V.A.

Suspension de service pour non-paiement d'arriérés de comptes et raccord: $2.00.

Rupture de contrat avant sa date d'expiration: $1.00.

Ce tarif ne sera pas coté à moins que les Tarifs Nos 182 ou 192 ne soient cotés ou en vigueur.

Tarif général de force motrice.

Pour service continu à partir de 1 C.V. jusqu'à 250:—

$1.25 par C.V. de demande maximum intégrée de 10 minutes, par mois pour les 10 premiers C.V., plus

$1.00 par C.V. de demande maximum intégrée de 10 minutes, pour tout au-dessus de 10 C.V. par mois, plus

2½ c. par K.W.H. pour les 50 premiers K.W.H. par KW de demande maximun par mois

1¼ c. par K.W.H. pour les 50 K.W.H. suivants par K.W. de demande maximum par mois.

½ c. par K.W.H. pour les 200 K.W.H. suivants par K.W. de demande maximum par mois.

3–10 c. par K.W.H. pour le reste de la consommation mensuelle.

Minimum de paiement mensuel:—

(*a*) Jusqu'à et y compris 15 C.V. le minimum

2½ cents per K.W.H. for the next 65 hours use of maximum demand per month.

1½ cents per K.W.H. for the balance of consumption during the month.

Minimum monthly demand:—One K.V.A. without a demand meter.

Two K.V.A. with a demand meter installed.

Discount:—10% for prompt payment within 10 days from date of bill.

Minimum monthly payment:—$1.00.

Term of contract:—One year.

Deposit:—Usual deposit regulations shall apply as approved by the Commission.

Extra charge for failure to install power corrective apparatus, if the Company so requires, shall be 55c. gross per K.V.A. or fraction thereof per month of connected load.

For temporary disconnection of service for non-payment of arrears due and reconnection:—$2.00.

For cancellation of contract before date of expiration:—$1.00.

Note:—Churches only on this rate shall be allowed an extra discount of 25% on gross bills, the regular 10% discount stated above shall be allowed for prompt payment after the 25% has been deducted.

Rural Rate.—Commercial cooking and Heating service:—

2½c. per K.W.H. for the first 300 K.W.H. consumed per month, plus

1½c. per K.W.H. for the balance of consumption during the month.

Minimum monthly payment:—$1.00 plus motor charges if any.

Discount:—Nil.

Term of contract:—One year.

Deposit:—Usual deposit regulations shall apply as approved by the Commission

In the case of any motors operated under this rate, a charge of $1.25 per H.P. of connected load shall be made each month, such motors to be only those that are usually employed in connection with electric heating appliances commonly found in laundries and printing establishments.

Extra charge for failure to install power factor corrective apparatus, if the Company so requires shall be 55c. gross per K.V.A. or fraction thereof per month.

For temporary disconnection of service for non-payment of arrears due and reconnection:—$2.00.

For cancellation of contract before date of expiration:—$1.00.

These rates shall not be quoted unless Rates Nos. 182 or 192 are quoted or in effect.

General Motive Power Service Rate:—

For continuous power service from 1 H.P. to 150 H.P.:—$1.25 per H.P. of maximum 10 minute integrated demand per month for the first 10 H.P. plus,

$1.00 per H.P. of miximum 10 minute integrated demand per month for all in excess of 10 H.P. plus,

2½c. per K.W.H. for the first 50 K.W.H. per K.W. of maximum demand per month.

1¼ per K.W.H. for the next 50 K.W.H. per K.W. of maximum demand per month.

½c. per K.W.H. for the next 200 K.W.H. per K.W. of maximum demand per month.

3–10c. per K.W.H. for the balance of consumption during the month.

Minimum monthly payment:—

(*a*) Up to and including 15 H.P. the minimum

de paiement mensuel, en cas d'absence de consommation, sera la prime de demande sur le montant d'énergie fixé par le contrat.

(*b*) Au-dessus de 15 C.V. le minimum de paiement mensuel, en cas d'absence de consommation, sera basé sur 75% du montant d'énergie fixé par le contrat, mais de toute manière le minimum de paiement mensuel ne sera pas moins que pour 15 C.V. Si dans un mois quelconque la demande reste inférieure à 75% du montant fixé par le contrat, la prime de demande et les frais d'énergie pour ce mois seront basés sur 75% du montant fixé par le contrat au lieu d'être basés sur la consommation, mais de toute manière le minimum de paiement mensuel ne sera pas basé sur moins de 15 C.V.

Durée du contrat:—Un (1) an en général, mais en cas de frais importants pour établir la connexion, une durée plus longue pourra être exigée.

Dépôt:—$2.00 par C.V.

Détermination de la Demande:—

(*a*) Jusqu'à et y compris 15 C.V. la demande maximum sera considérée comme le total des C.V. indiqués par la plaque signalétique des moteurs ou appareils; en conséquence l'installation d'un compteur de demande maximum ne sera pas nécessairement indispensable à moins que la Compagnie ne la juge utile comme moyen de vérification, et, s'il est trouvé que la mesure de demande maximum dépasse celle calculée d'après les indications fournies par la plaque des moteurs ou appareils, la Compagnie pourra à son gré, facturer la consommation sur la base de la vérification ou de la mesure de demande maximum

(*b*) Au-dessus de 15 C.V. de puissance installée, la demande maximum sera déterminée au moyen d'un type approuvé de compteur de demande maximum enregistrant ou indiquant une demande intégrée de dix minutes en kilovolt ampères.

Cette Ordonnance aura effet jusqu'au 31 décembre 1937 inclusivement. Si à cette date la vente en question n'a pas été effectuée, cette Ordonnance cessera d'avoir effet et une Ordonnance de la Régie Provinciale de l'Electricité deviendra alors nécessaire.

Pour Copie Conforme

Le Vice-Président,
OLIVIER LEFEBVRE.
Le Secrétaire,
J.-A. MORIN
Le Commissaire,
J.-W. McCAMMON.

Montréal le 14 août 1937
4835–o

monthly payment when no power is used shall be the demand charge on the amount of power under contract.

(*b*) Above 15 H.P. the minimum monthly payment when no power is used shall be based on 75% of the amount of power under contract, but in any case the minimum monthly payment shall not be less than for 15 H.P.

Should the actual demand in any month be less than 75% of the amount of power under contract, the demand charge and energy charges for that month shall be based on 75% of the amount of power under contract instead of on the amount used, but in any case the minimum monthly payment shall be based on not less than 15 H.P.

Term of contract:—Generally one (1) year, but where considerable expense is involved in making the connection a longer term may be required.

Deposit:—$2.00 per H.P.

Determination of Demand:—

(*a*) Up to and including 15 H.P. the maximum demand shall be taken as the total H.P. given by the name-plate rating of the motors or apparatus; therefore a maximum demand meter shall not necessarily be installed unless the Company considers it expedient to do so for test, and, if it is found that the measured maximum demand exceeds that calculated by using the name-plate rating of the motors or apparatus, the Company shall at its discretion, charge for the service either on a basis of the test or the measured maximum demand.

(*b*) Above 15 H.P. of connected load, the maximum demand shall be determined by measurement employing an approved type of maximum demand meter, which registers or records a ten-minute integrated demand in kilovolt amperes.

This Order shall be effective up to and including December 31st, 1937. If on this date the aforesaid sale has not been consummated this Order shall have no longer effect and an Order of the Provincial Electricity Board shall then be required.

True Copy

OLIVIER LEFEBVRE,
Vice-President.
J. A. MORIN
Secretary.
J. W. McCAMMON,
Commissioner.

Montreal, 14th August 1937.
4836–o

COMMISSION DE L'ÉLECTRICITÉ DE QUÉBEC

Ordonnance No 83

APPROBATION DE LA VENTE D'UN SERVICE PUBLIC

Joseph MacMurray de St-Alexis-des-Monts,
Vendeur.
Shawinigan Water & Power Company,
Acheteur.

ATTENDU que le 5 août 1937, The Shawinigan Water & Power Company (ci-après appelée l'Acheteur) a demandé à La Commission d'Electricité de Québec de vouloir bien approuver l'achat de l'installation électrogène et du réseau de distribution possédés et exploités par Joseph MacMurray (ci-après appelé le Vendeur) dans la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, canton de Hunterstown, comté de Maskinongé.

Attendu que l'Acheteur a fait les représenta-

QUEBEC ELECTRICITY COMMISSION

Order No. 83

APPROVAL OF SALE OF PUBLIC SERVICE

Joseph MacMurray of St. Alexis des Monts,
Vendor.
Shawinigan Water & Power Company,
Purchaser.

WHEREAS under date of August 5th, 1937, the Shawinigan Water & Power Company (hereinafter called the Purchaser) made application to the Quebec Electricity Commission for approval of the purchase of the complete electrical undertaking and distribution system owned and operated by Joseph MacMurray (hereinafter called the Vendor) in the Parish of Saint Alexis des Monts, Township of Hunterstown, County of Maskinongé.

Whereas the Purchaser has made the following

tions suivantes à la Commission de l'Electricité de Québec:

"Le plan No D-5074 ci-joint montre le réseau de M. MacMurray et il est à remarquer que M. MacMurray nous achète de l'énergie à un point au nord du village de Saint-Paulin. Le réseau que nous nous proposons d'acquérir peut se diviser en trois sections".

1. A partir du point où nous fournissons l'énergie jusqu'à un groupe de transformateurs abaisseurs de 6900/2300 volts formé de transformateurs 3-15 KVA placés près du village de Saint-Alexis-des-Monts.

Cette section a été construite pendant l'automne de 1932 et elle est en excellent état. C'est un circuit triphasé avec conducteurs de cuivre câblés No 4, B & S, posés sur traverses en bois à deux chevilles avec chevilles supérieures en acier galvanisé. Cette partie de la ligne mesure approximativement 5 milles de long.

2. A partir des transformateurs abaisseurs décrits ci-dessus jusqu'à et y compris la partie du réseau de distribution dans le village, section d'environ 1.25 mille de ligne de poteaux et en assez bon état.

3. Cette section a une longueur d'environ 5 milles entre Saint-Alexis et le Lac Sacacomie avec une prise d'environ .4 de mille allant au site d'une usine abandonnée; des réparations y seront bientôt nécessaires.

Il y a d'autres lignes mais elles appartiennent aux clients qu'elles desservent.

"Nous avons inventorié la valeur du réseau et "estimons que dans son état de dépréciation actu- "elle il peut valoir $12,850.00; à notre avis, la "valeur originale est dans les environs de $20,- "500.00. Nous avons en ce moment sur ce ré- "seau une option de $14,500 qui expire à la fin du "mois. M. MacMurray nous informe que le "revenu actuel du réseau est approximativement "de $2,200.00 par an. Il compte actuellement "123 clients".

"Les tarifs de service actuellement appliqués par M. MacMurray sont les suivants:"

Service d'Eclairage	—12c nets par KWH. Minimum mensuel $1.00
Force Motrice	—de 1 à 5 C.V. 5c. par KWH Minimum mensuel $1.00
Eclairage des Rues	—$20 par lampe par an par lampe de 100 watts.

"En cas d'achat, nous nous proposons de chan- "ger les tarifs ci-dessus et d'appliquer notre tarif "régulier en rapport avec l'importance de la loca- "lité et déposé à la Commission, mais pour facili- "ter la comparaison nous attachons ci-joint le "tarif détaillé pour les différents services.

"Nous avons depuis quelque temps l'intention "d'acquérir ce réseau et nous pensons que l'incor- "poration du réseau de M. MacMurray à celui de "cette Compagnie sera avantageuse et économi- "que et au mieux des intérêts de la localité des- "servie par lui."

Attendu que la Commission de l'Electricité de Québec a reçu des plaintes au sujet des tarifs actuellement en vigueur dans la paroisse de Sa nt-Alexis-des-Monts et dans le territoire actuellement desservi par le Vendeur, et qu'elle a procédé à une investigation de l'usine et du matériel du Vendeur, des circonstances et du service ainsi que des tarifs en vigueur dans le territoire desservi par le Vendeur.

5

representations to the Quebec Electricity Commission:

"The attached blue-print No. D-5074 indicates "Mr. MacMurray's system and it will be notice "that power is purchased from us by Mr. Mac- "Murray at a point North of the Village of Saint "Paulin. The system that we propose to acquire "may be divided into three sections".

1. From the point where power is purchased from us to a 6900/2300 volt stepdown transformer bank consisting of 3-15 KVA transformers located near the village of Saint Alexis des Monts.

This section was constructed during the Fall of 1932 and is in excellent condition. It is a three phase circuit with No. 4, B & S, stranded copper conductors carried on two-pin wooden cross-arms with galvanized steel top pins. This part of the line is approximately 5 miles in length.

2. From the stepdown structure described in Item No. 1, to and including the distribution system in the village, this section is approximately 1.25 miles of pole line and is in fair condition.

3. This section has a length of about 5 miles between Saint Alexis and Lake Sacacomie with a tap to the site of a disused power house about .4 mile in length; repairs will be required to be done in the near future.

There are other lines but these are owned by the various people served.

"We have made an inventory of the value of "the system and estimate that its present depre- "ciated value may be considered as being $12,- "850.00; in our opinion, the original value would "be about $20,500.00. At the present time we "have an option on this system for $14,500.00 "which expires at the end of this month. We are "informed by Mr. MacMurray that the present "revenue from the system is approximately "$2,200.00 per year. There are at present 123 "customers.

"The present rates for service charged by "Mr. MacMurray are as follows:

Lighting Service	—12c. per KWH net. Monthly minimum $1.00
Power Rate	—1 to 5 H. P. 5c. per KWH Monthly minimum $1.00
Street Lighting	—$20. per lamp per annum per 100 watt lamp.

"In the event of purchase by us, we propose to "change the rates above mentioned and apply "our usual standard rates applicable to a com- "munity of this size which are on file with your "Commission, but in order to facilitate compari- "son, we herewith attach particulars of these "rates for the various services.

"We have contemplated the acquisition of "this system for some time past and believe that "the consolidation of Mr. MacMurray's system "with that of this Company will be beneficial and "economical and is in the best interest of the "community which it serves".

Whereas the Quebec Electricity Commission has received complaints of the rates at present in effect in the Parish of Saint Alexis des Monts and in the territory at present served by the Vendor and has made an investigation of the plant and equipment of the Vendor, of the conditions obtaining and of the service and rates in effect in the territory served by the Vendor.

Attendu que l'examen de l'étendue et de la nature du territoire desservi par le Vendeur, des tarifs actuellement en vigueur dans ce territoire, de la nature et de l'étendue du réseau de distribution, de son coût probable et des frais d'exploitation et d'entretien par rapport au revenu annuel, aboutit aux conclusions suivantes:

(1) Que même sous le régime des tarifs élevés actuellement en vigueur ce réseau ne saurait être exploité individuellement et rapporter suffisamment pour faire face aux frais d'exploitation et d'entretien tout en payant un dividende raisonnable et en pourvoyant à la dépréciation de l'usine et du matériel.

(2) Que dans ces circonstances le Vendeur ne peut pas continuer longtemps son exploitation et ne peut pas non plus se procurer de nouveaux capitaux pour l'extension de son réseau dans des conditions favorables, et que la possibilité d'agrandir le réseau et de le mettre sur une base commerciale semble lointaine.

(3) Que l'incorporation de ce réseau à celui de l'acheteur apportera au territoire l'assurance d'un service continu à tarifs réduits.

(4) Que l'exploitation de ce réseau comme membre d'un plus grand réseau fait entrevoir la possibilité de le mettre sur une base commerciale par l'économie des frais d'exploitation et d'entretien, et l'application de tarifs susceptibles en quelques années d'encourager une plus grande consommation d'électricité et une augmentation de revenu par rapport à la mise de fonds.

(5) Que le prix convenu entre le Vendeur et l'Acheteur, à savoir: $14,500.00, est raisonnable.

En conséquence il est ordonné que:

A. L'Acheteur soit autorisé à acheter et acquérir et le Vendeur à vendre et céder toute l'installation électrogène et tout le réseau de distribution possédés et exploités par le Vendeur desservant le village de Saint-Alexis-des-Monts, canton de Hunterstown, tels que plus particulièrement indiqués dans le plan No D-5074 daté 25 juin 1937 de la Shawinigan Water & Power Company, le tout comme affaire roulante, et comprenant franchises, servitudes, contrats, poteaux, fils, transformateurs et matériel de toute sorte appartenant au Vendeur et servant directement ou indirectement à l'exploitation dudit réseau électrique, ainsi que tout autre actif et la clientèle. Il est expressément entendu que la force hydraulique du Vendeur sur la décharge du Lac Sacacomie à Saint-Alexis-des-Monts et sa turbine et son moulin à farine ne sont pas compris dans cette vente.

B. Le prix à payer par l'Acheteur au Vendeur pour l'usine, le matériel, les droits et autre actif mentionné ci-dessus ne dépassera pas quatorze mille cinq cents dollars ($14,500).

Cette Ordonnance repose sur les conditions suivantes:

(1) Que l'Acheteur déposera à la Commission une copie certifiée du transfert de la propriété ou de l'acte de vente quand il aura été dûment exécuté entre acheteur et vendeur, et qu'il déposera en même temps un rapport indiquant la distribution de l'immobilisation nouvellement acquise, dans la forme prescrite par l'Ordonnance No 4 de la Commission pour ratification de capitalisation.

2. Que les tarifs suivants pour la vente de l'électricité seront mis en vigueur dans la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts et le district avoisi-

Whereas consideration of the extent and nature of the territory served by the Vendor, the rates at present in effect in this territory, the nature and extent of the distribution system, its probable cost and the cost of operation and maintenance related to the annual revenue, leads to the following conclusions:

(1) That even under the present high rate structure this system cannot be operated as an individual system and meet its cost of operation and maintenance and yield a reasonable return on the capital invested and the depreciation of the plant and equipment.

(2) That under these circumstances the Vendor cannot continue to operate for long, nor can he raise additional capital upon a basis that would enable him to extend his system and the probability of it being expanded and placed upon a commercial basis as an individual system appears to be remote.

(3) That incorporation of this system with that of the purchaser will secure to the territory the assurance of continued service at reduced rates.

(4) That operation of this system as part of a larger system holds the possibility of placing it upon a commercial basis through reduced cost of operation and maintenance, and the application of rates which over a period of years should result in an increased use of electricity and an increase in the ratio of revenue to capital investment.

(5) That the price as agreed upon by the Vendor and the Purchaser, namely $14,500.00, is reasonable.

Now Therefore it is ordered that the following be and is hereby permitted:

A. The Purchaser may purchase and acquire from the Vendor and the Vendor may sell and transfer to the Purchaser the complete electrical undertaking and distribution system owned and operated by the Vendor serving the Village of Saint Alexis des Monts, Township of Hunterstown, as shown more particularly on the Shawinigan Water & Power Company's drawing No. D-5074 dated June 25th, 1937, the whole as a going concern, including the franchises, servitudes, contracts, poles, wires, transformers and equipment of every kind belonging to the Vendor and used directly or indirectly in the operation of the said electrical system, together with any other assets and the good-will of the business. It is expressly understood that the Vendor's waterpower on the discharge of Lake Sacacomie at Saint Alexis des Monts and his turbine and grist mill are not included in the present sale.

B. The price to be paid by the Purchaser to the Vendor for the plant, equipment, rights and other assets as hereinabove set out shall not exceed fourteen thousand five hundred dollars ($14,500).

This Order is Conditional upon the following:

(1) That the Purchaser shall file with the Commission a certified copy of the conveyance or agreement of sale when finally executed between the Purchaser and the Vendor, and shall file at the same time a report showing the distribution of the value of the fixed assets acquired, in the form provided under the Commission's Order No. 4 for approval of capitalization.

(2) That the following rates for the sale of electricity shall be effective in the Parish of Saint Alexis des Monts and the surrounding district as

nant à partir de la date à laquelle l'Acheteur entrera en possession de l'usine et du matériel du Vendeur ou à toute autre date antérieure convenue entre le Vendeur et l'Acheteur:

A.—*Tarif de Service Rural Domestique.—190.*

Frais de service 33c, par mois, plus 6 cents par KWH pour les 30 premiers KWH de consommation mensuelle.

2¼ par KWH pour les 170 KWH suivants de consommation mensuelle.

1½ par KWH pour le reste de la consommation mensuelle.

Escompte 10% pour paiement dans les 10 jours de la date de la facture.

Minimum de paiement mensuel $1.00 net.

Durée du contrat, Un an.

Dépôt—Propriétaires—Aucun.

Locataires—$3.00 en acompte, excepté quand un fourneau électrique est compris dans le service, et dans ce cas un dépôt de $5.00 en acompte.

Supplément mensuel pour chaque kilovolt-ampère ou fraction de kilovolt-ampère au-dessus de 10 kilovolt-ampères. 55 cents nets.

Pour suspension et raccord de service en cas de non-paiement d'arriérés de comptes il sera perçu une prime de $2.00.

Pour cancellation du contrat avant la date expirée $1.00.

Pour chaque compteur en plus du premier 28 cents nets par mois par compteur supplémentaire.

B.—Tarif de service rural général.—192.

Frais de service 33c, par KVA de demande maximum par mois, plus 6 cents par KWH pour les 60 premières heures de demande maximum par mois.

2¼c. par KWH pour les 65 heures suivantes de demande maximum par mois.

1½c par KWH pour le reste de la consommation mensuelle.

Minimum de demande mensuelle 1 KVA sans compteur de demande 2 KVA avec installation de compteur.

Escompte 10% pour paiement dans les 10 jours de la date de la facture.

Minimum de paiement mensuel $1.00.

Durée du contrat Un an.

Dépôt: Règlements de dépôt usuel approuvés par la Commission.

Pour refus d'installer un appareil de rectification de courant sur la demande de la Compagnie, 55 cents nets de supplément mensuel par KVA ou fraction de KVA de puissance installée.

Suspension et raccord de service en cas de non-paiement d'arriérés de comptes, $2.00.

Rupture de contrat avant date d'expiration $1.00.

A ce tarif, seules les églises jouiront d'un escompte supplémentaire de 25% sur le montant brut des factures. L'escompte usuel de 10% mentionné ci-dessus sera accordé pour prompt paiement après déduction des 25%.

C.—*Tarif de Service Rural Commercial pour la cuisine et le Chauffage.—105.*

2½c. par KWH pour les 300 premiers KWH de consommation mensuelle.

1½c. par KWH pour le reste de la consommation mensuelle.

Minimum de paiement mensuel $1.00 plus frais de moteur s'il y a lieu.

Escompte, Aucun.

Durée du contrat, Un an.

from the date the Purchaser enters into possession of the plant and equipment of the Vendor or such earlier date as may be agreed upon by the Vendor and the Purchaser:

A.—*Rural Domestic Service Rate.—190.*

Service Charge 33c. per month plus

6c. per KWH for the first 30 KWH consumed per month.

2¼c. per KWH for the next 170 KWH consumed per month.

1½c. per KWH for the balance of consumption during the month.

Discount 10% for prompt payment within 10 days from date of bill.

Minimum Monthly payment, $1.00 net.

Term of contract, One year.

Deposit—Proprietors—Nil.

Tenante:—$3.00 on account, except when an electric range is included in the service, in which case the deposit shall be $5.00 on account.

Extra charge for each Kilovolt-ampere or fraction over 10 kilovolt-amperes shall be 55c. gross per month.

For temporary disconnection of service for non-payment of arrears due and reconnection a charge of $2.00 shall be made.

For cancelation of contract before date of expiration $1.00.

Extra charge for each meter over one in number $0.28 gross per month, per meter.

B.—*Rural General Service Rate.—192.*

Service charge 33c. per K.V.A. of maximum demand per month, plus

6c. per KWH for the first 60 hours use of maximum demand per month

2¼c. per KWH for the next 65 hours use of maximum demand per month.

1½c. per KWH for the balance of consumption during the month.

Minimum Monthly demand 1 K.V.A. without a demand meter 2 K.V.A. with a demand meter installed.

Discount 10% for prompt payment within 10 vs from date of bill.

inimum monthly payment $1.00.

Term of contract One year.

Deposit.—Usual deposit regulations shall apply as approved by the Commission.

Extra charge for failure to install power corrective apparatus if Company so requires.

55c. gross per K.V.A. or fraction thereof per month of connected load.

For temporary disconnection of service for non-payment of arrears due and reconnection $2.00.

For cancellation of contract before date of expiration $1.00.

Churches only on this rate shall be allowed an extra discount of 25% on gross bills.

The regular 10% discount stated above shall be allowed for prompt payment after the 25% has been deducted.

C.—*Rural Commercial Cooking and Heating Service Rate.—105.*

2½c. per KWH for the first 300 KWH consumed per month.

1½c. per KWH for the balance of consumption during the month.

Minimum monthly payment $1.00 plus motor charges if any.

Discount, Nil.

Term of contract, One year.

Dépôt, Règlements de dépôt usual approuvé par la Commission.

En cas d'emploi de moteurs à ce tarif il sera perçu mensuellement $1.25 par C.V. de puissance installée, et ces moteurs ne devront être que ceux usuellement employés conjointement avec les appareils de chauffage électrique qu'on trouve généralement dans les buanderies et les imprimeries.

En cas de refus d'installer un appareil de rectification de courant sur la demande de la Compagnie, il sera perçu un supplément mensuel brut de 55 cents par KVA ou par fraction de KVA.

Suspension et raccord de service pour non-paiement d'arriérés de compte, $1.00.

D.—*Tarif Général de Force Motrice.—200.*

$1.25 par C. V. de demande maximum intégrée de 10 minutes, par mois pour les 10 premiers C.V.

$1.00 par C. V. de demande maximum intégrée de 10 minutes, par mois pour tout au-dessus de 10 C. V.

2½c. par KWH pour les 50 premiers KWH par KW de demande maximum par mois.

1¼c. par KWH pour les 50 KWH suivants par KW de demande maximum par mois.

½c. par KWH pour les 200 KWH suivants par KW de demande maximum par mois.

3/10c. pour le reste de la consommation mensuelle.

Minimum de paiement mensuel:—

(*a*) Jusqu'à et y compris 15 C.V. le minimum de paiement mensuel, en cas d'absence de consommation, sera la prime de demande sur le montant d'énergie fixé par le contrat.

(*b*) Au-dessus de 15 C.V.—Le minimum de paiement mensuel en cas d'absence de consommation sera basé sur 75% du montant d'énergie fixé par le contrat, mais de toute manière le minimum de paiement mensuel ne sera pas moins que pour 15 C.V.

Si dans un mois quelconque la demande reste inférieure à 75% du montant fixé par le contrat, la prime de demande et les frais d'énergie pour ce mois seront basés sur 75% du montant fixé par le contrat au lieu d'être basés sur la consommation, mais de toute manière le minimum de paiement mensuel ne sera pas basé sur moins de 15 C.V.

Durée du contrat: Un an en général, mais en cas de frais importants pour établir la connexion une durée plus longue pourra être exigée.

Dépôt $2.00 par C.V.

Détermination de la Demande:—

(*a*) Jusqu'à et y compris 15 C. V. la demande maximum sera considérée comme le total des C.V. indiqués par la plaque signalétique des moteurs ou appareils; en conséquence l'installation d'un compteur de demande maximum ne sera pas nécessairement indispensable à moins que la Compagnie ne la juge utile comme moyen de vérification, et, s'il est trouvé que la mesure de demande maximum dépasse celle calculée d'après les indications fournies par la plaque signalétique des moteurs ou appareils, la Compagnie pourra à son gré, facturer la consommation sur la base de la vérification ou de la mesure de demande maximum.

(*b*) Au-dessus de 15 C.V. de puissance installée, la demande maximum sera déterminée au moyen d'un type approuvé de compteur de demande maximum enregistrant ou indiquant une demande intégrée de dix minutes en K.V. ampères.

Deposit.—Usual deposits regulations shall apply as approved by the Commission.

In the case of any motors operated under this rate a charge of $1.25 per H.P. of connected load shall be made each month, such motors to be only those that are usually employed in conjunction with electric heating appliances commonly found in laundries and printing establishments.

Extra charge for failure to install power factor corrective apparatus, if the Company so requires. 55c. gross per K.V.A. or fraction thereof per month.

For temporary disconnection of service for non-payment of arrears due $1.00.

D.—*General Motive Power Service Rate.—200.*

$1.25 per H.P. of maximum 10 minute integrated demand per month for the first 10 H.P.

$1.00 per H.P. of maximum 10 minute integrated demand per month for all in excess of 10 H.P.

2½c. per KWH for the first 50 KWH per KW of maximum demand per month.

1¼c. per KWH for the next 50 KWH per KW of maximum demand per month.

½c. per KWH for the next 200 KWH per KW of maximum demand per month.

3/10c. for balance of consumption during the month.

Minimum Monthly payment:—

(*a*) Up to and including 15 H.P the minimum monthly payment when no power is used shall be the demand charge on the amount of power under contract.

(*b*) Above 15 H. P.—The minimum monthly payment when no power is used shall be based on 75% of the amount of power under contract but in any case the minimum monthly payment should not be less than for 15 H.P.

Should the actual demand in any month be less than 75% of the amount of power under contract the demand charge and energy charges for the month shall be based upon 75% of the amount of power under contract instead of on the amount used, but in any case the minimum monthly payment shall be based on not less than 15 H.P.

Term of Contract: Generally one year but where considerable expense is involved in making the connection a longer term may be required.

Deposit, $2.00 per H.P.

Determination of Demand:—

(*a*) Up to and including 15 H.P the maximum demand shall be taken as the total H.P. given by the nameplate rating of the motors or apparatus: therefore a maximum demand meter shall not necessarily be installed unless the Company considers it expedient to do so for test, and if it is found that the measured maximum demand exceeds that calculated by using the nameplate rating of the motors or apparatus the Company shall at its discretion charge for the service either on the basis of the test or the measured maximum demand.

(*b*) Above 15 H.P. of connected load, the maximum demand shall be determined by measurement employing an improved type of maximum demand meter, which registers or records a ten minute integrated demand in K.V. amperes.

Cette Ordonnance aura effet jusqu'au 31 décembre 1937 inclusivement. Si à cette date la vente en question n'a pas été effectuée, cette Ordonnance cessera d'avoir effet et une Ordonnance de la Régie Provinciale de l'Electricité deviendra alors nécessaire.

Pour Copie Conforme.

Le Vice-Président,
OLIVIER LEFEBVRE.

Le secrétaire,
J.-A. MORIN.

Le commissaire,
J.-W. McCAMMON.

Montréal, le 17 août 1937. 4837–o

This Order shall be effective up to and including December 31st, 1937. If on this date the aforesaid sale has not been consummated this Order shall no longer have effect and an Order of the Provincial Electricity Board shall be required.

True Copy.

OLIVIER LEFEBVRE,
Vice-President.

J. A. MORIN,
Secretary.

J. W. McCAMMON,
Commissioner.

Montreal, August 17th, 1937. 4838–o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 263.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 8 septembre, 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 3 heures de l'après-midi.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, P. D. McArthur, commissaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sherbrooke;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

2. La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke et la municipalité de Lennoxville.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.30 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand. Il est entendu que ce prix de $2.30 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait, dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.45 net f.a.b. la place d'affaires dudit marchand.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand, à tout établissement de commerce ou institution de charité, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine, dix sous la pinte et quarante sous le gallon.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-six sous le gallon.

8. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à trente-deux sous le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 263

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 8, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec at 3 o'clock in the afternoon.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, P. D. McArthur, commissioners and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sherbrooke.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sherbrooke.

2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke and the municipality of Lennoxville.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, $2.30 net F.O.B. business place of said dealer. It is understood that the said price of $2.30 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk, on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, $2.45 net f.o.b. business place of said dealer.

5. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke offer, sell or deliver milk at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel or dealer or to any other business establishment or charitable homes and institutions, at a price inferior to five cents a pint, ten cents a quart and forty cents a gallon.

7. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-six cents a gallon.

8. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at thirty-two cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 259 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 août 1937, entre en vigueur le 15 septembre 1937.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
P. D. McArthur.

Certifié,
H.-C. BOIS,
Président, Commission de l'Industrie Laitière
Québec, le 8 septembre, 1937. 4891-o

The present order cancels Order No. 259 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* dated August 7, 1937 and comes into force on September 15, 1937.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
P. D. McArthur.

Certified,
H. C. BOIS,
President, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 8, 1937. 4892-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 264

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 8 septembre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 3 heures de l'après-midi.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, P. D. McArthur, commissaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Trois-Rivières;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Trois-Rivières.

2. La région de Trois-Rivières comprend la cité de Trois-Rivières, la cité de Cap-de-la-Madeleine, cette partie de terrain contiguë à la cité de Trois-Rivières, connue dans la région, sous le nom de "banlieue" et s'étendant jusqu'à la route du Calvaire; de plus, le rang Sainte-Marguerite, jusqu'à et y compris l'Hôpital Cook, et toute cette partie de la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, qui s'étend depuis les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour aller vers le nord-est jusqu'au numéro quatre-vingt-six (86) inclusivement du cadastre du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.50 net F.A.B., la place d'affaires du dit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.29½ net F.A.B., la place d'affaires du dit marchand, et verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au Syndicat coopératif des producteurs de lait de Trois-Rivières.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et 11 sous la pinte.

6. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessus, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 264

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 8, 1937, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 3 o'clock P.M.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, P. D. McArthur, commissioner, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Three Rivers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Three Rivers.

2. The region of Three Rivers includes the city of Three Rivers, the city of Cap de la Madeleine, that piece of land bordering on the city of Three Rivers, known as the "suburbs" and reaching to Calvary Road; moreover, Saint Margaret range up to and including Cook Hospital, and all that part of the municipality of Sainte Marthe du Cap de la Madeleine, which extends Northeast, from the limits of the city of Cap de la Madeleine to number eighty six (86) inclusively of the cadastre of Champlain county, for the parish of Cap de la Madeleine.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk containing 3.25% butterfat or more, which he receives from them, $2.50 net F.O.B., business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk containing 3.25% butterfat or more, which he received from them, $2.29½ net F.O.B., business place of said dealer, and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec half a cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the Milk Producers Co-operative Syndicate of Three Rivers.

5. No person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents and a half a pint and eleven cents a quart.

6. Save the provisions of article 5 hereabove, no person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house,

maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

7. Le prix du lait pasteurisé, vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait, ne doit pas être inférieur à trente-deux sous le gallon.

8. Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à trente-six sous le gallon

9. Nul marchand de lait ne peut offrir, vendre ou livrer du lait destiné aux institutions de charité, cantines scolaires et hôpitaux à des prix inférieurs à trente-quatre sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 236 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 juin 1937, et entre en vigueur le 15 septembre 1937.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
P. D. McArthur.

Certifié,
H.-C. Bois,
Président, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 8 septembre 1937 4893-o.

a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present articles includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

7. The price of pasteurized milk, sold or delivered by milk dealers to milk distributors, must not be less than thirty-two cents a gallon.

8. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to thirty six cents a gallon.

9. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at prices inferior to thirty-four cents a gallon.

The present order cancels Order No. 236 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* dated June 5, 1937, and comes into force on September 15, 1937.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
P. D. McArthur.

Certified,
H. C. Bois,
President, Dairy Industry Commission.

Quebec, September 8, 1937. 4894-o.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 265.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 8 septembre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 3 heures de l'après-midi.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, P.-D. McArthur, commissaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de Shawinigan;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Shawinigan.

2. La région de Shawinigan comprend les municipalités de la cité de Shawinigan Falls, de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, du village de la Baie-de-Shawinigan, et cette partie de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc-d'Almaville, contiguë, au territoire délimité ci-dessus et bornée au sud par le rang Saint-Mathieu.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.29½ net F. A. B. la place d'affaires du dit marchand et verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au Syndicat coopératif des producteurs de lait de Shawinigan.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 265

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 8, 1937, held at the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 3 o'clock P.M.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, P. D. McArthur, commissioner, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Shawinigan;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Shawinigan.

2. The region of Shawinigan includes the municipalities of the city of Shawinigan Falls, of the parish of Notre Dame de la Présentation d'Almaville, of the village of Shawinigan Bay, and that part of the parish of Sainte Jeanne d'Arc d'Almaville adjoining the above-mentioned territory and bordered on the South by Saint Matthew's range.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $2.29½ net F.O.B. business place of said dealer and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk received. The product of the sum so remited into the hands of the Commission will be turned over to the Milk Producers' Co-operative Syndicate of Shawinigan.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of

chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.50 net F. A. B. la place d'affaires du producteur.

5. Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 246 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* du 29 mai 1937, et entre en vigueur le 15 septembe, 1937

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
P.-D. McArthur.

Certifié,
H. C. BOIS,
Président, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 8 septembre, 1937. 4895-o

milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $2.50 net F.O.B. business place of such dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder no person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver at his home of his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents and a half a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to five cents a pint and ten cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 246 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for May 29th, 1937, and comes into force on September 15, 1937.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
P. D. McArthur.

Certified,
H. C. BOIS,
President, Dairy Industry Commission.
Quebec, September 8, 1937. 4896-o

COMMISSION DE L'INDUSTIRE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 266

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 8 septembre, 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 3 heures de l'après-midi.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, P.-D. McArthur, commissaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Grand'Mère;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Grand'Mère.

2. La région de Grand'Mère comprend le territoire de la cité de Grand'Mère et cette partie du rang Saint-Louis, située dans la municipalité de Sainte-Flore contiguë à la cité de Grand'Mère, jusqu'à et y compris le lot No 109 du cadastre de la municipalité de Sainte-Flore.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.30 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $2.50 net F.A.B. la ferme du producteur-fournisseur.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 266

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 8, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 3 o'clock p.m.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, P.-D. McArthur, commissaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Grand'Mère;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Grand'Mère.

2. The region of Grand'Mère includes the territory of the city of Grand'Mère and that part of Saint Louis Range, situated in the municipality of Saint Flore and adjoining the city of Grand'-Mère, up to and including lot No. 109 of the cadastre of the municipality of Sainte Flore.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $2.30 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them $2.50 net F.O.B. farm of producer-supplies.

5. No person shall, within the limits of said

de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et onze sous a pinte.

6. Nul ne peut dans les limites de ladite région de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 237 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en date du 29 mai 1937, et entre en vigueur le 15 septembre 1937.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
P. D. McArthur.

Certifié,
H.-C. BOIS,
Président, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 8 septembre 1937. 4897-o

La formation d'une société sous le nom de "L'Association des Maréchaux Ferrants de Sherbrooke", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisé par le secrétaire de la province, en date du deuxième jour de septembre 1937.

Le siège principal de la société est à Sherbrooke, province de Québec.

JEAN BRUCHESI,
4871-o Sous-secrétaire de la Province.

region of Grand'Mère, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at a price inferior to five and a half cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or any other business establishment at a price inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

The present order cancels Order No. 237 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, for May 29, 1937, and comes into force on September 15, 1937.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
P. D. McArthur,

Certified,
H. C. BOIS,
President, Dairy Industry Commission.

Quebec, September 8, 1937 4898-o

The formation of an association under the name of "L'Association des Maréchaux Ferrants de Sherbrooke", for the study, defence and promotion of the economical, social, and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, dated the second day of September 1937.

The principal place of business of the association is in Sherbrooke, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
4872 Under Secretary of the Province.

Ministère du Travail

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers, (1 Geo. VI, ch. 49), avis est donné par l'Honorable William Tremblay, Ministre du Travail que l'Association des Ouvriers du Meuble de Beauharnois lui a présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:—

La Fédération Catholique Nationale du Meuble, L'Association des Ouvriers du Meuble de Beauharnois, L'Association des Employés de J. W. Kilgour & Bros., Limited, de Beauharnois, Québec,

Et, D'AUTRE PART:—

Les manufacturiers de meubles de la Province de Québec, représentant les employeurs suivants:
N. L. Henderson & Co., Victoriavile Furniture Co. Ltd., Monaco Mfg. Co., Montmagny Furniture Co. Ltd., Dominion Furniture Manufacturers Ltd., Progress Furniture Manufacturers Ltd., The Roxton Mill & Chair Mfg. Co. Ltd., Catton Wood Products Co. Ltd., J. Eveleigh & Co. Ltd., J. W. Kilgour & Bros. Ltd., Giddings Ltd., W. F. Vilas & Co. Ltd., Gilmour Chair Co. Ltd., Wood Craft Ltd.;
soit rendue obligatoire pour les salariés et les employeurs de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après:

Department of Labour

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Act respecting Workmen's Wages (1 Geo. VI, ch. 49), notice is given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "l'Association des Ouvriers du Meuble de Beauharnois", has presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:—

ON THE ONE PART:—

"La Fédération Catholique Nationale du Meuble", "L'Association des Ouvriers du Meuble de Beauharnois," "L'Association des Employés de J. W. Kilgour & Bros. Limited, de Beauharnois, Quebec".

And, ON THE OTHER PART:—

The manufacturers of furniture of the Province of Quebec, representing the following employers:
N. L. Henderson & Co., Victoriaville Furniture Co. Ltd., Monaco Mfg. Co., Montmagny Furniture Co. Ltd., Dominion Furniture Manufacturers Ltd., Progress Furniture Manufacturers Ltd., The Roxton Mill & Chair Mfg. Co., Ltd., Catton Wood Products Co. Ltd., J. Eveleigh & Co. Ltd., J. W. Kilgour & Bros. Ltd., Giddings Ltd., W. F. Vilas & Co., Ltd., Gilmour Chair Co. Ltd., Wood Craft Ltd.;
be rendered obligatory for the employees and employers of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

I.—*Juridiction Territoriale:*

La juridiction territoriale pour fins d'application de la présent convention comprend toute la Province de Québec, divisée en trois zones de la façon suivante:

ZONE I: Ile de Montréal;

ZONE II: La Province de Québec à l'exception des territoires des zones I et III;

ZONE: III: Le Comté de Chicoutimi et les municipalités de la Province ayant moins de 3,000 âmes au dernier recensement du Dominion du Canada, pourvu que les établissements situés dans la présente zone n'emploient pas plus de 50 ouvriers.

II.—*Juridiction Industrielle:*—

La juridiction industrielle de la présente convention comprend la fabrication des articles suivants:

a. Ameublement de salle à diner:—Buffets, cabinets à porcelaine, chaises, tables, tables à extension, tables à service, wagonnets à thé.

b. Ameublement de chambre à coucher:—Lits en bois, lits d'enfants, cabinets de vanité, chiffonniers, commodes, coffres, costumiers, tables de toilette, tables de nuit, commodes, bancs, chaises, garde-robes;

Et toute combinaison des articles ci-dessus.

c. Ameublement de boudoir:—Bancs, bibliothèques et étagères, cabinets de radio, cabinets de mur et de coin, cabinets de musique, cabinets de téléphone, cabinets de couture, cabinets de fumeurs, cabinets à liqueurs, chaises, bureaux et secrétaires, nouveautés et cadeaux, fougeraies, étagères à magazines, piédestaux, étagères à livres, jardinières, porte-parapluie, tabagies, tables à téléphone, tables étagères, tables à jouer, tables à café, tables à consoles, tables "Davenport", tables pupitres, tables "Drop Leaf", tables de bout, tables à extension, tables pliantes, tables à jouer, tables tabourets, tables de bibliothèque, tables de fantaisie, tables à thé, tables murales.

d. Ameublement de cuisine et de salle à déjeuner:—Cabinets, bases, chaises, armoires, petits bancs, escabeaux, tables.

e. Ameublement de bureau:—Cabinets, chaises, pupitres, tables, costumiers, paniers à papier, plateaux.

f. Ameublement de classe:—Chaises en bois, en fibre ou en roseau.

g. Ameublement de restaurants et de tavernes.

h. Tables et chaises en bois pour pelouses et porches.

i. Patères et supports, porte-chaussures (shoetrie).

III. Le salaire minimum des employés (y compris les membres du personnel féminin, ces derniers sujets aux limitations de l'article VII) travaillant à la fabrication des meubles ou autres articles inclus dans la juridiction industrielle de la présente convention de même que des employés préposés à l'expédition, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines, sera le suivant dans les zones mentionnées ci-après;

ZONE I

5%	des employés	14 hre
5%	" "	17 "
5%	" "	20 "
5%	" "	23 "
13%	" "	26 "
22%	" "	29 "
17%	" "	32 "
12%	" "	36 "
8%	" "	40 "
8%	" "	45 "

I.—*Territorial Jurisdiction:*—

The territorial jurisdiction for the purpose of the application of the present agreement, comprises all the Province of Quebec divided in three Zones as follows:

ZONE I. Island of Montreal;

ZONE II. The Province of Quebec with the exception of the regions comprised in Zones I and III;

ZONE III. The county of Chicoutimi and the municipalities of the Province, the population whereof is less than 3,000 souls according to the last census of the Dominion of Canada, provided that the establishments situated in the present zone do not employe more than 50 workers.

II.—*Industrial Jurisdiction:*

The industrial jurisdiction of the present agreement comprises the manufacture of the following articles:

a. Dining room furniture:—Buffets, China cabinets, dining chairs, dining tables, extension tables, serving tables, tea wagons.

b. Bed room furniture:—Wood beds, cots and cribs, dressers, chiffoniers, chest of drawers, chests, costumers, dressing tables, night tables, commodes, benches, chairs, wardrobes and any combination of above.

c. Living room furniture:—Benches, book-cases and bookracks, cabinets-radio, cabinets-wall and corner, cabinets-music, cabinets-telephone, cabinets-sewing, cabinets,-smokers, cellarettes, chairs, desks and secretaries, novelty and gift furniture, ferneries, magazine racks, pedestals, standbook, stands-flowers, stands-umbrella, stands-smoker, tables-telephone, tables-walnut, tables-card, tables-coffee, tables-console, tables-davenport, tables-desk, tables-drop leaf, tables-end, tables-extension, tables-folding, tables-game, tables-gateleg, tables-library, tables-occasional, tables-taborette, tables-tea, tables-wall.

d. Kitchen and Breakfast room furniture:—Cabinets, bases, chairs, cupboards, stools, stepladders, tables.

e. Office furniture:—Cabinets, chairs, desks, tables, costumers, waste baskets, trays.

f. School furniture:—Chairs of wood, fibre or reed.

g. Restaurant and bar tavern room furniture.

h. Wood, lawn and porch chairs and tables.

i. Coat hangers and shoetric.

III. The minimum wage for all employees (including female help, the latter subject to the limitations of Section VII) working at the manufacture of furniture or other articles included in the industrial jurisdiction of the present agreement as well as for shippers, maintenance and repair men shall be, the following in the hereinafter mentioned zones:

ZONE I

5%	of employees	14 per hour.
5%	"	17 "
5%	"	20 "
5%	"	23 "
13%	"	26 "
22%	"	29 "
17%	"	32 "
12%	"	36 "
8%	"	40 "
8%	"	45 "

ZONE II

5%	des employés	12 hre
5%	" "	15 "
5%	" "	18 "
5%	" "	21 "
15%	" "	24 "
20%	" "	27 "
17%	" "	30 "
12%	" "	33 "
8%	" "	36 "
8%	" "	40 "

ZONE III

10%	des employés	12 hre
10%	" "	15 "
10%	" "	18 "
10%	" "	21 "
15%	" "	24 "
15%	" "	27 "
15%	" "	30 "
8%	" "	33 "
7%	" "	36 "

Ce salaire minimum s'applique aussi aux ouvriers non qualifiés et les salaires actuellement plus élevés payés aux ouvriers ne devront pas être réduits au cours de l'existence de la présente convention.

IV. Les chauffeurs de bouilloires seront rémunérés d'après l'échelle suivante:

ZONE I .... $22.00 par semaine de 55 heures
ZONE II .... 19.80 " " " " "
ZONE III .... 18.15 " " " " "

Tout travail supplémentaire ou inférieur à 55 heures par semaine sera computé proportionnellement aux tarifs ci-haut. Les chauffeurs de bouilloires seront exclus de l'échelle générale des salaires de l'industrie du meuble.

V. Le Comité devra voir à ce que les ouvriers concernés possèdent une carte d'identification relative à la classe à laquelle ils appartiennent; un avis d'un mois sera donné à l'ouvrier qui pourra être déplacé vers un pourcentage inférieur.

VI. Les heures de travail dans l'industrie du meuble seront limitées à 55 par semaine. Tout travail fait en surplus de 55 heures par semaine sera rémunéré à raison de une fois et quart le tarif régulier. Cette clause ne s'applique pas aux préposés à l'expédition, à l'entretien, à la réparation ou aux chauffeurs de bouilloires.

VII. Le personnel féminin sera compris dans les pourcentages ci-haut mentionnés, (article III) Le salaire du personnel féminin sera le suivant:

a. Cité et Ile de Montréal et un rayon de 10 milles autour de l'Ile de Montréal.
Commençantes, pas moins de $0.14½ de l'heure.
Après 12 mois d'expérience au métier, pas moins de 19 cents de l'heure.
Après 24 mois d'expérience au métier, pas moins de 23 cents de l'heure.

b. Province de Québec, à l'exception de la Cité et de l'Ile de Montréal et un rayon de 10 milles autour de l'Ile de Montréal.
Commençantes, pas moins de $0.12½.
Après 12 mois d'expérience au métier, pas moins de 17 cents de l'heure.
Après 24 mois d'expérience au métier, pas moins de 21 cents de l'heure.

VIII. Les taux à la pièce devront être suffisamment élévés pour permettre à tout ouvrier de réaliser son salaire.

IX. Le Comité Conjoint pourra établir des salaires heures moins élevés que les minima spécifiés dans cette convention pour tout ouvrier frappé d'incapacité partielle par accident, vieillesse, maladie, jugée de nature à rendre la per-

ZONE II

5%	of employees	12 per hour
5%	"	15 "
5%	"	18 "
5%	"	21 "
15%	"	24 "
20%	"	27 "
17%	"	30 "
12%	"	33 "
8%	"	36 "
8%	"	40 "

ZONE III

10%	of employees	12 per hour
10%	"	15 "
10%	"	18 "
10%	"	21 "
15%	"	24 "
15%	"	27 "
15%	"	30 "
8%	"	33 "
7%	"	36 "

This minimum applies also to common laborers and higher wages presently paid to workmen shall not be lowered during the existence of the present agreement.

IV. Boiler firemen shall be remunerated according to the following rates:

ZONE I..... $22.00 per 55-hour week.
ZONE II..... 19.80 " " " "
ZONE III..... 18.15 " " " "

All work above or less than 55 hours per week will be calculated proportionately to the above rates. Boiler firemen will be excluded from the general scale of wages of the Furniture Industry.

V. The Joint Committee will take the necessary means to protect the workmen concerned, with an identification card giving the wage-class to which they belong. A one month's notice shall be given to any workman to be transferred to a lower wage class.

VI. Hours of work in the Furniture Industry shall be limited to 55 per week. All work above 55 hours per week shall be remunerated at a rate of 1 1-4 times the regular rate. This clause does not apply to shippers, maintenance and repair men or to boiler firemen.

VII. Female help shall be included in the general schedule of wages above mentioned (Section III), and wages shall be as follows:

a. Montreal and Island of Montreal and a radius of 10 miles around and beyond the Island;
Beginners, not less than $0.14½ cents per hour.
After 12 months' experience at the trade, not less than 19 cents per hour.
After 24 months' experience at the trade, not less than 23 cents per hour.

b. Province of Quebec with the exception of the City and Island of Montreal and a radius of 10 miles around and beyond the Island.
Beginners, not less than 12½ cents per hour.
After 12 months' experience at the trade, not less than 17 cents per hour.
After 24 months' experience at the trade, not less than 21 cents per hour.

VIII. Pieces rates shall be sufficiently high to enable workers to realize their salaires.

IX. The Joint Committee shall have the power to fix hourly rates of wages lower than the minima specified in the present agreement for any employee suffering from partial incapacity due to accident, old age or disease judged as rendering

sonne affectée dans l'impossibilité de gagner le salaire minimum spécifié dans cete convention. Pour cette fin il sera nécessaire que l'employeur transmette au Comité Conjoint l'acceptation signée de l'ouvrier en question de même qu'une déclaration assermentée de l'employeur attestant *a*. que dans les mêmeqs conditions de travail que ses compagnons il lui est impossible de donner la même production; *b*. dans quelle proportion sa production est réduite par rapport à celle de ses compagnons sur un travail similaire.

Le nombre des ouvriers handicappés ne devra pas excéder 5% du nombre total des employés dans un atelier donné.

X. Il est convenu qu'un comité conjoint sera formé et qu'il sera chargé de la mise à exécution de la présente convention en vertu des dispositions de la Loi relative aux salaires des ouvriers.

XI. Le Comité Conjoint sera formé de quatre représentants des associations des employés et de quatre représentants des employeurs.

XII. La présente convention est en vigueur à compter du 1er septembre 1937.

XIII. La présente convention se renouvellera automatiquement chaque année le 31 août, à moins qu'un groupe prépondérant d'employeurs ou que les parties contractantes de la première part donnent avis aux autres parties de leur intention de la révoquer, au moins quatre-vingt-dix jours avant l'expiration du terme du dit contrat.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

J. O'CONNELL-MAHER,
4829-o Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 4 septembre, 1937.

the affected person in the impossibility of earning the minimum wage specified in the agreement. It will be necessary however for this purpose that the employer forward to the Joint Committee the written acceptation of the employee concerned as well as a sworn statement from the employer stating *a*. that under the same conditions of work as his fellow employees it is impossible for him to give the same production; *b*. in what proportion his production is reduced compared to that of his fellow employees or similar work. The number of incapacited employees in a plant shall not exceed 5% of the total number of employees in that plant.

X. It is agreed that a Joint Committee shall be formed and shall be charged with the enforcement of the present agreement in virtue of the provisions of the Act Respecting Workmen's Wages.

XI. The Joint Committee shall be formed of four representatives of the associations of employees and of four representatives of employers.

XII. The present agreement is in force from September 1st., 1937.

XIII. The present agreement shall renew itself automatically every year on the 31st of August, unless a preponderent group of employers or the contracting parties of the first part give notice to the other parties hereto of their intention to revoke same, at least ninety days before the date of expiration of the said contract.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable the Minister of Labour will receive the objections that the interested parties may desire to make against the petition contained in the said request.

J. O'CONNELL-MAHER,
4830-o Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 4th, 1937.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. 164296. Kathleen Beryl F. Perrin, de la cité de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son mari F.-A. Castle, du même lieu.

Montréal, 31 août, 1937.

L'avocat de la demanderesse,
4833-o J. A. E. DION.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 164296. Kathleen Beryl F. Perrin, of the City of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband F. A. Castle, of the same place.

Montreal, August 31st, 1937.

J. A. E. DION,
4834-o Attorney for plaintiff.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Charles-Eugène Gosselin, notaire, demeurant et pratiquant à Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire L.-R. Guilbault, en son vivant pratiquant à Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska.

Québec, le 18 août 1937.

JEAN BRUCHESI,
4475—34-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Charles-Eugène Gosselin, notary, residing and practising in Plessisville, judicial district of Arthabaska, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late notary L. R. Guilbault, in his lifetime practising in Plessisville, judicial district of Arthabaska.

Quebec, August 18th, 1937

JEAN BRUCHESI,
4476—34-5 Under secretary of the Province.

Assurance

AVIS DE FORMATION DE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jacques de l'Achigan" dans le comté de Montcalm dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 59 du chapitre 243 des Statuts refondus de Québec, 1925, et que quarante personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de $143,000.00.

Donné conformément au dit article 59, ce premier jour de septembre mil neuf cent trente sept.

Le Président,
W. GAUDET.
Le Secrétaire.
4853-o CLOVIS MARION.

Insurance

NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jacques de l'Achigan", in the county of Montcalm, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of Article 59 of Chapter 243 of Revised Statutes of Quebec, 1925, and that fourty duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the total amount of $143,000.00.

Given pursuant to the said Article 59, this first day of September, one thousand nine hundred and thirty-seven.

W. GAUDET,
President.
CLOVIS MARION,
4854-o Secretary.

Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Amm Gold Mines (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, en date du vingt-huitième jour de juin, 1937, et ayant son bureau-chef à Kewagama, Québec, a établi son bureau au bureau de la mine de la compagnie à Kewagama, dans le canton de Cadillac, dans le district d'Abitibi.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef

Daté à Kewagama ce 30e jour d'août, 1937.

Le secrétaire,
4839 BRYCE MacKENZIE.

Avis est par les présentes donné que la compagnie 'Beattie Gold Mines (Quebec), Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, en date du dix-septième jour d'août, 1937, et ayant son bureau-chef à Duparquet, Québec, a établi son bureau au bureau de la mine de la compagnie à Duparquet, dans le canton de Duparquet, dans le district de Pontiac.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Duparquet ce 24e jour d'août, 1937.

Le Secrétaire,
4841 H. WHITTINGHAM.

J. A. MORIN, INC.

Avis est donné que la compagnie "J. A. Morin, Inc." constituée en corporation par lettres patentes sous le grand sceau de la Province de Québec, en date du 19 mai 1937, (en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de la Province de Québec), et ayant son bureau principal à Québec, P. Q., a établi son bureau d'affaires au numéro 142, de la rue Sainte-Anne, dans la cité de Québec, P. Q.

Chief Offices

Notice is hereby given that Amm Gold Mines (Quebec) Limited (No Personal Liability), a company incorporated by Letters Patent under The Quebec Mining Companies Act on the 28th day of June, 1937, and having its Head Office in Kewagama, Quebec, has established its office at the Mine Office of the Company at Kewagama, in the Township of Cadillac, in the District of Abitibi.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Kewagama this 30th day of August, 1937.

BRYCE MacKENZIE,
4840-o Secretary.

Notice is hereby given that Beattie Gold Mines (Quebec) Limited (No Personal Liability) a company incorporated by Letters Patent under The Quebec Mining Companies' Act on the 17th day of August, 1937, and having its Head Office in Duparquet, Quebec, has established its office at the Mine Office of the Company at Duparquet, in the Township of Duparquet, in the District of Pontiac.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Duparquet this 24th day of August 1937.

H. WHITTINGHAM,
4842-o Secretary.

J. A. MORIN, INC.

Notice is given that the company "J. A. Morin, Inc." incorporated by letters patent under the great seal of the Province of Quebec, dated May 19, 1937, (under Part I of the Quebec Companies' Act), and having its head office in Quebec, P. Q., has established its business office at number 142 Sainte Anne street, in the city of Quebec, P. Q.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Fait et signé à Québec, ce 14ème jour de juillet, 1937.

Le président,
4843-o J.-A. MORIN.

On and from the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Done and signed at Quebec, this fourteenth day of July, 1937.

J. A. MORIN,
4844 President.

EASTMAC HOLDINGS LIMITED.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Eastmac Holdings Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour de juin, 1937, et ayant son bureau-chef, à Val d'Or, a établi son bureau sur les propriétés de la compagnie, bureau de poste de Val d'Or.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie, comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Toronto, ce 26e jour d'août, 1937.

Le secrétaire,
4855 E.-M. TICE.

EASTMAC HOLDINGS LIMITED.

Notice is hereby given that "Eastmac Holdings Limited", incorporated by letters patent on the 30th day of June, 1937, and having its head office, at Val d'Or, has established its office at the properties of the Company, "Val d'Or" Post Office.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company, as being the head office of the Company.

Dated at Toronto, this 26th day of August, 1937.

E. M. TICE,
4856-o Secretary.

GARTH CHIBOUG HOLDINGS LIMITED.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Garth Chiboug Holdings Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16ème jour de juin, 1937, et ayant son bureau chef à Saint-Félicien, a établi son bureau sur les propriétés de la compagnie, bureau de poste de Saint-Félicien.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie, comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Toronto, ce 26e jour d'août, 1937.

Le secrétaire,
4857 E.-M. TICE

GARTH CHIBOUG HOLDINGS LIMITED.

Notice is hereby given that "Garth Chiboug Holdings Limited", incorporated by letters patent on the 16th day of June, 1937, and having its head office, at Saint Felicien, has established its office at the properties of the Company "Saint Felicien" Post Office.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company, as being the head office of the company.

Dated at Toronto, this 26th day of August, 1937.

E. M. TICE,
4858-o Secretary.

KINGHORN STURGEON HOLDINGS LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Kinghorn Sturgeon Holdings Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21ème jour de juin, 1937, et ayant son bureau-chef à Val d'Or, a établi son bureau sur les propriétés de la compagnie, bureau de poste de Val d'Or.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie, comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Toronto, ce 26ème jour d'août, 1937.

Le secrétaire,
4859 E. M. TICE.

KINGHORN STURGEON HOLDINGS LIMITED

Notice is hereby given that "Kinghorn Sturgeon Holdings Limited", incorporated by letters patent on the 21st day of June, 1937, and having its head office, at Val d'Or, has established its office at the properties of the Company "Val d'Or" Post Office.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company, as being the Head Office of the company.

Dated at Toronto, this 26th day of August, 1937.

E. M. TICE,
4860-o Secretary

PAYORE HOLDINGS LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Payore Holdings Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28ième jour de juin, 1937, et ayant son bureau-chef à Val d'Or, a établi son bureau sur les propriétés de la compagnie, bureau de poste de Val d'Or.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie, comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Toronto, ce 26ième jour d'août, 1937.

Le secrétaire,
4861 E. M. TICE.

PAYORE HOLDINGS LIMITED

Notice is hereby given that "Payore Holdings Limited", incorporated by Letters Patent on the 28th day of June, 1937, and having its head office, at Val d'Or, has established its office at the properties of the Company "Val d'Or" Post Office.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company, as being the Head Office of the Company.

Dated at Toronto, this 26th day of August, 1937.

E. M. TICE,
4862-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "St. Lawrence Aircraft Association", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17ème jour de juillet 1937, et ayant son bu-

Notice is hereby given that "St. Lawrence Aircraft Association", incorporated by letters patent on the 17th day of July, 1937, and having its head office in Parish of St. Antoine of Longueuil,

reau-chef à Paroisse de St. Antoine de Longueuil, a établi son bureau à l'Edifice de Fairchild Aircraft, Route 3.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Longueuil, ce 9ième jour de septembre, 1937.

Le secrétaire,
4873-o C. G. CARGIN.

has established its office in Fairchild Aircraft Building, Route 3.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Longueuil, this 9th day of September, 1937.

C. G. CARGIN,
4874-o Secretary.

Charte:—Abandon de

Avis est par les présentes donné que la corporation "The Guelph Sports Club" demandera la permission d'abandonner sa charte octroyée par Lettres Patentes de la Province de Québec en date du 24ème jour de décembre, 1934. Toutes personnes ayant des réclamations ou objections quelconques devront les produire dans les trente jours de cette date.

Scotstown, Que., le 27 août, 1937.

Le président,
4845 E. A. WILSON.

Charter:—Surrender of

Notice is hereby given that "The Guelph Sports Club" will make application for leave to surrender its Charter given under Letters Patent of the Province of Quebec the 24th of December 1934. Any one having any claim or any objection must file same before thirty days from date.

Scotstown, Que., 27th August 1937.

E. A. WILSON,
4846-o President.

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que Moses-J. Wachtfogel, rabbin; Abraham Raginsky, manufacturier; Alex Raginsky, fils., manufacturier; Max Richer, pelletier; Louis Goldberg, tailleur; Sam Sharf, marchand; Harry Rosenoff, épicier; Aaron Portner, marchand; Paul Koenig, comptable; Louis Diner, C.R., avocat; Louis Katz, marchand; Max Ekers, marchand; Louis Kravitz, marchand de ferraille; Joseph Steinhouse, marchand; Charles Steinhouse, marchand; Zelig Segal, marchand; Sam Shulamson, boucher; Hyman Gorodensky, marchand de ferraille; Moses Bercovitch, boucher; Louis Bercovitch, boucher; Charles Breger, bijoutier; David Baltin, boucher; David Bankner, marchand de volailles; Abel Feldman, pelletier; Israel Katz, marchand, Nathan Rosenoff, épicier; Abraham Thaw, boucher; Hiam Tessler, marchand de retailles, Rubin Walman, marchand; Jerry Segall, marchand; Solomon Wittenberg, colporteur, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour être constituée en corporation sous le nom de "Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham", avec le pouvoir d'acquérir et posséder des biens mobiliers et immobiliers, tenir des registres des actes de l'état-civil et exercer tous autres droits relatifs aux corporations religieuses et pour toutes autres telles fins.

Montréal, le 28 juin 1937.

Les procureurs des requérants,
4847—37-4 DINER & POPLIGER.

Application to the Legislature

Notice is hereby given that Moses J. Wachtfogel, Rabbi; Abraham Raginsky, manufacturer; Alex Raginsky Jr., manufacturer; Max Richer, furrier; Louis Goldberg, tailor; Sam Sharf, merchant; Harry Rosenoff, grocer; Aaron Portner, merchant; Paul Koenig, accountant; Louis Diner K.C., advocate; Louis Katz, merchant; Max Ekers, merchant; Louis Kravitz, junk dealer; Joseph Steinhouse, merchant; Charles Steinhouse, merchant; Zelig Segal, merchant; Sam Shulamson, butcher; Hyman Gorodensky, junk dealer; Moses Bercovitch, butcher; Louis Bercovitch, butcher; Charles Breger, jeweller; David Baltin, butcher; David Bankner, poultry merchant; Abel Feldman, furrier; Israel Katz, merchant; Nathan Rosenoff, grocer; Abraham Thaw, butcher; Hiam Tessler, clipping dealer; Rubin Walman, merchant; Jerry Segall, merchant; Solomon Wittenberg, peddler, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to incorporate them under the name of "Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham", with power to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers for acts of civil status and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, June 28th, 1937.

DINER & POPLIGER,
4848—37-4-o Attorneys for Petitioners.

Ministère de l'agriculture

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ÉLEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Verchères sous le nom de "Syndicat d'élevage de

Department of Agriculture

NOTICE OF THE FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been formed in the county of Verchères, under the name of "Syndicat d'élevage

chevaux Percherons de Verchères", avec sa principale place d'affaires à Verchères.

Québec, le 7 septembre, 1937.

Le Sous-Ministre de l'Agriculture,

4869-o ALBERT RIOUX.

de chevaux Percherons de Verchères", with its head office in Verchères.

Quebec, September 7, 1937.

ALBERT RIOUX,

4870 Deputy Minister of Agriculture.

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 27 août 1937.

M. J.-Achille Poisson, agent d'assurance, de Princeville: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire d'Arthabaska.

M. Henri Julien, rentier, de Saint-Léon: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire des Trois-Rivières.

M. Georges Godbout, marchand, de la Durantaye: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Montmagny.

MM. Johnny Vézina, pensionnaire de l'Hospice du Sacré-Cœur, de Sherbrooke: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Saint-François, Gaudiose Labrecque, pensionnaire de l'Hospice St-Antoine, 190 rue Saint-François, Québec, et Henri Dussault, assistant-comptable de la compagnie Gauvreau, Beaudry Limitée, 70 avenue Brown, Québec, tous deux: juges de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Québec, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145). 4827-o

---

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 23 juillet 1937.

M. N.-A. Sabourin, de Saint-Jean, Qué., médecin: coroner conjoint pour le district d'Iberville, avec juridiction sur les districts électoraux de Saint-Jean et d'Iberville.

Québec, le 14 août 1937.

M. l'abbé Albert Tessier, des Trois-Rivières: visiteur des écoles ménagères régionales et autres institutions de même nature désignées par le Surintendant de l'Instruction publique, propagandiste de l'enseignement ménager auprès du clergé de cette Province, et directeur agronomique des fermes des écoles ménagères ci-dessus mentionnées.

Québec, le 27 août 1937.

MM. Joseph Godbout, marchand, Saint-Just-de-Bretenière: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Montmagny, L. R. Taylor, comptable, Châteauguay: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Beauharnois.

M. Alfred Demers, cultivateur, de Saint-Nicolas-Sud: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Québec.

M. Harry Young, cultivateur, de Paspébiac Ouest: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Gaspé, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'articles 358 de la Loi des Tribunaux Judiciaires, (S.R.Q., 1925, Ch. 145). 4889-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, August 27th., 1937.

Mr. J. Achille Poisson, insurance agent, of Princeville: justice of the peace with jurisdiction in the judicial district of Arthabaska.

Mr. Henri Julien, annuitant, of Saint Léon: justice of the peace with jurisdiction in the judicial district of Trois Rivières.

Mr. Georges Godbout, merchant, of La Durantaye: justice of the peace with jurisdiction in the judicial district of Montmagny.

Messrs. Johnny Vézina, boarder at the Hospice du Sacré-Cœur, of Sherbrooke: justice of the peace with jurisdiction in the judicial district of Saint Francis, Gaudiose Labrecque, boarder at the Hospice St-Antoine, 190 Saint François street, Quebec, and Henri Dussault, assistant-accountant of the company Gauvreau, Beaudry Limitée, 70 Brown avenue, Quebec, both: justices of the peace with jurisdiction in the judicial district of Quebec, all for the purposes of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145). 4828

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, July 23rd., 1937.

Mr. N. A. Sabourin, of Saint John's, Que., physician: joint coroner for the district of Iberville, with jurisdiction over the electoral districts of Saint John and Iberville.

Quebec, August 14th., 1937.

Rev. Abbé Albert Tessier, of Trois-Rivières: visitor of Regional Schools of domestic science and other institutions of a like nature designated by the Superintendent of Public Instruction, propagandist of domestic science among the clergy of this Province, and agronomical director of domestic science school farms hereinabove mentioned.

Quebec, August 27th., 1937.

Messrs Joseph Godbout, merchant, Saint Just de Bretenière: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montmagny, L. R. Taylor, accountant, Châteauguay: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois.

Mr. Alfred Demers, farmer, of Saint Nicholas Sud: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec.

Mr. Harry Young, farmer of West Paspébiac: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé, for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q., 1925, Ch. 145). 4890

Soumissions

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE SAINT-LAURENT.

Avis public est par les présentes donné que la Municipalité Scolaire du Village St-Laurent, dans le comté de Westmount, recevra d'ici au 28 septembre 1937, à 8 heures p.m. (heure avancée), au bureau du soussigné, des soumissions écrites et cachetées pour l'achat d'une émission d'obligations, au montant de $30,000., datées du 1er septembre 1937 et portant intérêt à 4% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre.

Deux soumissions pourront être présentées: l'une pour des obligations remboursables $1,000. par année durant 30 ans et l'autre pour des obligations remboursables $1,000. par année durant 13 ans et $17,000. à la fin de la 14ième année.

Ces obligations seront émises en coupures de $1,000. et $500.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre de la Municipalité Scolaire au montant de $300.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix.

La Municipalité Scolaire ne s'engage à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions qui seront présentées.

Le Secrétaire-trésorier,
O. W. LEGAULT.

Ville Saint-Laurent
le 2 septembre 1937

4849-o

Tenders

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

THE SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT-LAURENT.

Notice is hereby given that the School Municipality of the Village of St-Laurent, in the county of Westmount, shall receive from to-day until the 28th of September 1937, at 8 o'clock p.m. (Eastern saving time) at the office of the undersigned, written sealed tenders for the purchase of the issue of $30,000.00 bonds dated September 1st 1937, and being interest at the rate of 4% per annum, payable semi-annually the first of March and the first of September.

Two tenders may be made: one for bonds redeemable $1,000.00 per annum during a period of thirty years and another for bonds redeemable $1,000.00 per annum during a period of thirteen years and $17,000.00 at the end of the fourteenth year.

These bonds will be issued in denomination of $1,000. and $500.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque to the order of the said School Municipality for the amount of $300.00.

Every bid shall specified that the accrued interest will be paid apart from the amount of the bid.

The School Municipality do not undertake to accept any of the bids.

O. W. LEGAULT,
Secretary-treasurer.

Given at St. Laurent
the 2nd of September 1937.

4850-o.

Proclamation

Canada.
Province de Québec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE.

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

EDOUARD ASSELIN
Assistant-Procureur Général

ATTENDU que conformément aux dispositions de l'article 44 de la Loi des Tribunaux judiciaires (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145), tel qu'amendé par 1 George VI, chapitre 77, article 2, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut, par proclamation, ordonner que, à partir d'une date y mentionnée, les termes et séances de la Cour Supérieure et des juges de ce tribunal dans le district judiciaire de Rimouski seront aussi tenus dans un district électoral autre que celui où se trouve le chef-lieu du district judiciaire;

ATTENDU que la proclamation émise à cette fin doit contenir une désignation de l'endroit et une description de l'édifice où doivent être tenus les termes et séances de la Cour Supérieure et des juges de ce tribunal, ainsi que la mention des époques où ces termes et séances doivent être tenus;

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

ES. L. PATENAUDE.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy-Attorney-General.

WHEREAS, pursuant to the provisions of Article 44 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, Chapter 145) as amended by 1 George VI, Chapter 77, Article 2, the Lieutenant Governor in Council may order, by proclamation, that from the date therein mentioned, the terms and sittings of the Superior Court and of the judges thereof, in the judicial district of Rimouski, shall also be held in an electoral district other than that in which the chief place of the district is situated:

WHEREAS, such proclamation shall contain a description of the place and of the building where the terms and sittings of the Superior Court are to be held, and shall also mention the times when such terms and sittings shall be held;

ATTENDU qu'il y a lieu pour les fins de la bonne administration de la justice dans le district de Rimouski, d'ordonner que les termes et séances de la Cour Supérieure et des juges de ce tribunal soient aussi tenus dans le district électoral de Matane, à Matane, dans l'édifice où se tiennent actuellement les séances de la Cour de circuit du district électoral de Matane, à Matane.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, et conformément aux dispositions de l'article 44 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145), tel qu'amendé par 1 George VI, chapitre 77, article 2, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons:

Que, à compter du premier septembre 1937, les termes et séances de la Cour supérieure pour le district de Rimouski soient aussi tenus dans le district électoral de Matane, à Matane, dans l'édifice où se tiennent actuellement les séances de la Cour de circuit du district électoral de Matane, à Matane.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUEBEC, de PREMIER jour de SEPTEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,

4831-o Sous-secrétaire de la Province.

WHEREAS, it is expedient for the good administration of justice in the District of Rimouski, to order that the terms and sittings of the Superior Court and of the judges thereof be also held in the electoral District of Matane, at Matane, in the building where are actually held the sittings of the Circuit Court of the electoral District of Matane, at Matane;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of Article 44 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec 1925, Chapter 145) as amended by 1 George VI, Chapter 77, Article 2, We have declared and ordained and do hereby declare and ordain:

That, from and after the first of September 1937, the terms and sittings of the Superior Court for the District of Rimouski, be also held in the electoral District of Matane, at Matane, in the building where are actually held the sittings of the Circuit Court of the electoral District of Matane, at Matane.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this FIRST day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty seven and in the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

4832 Under Secretary of the Province.

Vente par licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. D-159.462.

Avis public est par les présentes donné que la Cour Supérieure a, par jugement, en date du 12 août, 1937, dans une cause dans laquelle Dame Clarice Monat, épouse commune en biens de Joseph Robert, ce dernier tant en qualité de chef de la communauté que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de Saint-Césaire, district de St-Hyacinthe, et Laura Robert, épouse commune en biens de J. Dollard Brisson, ce dernier tant en sa qualité de chef de la communauté que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, tous deux de Sainte-Brigide, district d'Iberville, sont demandeurs vs Roméo Auclair, parfumeur, Dame Blanche Auclair, veuve de Ernest Brault, en son vivant des cité et district de Montréal, Laura Auclair, fille majeure et usant de ses droits, Dame Arthémise Monat, épouse séparée de biens de Théophile Auclair, ce dernier pour autoriser ou assister son épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Richard Robert, cultivateur, de Saskatoon, Province de Saskatchewan, Raymond Robert, boulanger, de Morinville, Province d'Alberta, Adélard Monat, de l'Etat de Massachusetts, Etats-Unis de l'Amérique, Demoiselle Jeanne

Sale by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. D-159.462:

Notice is hereby given that Superior Court, has, by judgment rendered August 12th, 1937, in case, in which, Dame Clarice Monat, wife common as to property of Joseph Robert, this last in his quality of head of the community, and to authorize his said wife for these presents, both of the Saint-Cesaire, district of St-Hyacinthe, and Laura Robert, wife common as to property of J. Dollard Brisson, this last in his quality of head of the community and to authorize his said wife for these presents, both of the Saint Brigide, district of Iberville, are plaintiffs vs Roméo Auclair, perfumer, Dame Blanche Auclair, widow of Ernest Brault, in his lifetime of the city and district of Montreal, Laura Auclair, spinster of full age, Dame Arthemise Monat, wife separated as to property of Theophile Auclair, this last to authorize his wife for these presents all of the city and district of Montreal, Richard Robert, farmer, of Saskatoon, Province of Saskatchewan, Raymond Robert, baker, of Morinville, Province of Alberta, Adélard Monat, of the State of Massachusetts, United States of America, Miss Jeanne Monat, spinster of New York, United States of America, Armand Auclair, accountant, of city

Monat, fille majeure, de New York, Etats-Unis, de l'Amérique, Armand Auclair, comptable, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, et Dame Blanche Auclair et Laura Auclair, sont défenderesses en reprise d'instance. Ordonne la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir:

"Un lot ayant front sur l'Avenue Laurier, en la Cité d'Outremont, connu et désigné sous le numéro trente-trois (33-39), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la Paroisse de Montréal, ayant vingt-six pieds de largeur par quatre-vingt-six pieds de profondeur, et plus ou moins, mesure anglaise, moins la partie de ce lot, un pied de large sur toute la profondeur de ce lot qui est contigu au lot No. quarante (40), sujet au droit de passage dans la ruelle en arrière dudit lot qui est commune avec les lots voisins. Avec les maisons portant les numéros civiques 1135 à 1139 Avenue Laurier, Ouest, et les autres bâtisses ci-dessus érigées et les fixtures électriques des trois logements.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjuge au plus offrant et dernier enchérisseur, le MARDI CINQUIEME jour d'Octobre, 1937, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, à la Chambre No. 31 où toutes autres chambres que l'hon. Juge Président pourra référer, au Palais de Justice en la Cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire, de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après adjudication.

Et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forclose du droit de le faire. Un dépôt de $1,500 sera exigé de tous enchérisseurs.

Montréal, le 4 septembre, 1937.

Les procureurs des Demandeurs,

4745—36-2-o NADEAU & LALANDE.

and district of Montreal, are defendants and Dame Blanche Auclair and Laura Auclair, are defendants en reprise d'instance. Ordered the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit;

"A lot having front on Laurier Avenue, in the City of Outremont, known and designated under number thirty-three (33-39) of the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal, having twenty-six feet wide by eighty-six feet deep, English measure, and more or less, less that part of this lot, one foot wide on all the deepness of this lot adjoining lot number forty, subject to the right of way on the rear of said lot where a common lane is established, part on this lot and part on the neighbouring lots. With house bearing Nos 1135 to 1139 of Laurier Avenue West and other buildings thereon erected and the electric fixtures of the three tenements."

The immoveable hereinabove designated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on TUESDAY FIFTH day of OCTOBER 1937, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in the room No. 31 or in all others rooms, that the Hon. Judge, President could refer; at the Court House, in the City of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited at the prothonotary's office of the said court; and all oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation sh uld be filed at the said prothonotary's office, at least twelve days before the date so fixed for the said sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of $1,500.00 will be required of all bidders.

Montreal, September 4th, 1937.

NADEAU & LALANDE,

4746—36-2-o Attorneys of Plaintiffs.

Ventes—Loi de faillite

(SOUS LA LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS).

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire Philias Grandmont, cultivateur, de la paroisse de Champlain, district des Trois-Rivières.

Avis public est, par le présent, donné que JEUDI, le TRENTIEME jour de SEPTEMBRE 1937, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de Champlain, il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus haut et dernier enchérisseur de l'immeuble suivant, dépendant de l'actif susdit, savoir:—

a) Une terre comprenant les lots connus et désignés au cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Champlain, sous les numéros quatre cent quatre-vingt-quatroze et cinq cent dix-huit (494 & 518), avec bâtisses dessus construites, mais à distraire du lot No-518 un

Sales—Bankruptcy Act

(UNDER THE FARMER'S CREDITORS ARRANGEMENT ACT)

NOTICE OF SALE

In the matter of Philias Grandmont, farmer, of the parish of Champlain, district of Trois-Rivières.

Public notice is hereby given, that on THURSDAY the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1937, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of Champlain, there shall be sold at public auction to the highest and last bidder, the following immovable, belonging to the aforesaid estate, namely:—

a) A farm comprising the lots known and designated on the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Champlain, under numbers four hundred and ninety four and five hundred and eighteen (494 & 518)—with the buildings thereon erected, but to be deducted

emplacement mesurant environ un arpent en superficie, sur lequel est bâti un moulin à farine.

b) Un lopin de terre faisant partie du lot connu et désigné au même cadastre, sous le numéro cinq cent douze (P. 512) mesurant environ neuf à dix arpents en superficie, prenant son front, vers le sud, aux lots Nos-514 et 515 du même cadastre, se terminant en profondeur, vers le nord, à la rivière Champlain, joignant, d'un côté, vers le nord-est Alari Dubord et de l'autre côté, vers le sud-ouest Joseph Dufresne.

c) Le lot de terre connu et désigné au même cadastre, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-onze (491).

d) Un lopin de terre faisant partie nord-ouest du lot connu et désigné au même cadastre, sous le numéro cinq cent huit (P.N.-O. 508) et partie ud-est du lots connu et désigné au cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de St-François-Xavier de Batiscan, sous le numéro quatre cent quarante-sept (P. S.E. 447), prenant son front, vers le sud, en la paroisse de Champlain, à la rivière Champlain, se terminant en profondeur, vers le nord, en la paroisse de Batiscan, à la même rivière Champlain, joignant d'un côté, vers le nord-est, Nérée Toutant ou représentants et de l'autre côté, ou vers le sud-ouest, ledit Nérée Toutant et Narcisse Toutant ou représentants.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné, en aucun temps.

Cette vente est faite en conformité à l'article 45 de la loi des faillites, suivant jugement de la Cour Supérieure du district des Trois-Rivières, en date du 31 juillet, 1937, et a le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de vente: argent comptant. Pour le cahier des charges et toutes autres informations, on devra s'adresser au soussigné.

Le séquestre officiel et Syndic.
LUD. BERGERON, N.P.
Champlain, 19 août, 1937. 4613-35-2-o

from lot No. 518, an emplacement measuring about one arpent in area; upon which is erected a flour mill.

b) A parcel of land forming part of the lot known and designated on the same cadastre under number five hundred and twelve (Pt. 512) measuring about nine to ten arpents in area, fronting, towards the south, on lots Nos. 514 and 515 of the same cadastre, ending in depth, towards the north, at the Champlain river, adjoining on one side, to the northeast, Alari Dubord and on the other side, to the southwest, Joseph Dufresne.

c) The lot of land known and designated on the same cadastre, under number four hundred and ninety one (491).

d) A parcel of land forming the northwest part of the lot known and designated on the same cadastre, under number five hundred and eight (N.W.Pt. 508) and the southeast part of the lot known and designated on the official cadastre for the county of Champlain, for the parish of St. François-Xavier de Batiscan, under number four hundred and forty seven (S.E.Pt. 447), fronting, towards the south, in the parish of Champlain, on the Champlain river ending in depth, towards the north, in the parish of Batiscan, at the same Champlain river, adjoining on one side, to the northeast, Nérée Toutant, or representatives, and on the other side or towards the southwest, the said Nérée Toutant and Narcisse Toutant or representatives.

The titles and certificates may be seen at the Office of the undersigned, at any time.

The said sale shall be made in conformity with article 45 of the Bankruptcy Act, pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Trois-Rivières, dated July 31, 1937, and shall have the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions of sale: cash. For the list of charges and any other information, apply to the undersigned.

Champlain, August 19, 1937.
LUD. BERGERON, N.P.,
4614-35-2 Official Receiver and Trustee.

Province de Québec, District de St-François-Bedford, Cour Supérieure, En Faillite, No. 628.

Dans l'affaire de la faillite de: "RALPH W. WALLACE" de la ville de Knowlton, dans la province de Québec, Cédant autorisé; et "J. OMER BONNIER" de la cité et district de Montréal, dans la province de Québec, Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné, qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, district de St-François-Bedford, rendu le 14ème jour d'août 1937, l'immeuble ci-après décrit sera vendu aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas:—

Description de l'Immeuble

"Un certain lot de terre situé dans le village de Knowlton connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Brome comme partie du lot de terre numéro douze cent seize (1216) borné et décrit comme suit:—commençant à partir d'un poteau de fer planté sur le côté sud de la rue St-Paul conduisant du bureau de poste à West Bolton, à une distance de quatre cent cin-

Province of Quebec, District of St-Francis-Bedford, Superior Court, In Bankruptcy, No. 628.

In the matter of the bankruptcy of: "RALPH W. WALLACE" of the town of Knowlton, in the province of Quebec, Authorized assignor; and "J. OMER BONNIER" of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that according to a judgment of the Superior Court, in Bankruptcy, District of St-Francis-Bedford, rendered on the 14th day of August 1937, the following immoveable will be sold at the time and place mentioned below:

Description of Immoveable

"That certain piece of land situate and lying in the said village of Knowlton, known upon the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Brome, as part of the lot of land number twelve hundred and sixteen (1216) bounded and described as follows:—Beginning at an iron post planted on the southerly side of St. Paul street leading from the Post Office to West-

quante pieds vers l'est du coin sud-ouest dudit lot (en face de la maison de M. H. Bedee construite sur le lot numéro douze cent trente et un dudit plan) De là, continuant dans la direction est en suivant le côté sud de ladite rue St-Paul jusqu'à un autre poteau, soixante-dix pieds, de là continuant dans la direction sud vers un autre poteau, cent cinquante pieds, de là continuant dans la direction ouest parallèle avec ledit côté sud de ladite rue St-Paul, ladite distance de soixante-dix pieds, de là continuant dans une direction nord,cent cinquante pieds au point de départ; contenant dix mille cinq cents pieds en superficie, borné sur le côté nord par ladite rue et sur tous les autres côtés par le reste dudit lot." Avec toutes les bâtisses dessus construites.

Conditions de Vente

Ladite vente sera sujette à une clause spéciale contenue dans un acte de vente exécutée devant le notaire Ernest Fleury le 26ème jour de Juillet 1926, sous le numéro 16804 de ses minutes. Cette dite clause spéciale se lisant comme suit:—

"Cedit lot de terre est par les présentes vendu à la condition expresse laquelle est de rigueur, qu'aucune bâtisse ne sera construite sur ledit lot, sauf pour fins résidentielles, telle que maison-privée, garage et dépendances pour usages privés seulement, et qu'aucune bâtisse ne devra être érigée par ledit acheteur, ses héritiers et cessionnaires, à une distance plus rapprochée de vingt-cinq pieds au sud du côté sud de la rue St-Paul. Ledit acheteur devra aussi clôturer ledit lot de terre à ses propres frais et pour toujours, sur tous les côtés attteignant la propriété du vendeur".

Cette vente est faite en vertu de l'article 45 et suivants de la Loi de faillite pour avoir l'effet du décret, et équivaut à une vente par Shérif.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Brome, dans le village de KNOWLTON, P. Q., MARDI, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE 1937, à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire).

Pour le cahier des charges et autres informations, s'adresser au syndic soussigné.

Le Syndic,
4851-37-2-o JOSEPH OMER BONNIER.
Suite 725, 132 Ouest rue Saint-Jacques,
Montréal, le 31 août, 1937.

Bolton, at a distance of four hundred and fifty feet easterly from the south-west corner of said lot (opposite M. H. Bedee's house erected on lot number 1231 of said plan) thence running in an easterly direction following the south side of said St. Paul, street to another post, seventy feet, thence running in a southerly direction to an other post, one hundred and fifty feet, thence running in a westerly direction parallel with said southerly side of said St. Paul street, said distance of seventy feet, thence running in a northerly direction, one hundred and fifty feet to the place of beginning, containing ten thousand five hundred feet in superficies, bounded on the north by the said street, and on all other sides by the remainder of said lot". With all buildings thereon erected.

Conditions of Sale

The said sale will be subject to a special clause contained in a deed of sale executed before notary Ernest Fleury on the 26th day of July 1926, under No. 16804 of his minutes. This said special clause reading as follows:

"The said piece of land is hereby sold on the expresse condition which is de rigueur, that no buildings shall be erected thereon, except for residential purposes, such as a dwelling-house, garage and outbuildings for private purposes only, and that no buildings shall be erected by said purchaser, his heirs and assigns nearer than twenty-five feet south from the southerly side of St. Paul street." The said purchaser shall also fence the said piece of land at his own expenses for ever, on all sides joining said sellers' land."

This sale is made under Section 45 and followings of the Bankruptcy Act and will have the effect of a Sheriff's sale, purging the obligations affecting said immoveable.

To be sold at the Registry Office of the county of Brome, in the village of KNOWLTON, P. Q. on TUESDAY, the TWELFTH day of OCTOBER 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

For the book of charges and further particulars, apply to the undersigned trustee.

JOSEPH OMER BONNIER,
4852-37-2-o Trustee.
Room 725, 132 Saint-James street West,
Montreal, August 31st, 1937.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, En faillite, No 210.

Dans l'affaire de la faillite de : "Adélard Marin" du village de Saint-Adèle, dans la province de Québec, cédant autorisé; et "J.-Omer Bonnier" de la cité et district de Montréal, dans la province de Québec, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné, qu'en vertu d'un jugement de l'Hon. Juge Boyer siégeant pour la Cour Supérieure, division de faillite, district de Montréal, rendu en date du 7 novembre 1935, les immeubles ci-après décrits seront vendus séparément aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas:—

DESCRIPTION DES IMMEUBLES

1. La partie 9*a* du onzième rang d'Abercrombie sur le plan et au livre de renvoi officiels de la pa-

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, In Bankruptcy, No. 210.

In the matter of the bankruptcy of: "Adelard Marin" of the village of Sainte-Adèle, in the province of Quebec, authorized assignor; and "J. Omer Bonnier" of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that according to a judgment of Hon. Justice Boyer of the Superior Court, bankruptcy division, district of Montreal, rendered on the 7th day of November 1935, the following immoveables will be sold separately at the time and place mentioned below:—

DESCRIPTION OF IMMOVEABLES

1. Part 9*a* of the 11th range of Abercrombie on the plan and book of reference of the Parish

roisse de Sainte-Adèle, mesurant 301 pieds de largeur par 217 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure; borné en avant par le chemin public, en arrière par une autre partie du même lot appartenant à M. Asselin ou représentants, d'un côté par une autre partie du même lot appartenant à Dame Irénée Michaud ou représentants et de l'autre côté par partie du lot 9*d*—avec toutes les bâtisses dessus construites et principalement l'hôtel connu sous le nom de "Hotel Maison Blanche".

2. La partie 9*d* et la partie 10*a* du onzième rang d'Abercrombie sur les même plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Adèle—avec toutes les bâtisses dessus construites. Ces immeubles étant une ferme en culture.

Ce numéro 9*d* comprend tout le lot moins les emplacements vendus ou appartenant à Dame Alphonse Blondin—Dame R. Courchesne—Léon Latreille—Ovide Giroux—C. Leslie—Edgar Gagnon—J.-B. Blondin—Emile Dubé—Joseph Dubé—J.-H. Beauchamp—Adhémar Larose—Dick Karibian—M. Jasmin—Municipalité du village de Sainte-Adèle—Henri Blondin—Raoul Normandeau—Dame A. Lamy—ou leurs représentants.

Ce numéro 10*a* comprend tout le lot moins les emplacements vendus ou appartenant à Joseph DeRepentigny, frère d'Antoine—Joseph DeRepentigny, fils d'Antoine—Dame Vve Wilfrid Bélec—Onias Lamoureux—Dame A. Lamy—Antoine DeRepentigny—Philippe Charette—Guillaume Lessard—Wilfrid Marinier & Arthur et Roméo Millette—Henri Bertrand—Joseph Dubé—Noel Vaillancourt—Dame J.-E. Lusignan—Wilfrid Monette—Dick Karibian—Ernest Lapointe—Joseph Valiquette—Rodrigue Huot—Succession Honoré Gagné—Théo. Quevillon—Arthur Forget—Emery DeRepentigny—ou leurs représentants.

CONDITIONS DE VENTE

Le soussigné vendra les lots plus haut décrits sans préjudice aux droits des propriétaires nommés ci-dessus dont les actes d'acquisition peuvent être enregistrés sur des mauvais numéros de lots.

Cette vente est faite de plus sans garantie des mesures mentionnées au contrat de chacun des propriétaires désignés plus haut.

Suivant l'article 749 du Code de Procédure Civile de la province de Québec et en conformité d'un jugement de l'Hon. Juge Denis, rendu en date du 2 septembre 1937, le syndic soussigné exigera de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, un dépôt d'une somme égale au dixième de l'évaluation municipale.

Cette vente est faite en vertu de l'article 45 et suivants de la Loi de faillite pour avoir l'effet du décret, et équivaut à une vente par Shérif.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église Catholique du village de Sainte-Adèle, P. Q., VENDREDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE, 1937, à ONZE heures de l'avant-midi.

Pour le cahier des charges et autres infomations, s'adresser au syndic soussigné.

Le syndic,
JOSEPH-OMER BONNIER,
Suite 725, 132 Ouest rue Saint-Jacques, Montréal, 1937.

Montréal, le 7ème jour de septembre 1937.

4877—37-2-o

of Sainte-Adèle, measuring 301 feet in width by 217 feet in depth, more or less english measure, without guarantee; bounded in front by public road, in rear by another part of same lot belonging to Mr. Asselin or representatives, on one side by another part of same lot belonging to Mrs. Irénée Michaud or representatives, and on the other side by part of lot 9*d*—with the buildings thereon erected and particularly the hotel known under the name of "White House Hotel".

2. The part 9*d* and the part 10*a* of the 11th range of Abercrombie on the same plan and book of reference of the Parish of Sainte Adèle—with all the buildings thereon erected. The said immoveables being operated as a farm.

This number 9*d* includes all the lot, less the emplacements sold or belonging to Mrs Alphonse Blondin—Mrs. R. Courchesne—Léon Latreille—Ovide Giroux—C. Leslie—Edgar Gagnon—J. B. Blondin—Emile Dubé—Joseph Dubé—J. H. Beauchamp—Adhémar Larose—Dick Karibian—M. Jasmin—Municipalité du village de Sainte-Adèle—Henri Blondin—Raoul Normandeau—Mrs A. Lamy or their representatives.

This number 10*a* includes all the lot, less the emplacements sold or belonging to Joseph DeRepentigny, Antoine's brother—Joseph DeRepentigny, Antoine's son—Mrs. Wilfrid Bélec, widow—Onias Lamoureux—Mrs. A. Lamy—Antoine DeRepentigny—Philippe Charette—Guillaume Lessard—Wilfrid Marinier—and Roméo & Arthur Millette—Henri Bertrand—Joseph Dubé—Noel Vaillancourt—Mrs. J. E. Lusignan—Wilfrid Monette—Dick Karibian—Ernest Lapointe—Joseph Valiquette—Rodrigue Huot—Estate Honoré Gagné—Théo. Quevillon—Arthur Forget—Emery DeRepentigny—or their representatives.

CONDITIONS OF SALE

The undersigned will sell the above described lots without prejudice to the rights of the owners whose deeds of acquisition to the said lots may have been registered on the wrong cadastral numbers.

Moreover, this sale is without warranty as to measurements stated in the respective deeds of the owners above mentioned.

According to article 749 of the Civil Code of Procedure of the province of Quebec and in conformity with a judgment of Hon. Justice Denis, rendered on the 2nd day of September, 1937, the undersigned trustee will require from any bidder, before receiving his bid, a deposit of a sum equal to the tenth of the municipal value.

This sale is made under Section 45 and followings of the Bankruptcy Act and will have the effect of a Sheriff's sale, purging the obligations affecting the immoveables

To be sold separately at the door of the Catholic Church of the Village of Sainte Adèle, P. Q., on FRIDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

For the book of charges and further particulars, apply to the undersigned trustee.

JOSEPH OMER BONNIER,
Trustee.
Room 725, 132 Saint James street West,

Montreal, the 7th day of September, 1937.

4878—37-2-o

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: L'AGENCE MERCANTILE, LTEE, corporation légalement constituée, ayant sa place d'affaire à Victoriaville, demanderesse; vs EDMOND BLANCHET, boulanger de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, défendeur.

No. 1894

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de Notre-Dame du-Bon-Conseil, de la contenance de 100 pieds de front sur 160 pieds de profondeur, plus ou moins, tenant devant au chemin entre Wendover et Simpson, en arrière à la Fabrique et Œuvre de Notre-Dame du Bon-Conseil, au nord-est à Noé Lemire et partie à Laurent Houle, et de l'autre côté au sud-ouest à Nérée Brisson, avec bâtisses y érigées, le dit terrain tel que désigné est connu au cadastre officiel du canton de Simpson comme faisant partie du lot No 1 du onzième rang du Canton de Simpson.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Bon-Conseil le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE 1937 à DIX hres de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 3 sept. 1937 4863-37-2-o
[Première publication, le 11 septembre, 1937]

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: L'AGENCE MERCANTILE LTED., a body politic and corporated, having its principal place of business at Victoriaville, Plaintiff; vs EDMOND BLANCHET, baker of Notre-Dame du Bon Conseil, defendant.

No. 1894

As belonging to the defendant;

A piece of land situated in the parish of Notre-Dame du Bon Conseil, containing 100 feet in front and 160 feet in depth, more or less, adjacent in the front to the road between Wendover and Simpson, in the back to the L'Œuvre and Fabrique of Notre-Dame du Bon Conseil, at north east to Noé Lemire and part to Laurent Houle, and the other side at the south-west to Nérée Brisson, with buildings thereon erected, the said piece of land as designated is known to the official plan of Canton of Simpson being part of lot No. 1 of the eleventh range of Canton of Simpson.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Bon Conseil on the FOURTEENTH day of OCTOBER 1937 at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, Sept. 3, 1937. 4864-37-2-o.
[First publication, on September the 11th, 1937]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce

Beauce à savoir: LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, demandeur: vs ERNEST FORTIER de St-Zacharie, Beauce, défendeur.

No. 15764.

Comme appartenant au défendeur le lot No. (48) quarante-huit du cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Metgermette-nord, comté de Beauce, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Zacharie, comté de Beauce, MARDI, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent trente-sept, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, XAVIER BEAUDOIN.
Beauce, le 8 septembre, 1937. 4879-37-2-o
[Première publication, le 11 septembre 1937]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce

Beauce, to wit: THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, plaintiff; vs ERNEST FORTIER, of St. Zacharie, Beauce, defendant.

No. 15764

As belonging to the defendant, lot number (48) forty eight of the official cadastre for the third range of the Township of North-Metgermette, county of Beauce, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Zacharie, county of Beauce, on TUESDAY, the TWELFTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and thirty seven, at TWO o'clock in the afternoon.

XAVIER BEAUDOIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauce, September 8, 1937. 4880-37-2
[First publication, on September the 11th, 1937]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS

Cour Supérieure

District de Chicoutimi No. 7249 } LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS

Superior Court

District of Chicoutimi No. 7249 } THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a corporation existing under a Federal law

loi fédérale et ayant, en vertu de cette loi, son siège social pour la province de Québec, en la cité de Québec, Requérante; vs JOSEPH & EMILE RACINE, de St-Charles, dans le comté de Chicoutimi, cultivateurs, défendeurs.

Le juste tiers est du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton Bourget, sous le numéro vingt-huit (1-3 est 28), dans le rang deux (2) dudit canton, avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, et borné vers le nord par le cordon divisant les rangs deux et trois (2 & 3) dudit canton, à l'est par le terrain ci-après décrit, au sud par le chemin public et à l'ouest par le résidu du dit lot vingt-huit, (28) dont il forme partie, propriété de Ferdinand Bouchard ou représentants;

Le lot connu et désigné au cadastre officiel des rang et canton susdits, sous le numéro vingt-sept (27) avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, et borné vers le nord par le cordon divisant les rang deux et trois (2 & 3) dudit canton, à l'est par le terrain de P. Munger, au sud par le chemin public et à l'ouest par le terrain décrit au paragraphe 1 ci-dessus.

Les immeubles ci-dessus décrits seront vendus en bloc.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Charles Borromé, Canton Bourget, MERCREDI, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE mil neuf cent trente-sept, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, RENE DELISLE.
Chicoutimi, 7 septembre 1937. 4881-37-2-o
[Première publication, le 11 septembre 1937]

and having, in virtue of the said law, its head office for the Province of Quebec, in the city of Quebec, plaintiff; vs JOSEPH & EMILE RACINE, of St-Charles, in the county of Chicoutimi, farmers, defendants.

The exact East third of the lot known and designated on the official cadastre of the township of Bourget, under number twenty eight (East 1-3 28), in range two (2) of the said township, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bounded towards the North by the line dividing ranges two and three (2 & 3) of the said township, on the East by the lot of land hereinafter described, on the South by the public road and on the West by the residue of the said lot twenty eight, (28) whereof it forms a part, the property of Ferdinand Bouchard or representatives;

The lot known and designated on the official cadastre of the range and township aforesaid, under number twenty seven (27) with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bounded towards the North by the line dividing ranges two and three (2 & 3) of the said township, on the East by the land of P. Munger, on the South by the public road and on the West by the lot of land described in the hereinabove paragraph 1.

The immovables hereinabove described shall be sold "en bloc".

To be sold at the parochial church door of St-Charles Borromé, Township of Bourget, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of OCTOBER one thousand nine hundred and thirty seven, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENE DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, September 7, 1937. 4882-37-2
[First publication, September 11th, 1937]

HULL

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Hull

No. 5614. DR. J. A. ALLARD, médecin, des cité et district de Hull, demandeur; vs. SAMUEL LEGROS, cultivateur et propriétaire de moulin, de Masham, dans le district de Hull, Défendeur.

Toute cette propriété connue et désignée comme étant partie du lot numéro trente et un F (31-F) du troisième rang du dit canton de Masham, contenant un demi arpent en superficie, plus ou moins, et bornée comme suit:—au sud et à l'est par le crique communément appelé Crique à la Pêche, à l'ouest par partie du même lot appartenant à Caleb Gauvreau, et au nord par la ligne de division entre la susdite propriété et les reste du dit lot; avec le pouvoir d'eau, la maison, moulin et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Ste-Cécile de Masham, le VINGT-DEUX SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi, heure solaire.

Le shérif,
Bureau du Shérif, I. ST-PIERRE.
ce 17 août, 1937. 4493-34-2-o
[Première publication, 21 août, 1937.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Hull.

No. 5614. DR. J. A. ALLARD, physician, of the City and district of Hull, plaintiff; vs SAMUEL LEGROS, farmer and mill owner, of Masham, in the District of Hull, defendant.

All that property known and designated as forming part of lot number thirty-one F (31-F) in the third range of the said Township of Masham, containing one half arpent in area, more or less, and bounded as follows: on the south and east by the creek commonly called "Crique à la Pêche", on the west by part of the same lot belonging to Caleb Gauvreau, and on the north by the divisional line between the aforesaid property and the residue of said lot; with the water-power, house, mill and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ste-Cécile de Masham, on the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon, Standard Time.

I. ST. PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
August 17th, 1937 4494-34-2
[First publication, August 21st, 1937.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / DAME ISABELLE OLI-
156,701. \ GNY, épouse de Paul Bertrand, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs DAME FANNY FRIDDEN, épouse séparée de biens de John Rudnikoff, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Casgrain, en la cité de Montréal, connu comme étant la partie sud-est de la subdivision quatre-vingts du lot numéro dix (10 S.E. sub. 80) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant ledit emplacement vingt et un pieds en largeur par quatre-vingt-six pieds en profondeur (21 x 86) ayant une superficie de mille huit cent six (1806) pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front au sud-ouest par l'Avenue Casgrain, en arrière au nord-est par la subdivision quatre-vingt-seize (96) du dit lot, d'un côté au nord-ouest par le résidu de la dite subdivision quatre-vingts (80) du dit lot et de l'autre côté au sud-est par la subdivision soixante-dix-neuf (79) du dit lot—avec l'édifice sus-érigé portant les numéros civiques 17, 19 et 21, avenue Casgrain, actuellement Nos. 5137, 5139, 5141, Avenue Casgrain, avec ensemble et sujet à un droit de servitude réciproque de passage et de vue dans le passage mesurant trois pieds (3) en largeur du côté nord-ouest du dit emplacement par toute la profondeur d'icelui, le dit passage étant composé de deux (2) lisières de terre d'une largeur de un pied et six pouces (1'6") chacune, par toute la profondeur de la dite subdivision quatre-vingts (80), l'une étant prise du côté nord-ouest du dit emplacement et l'autre du côté sud-est du résidu de la dite subdivision quatre-vingts (80) avec toutes les servitudes actives et passives attachées à la dite propriété telle qu'elle se trouve actuellement avec tous les droits, membres et dépendances y appartenant, sans exception ou réserve.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 17 août 1937. 4465—34–2
[Première publication, le 21 août 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / DAME ISABELLE OLI-
156,701. \ GNY, wife of Paul Bertrand, and the latter to authorize his wife for the presents, Plaintiff; vs DAME FANNY FRIDDEN, wife separate as to property of John Rudnikoff, and the latter to authorize his wife for the presents, defendant.

An emplacement fronting on Casgrain Avenue, in the city of Montreal, known as the South East part of subdivision eighty of lot number ten (10 S. E. sub. 80) on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Cote Saint Louis, measuring the said emplacement twenty-one feet in width by eighty-six feet in depth (21 x 86) having an area of one thousand eight hundred and six (1806) square feet, English measure and more or less, bounded in front to the South West by Casgrain Avenue, in rear to the North East by subdivision ninety-six (96) of the said lot on one side to the North West by the remaining portion of the said subdivision eighty (80) of the said lot and on the other side to the South-East by subdivision seventy-nine (79) of the said lot—with the building thereon erected bearing the civic numbers 17, 19 and 21 Casgrain Ave, now No. 5137, 5139, 5141 Casgrain, together with and subject to a reciprocal servitude of right of passage and of view in the passage three feet (3) in width on the North West side of the said emplacement by the whole depth thereof, the said passage being composed of two (2) strips of land each one foot six inches (1'6") in width by the whole depth of the said subdivision eighty (80) the one taken from the North West side of the said emplacement and the other from the South-East side of the remaining portion of the said subdivision eighty (80) with all the active and passive servitudes attached to said property as it now subsists with all the rights, members and appurtenances thereinto belonging without any exception or reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 17th, 1937. 4466—34–2–o
[First publication August 21st, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / THE CANADA LIFE
F. 167,095. \ ASSURANCE COMPANY, demanderesse; vs GASTON NOLIN *et al.*, défendeurs.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Sainte-Catherine est, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent dix-sept au plan de resubdivision du lot numéro trois cent soixante-quatre du plan officiel de subdivision du lot originaire numéro dix-sept (No 17-364-117) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec les édifices sus-érigés, dont les deux murs de côté sont mitoyens avec les propriétés adjacentes, et avec et sujet au droit en faveur du dit emplacement et de celui y étant adjacent au nord-est composé du lot numéro huit cent quatre au plan officiel de redivision du dit lot originaire numéro dix-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / THE CANADA LIFE
F. 167,095. \ ASSURANCE COMPANY, plaintiff; vs GASTON NOLIN *et al.*, defendants.

That certain emplacement fronting on Sainte Catherine Street East, in the city of Montreal, known and designated as lot number one hundred and seventeen upon the resubdivision plan of lot number three hundred and sixty-four, upon the official subdivision plan of original lot number seventeen (No. 17-364-117) upon the official plan and book of reference of the incorporated Village of Hochelaga, with the buildings thereon erected, both side walls whereof are *mitoyens* with the adjoining properties, and with and subject to the right in favour of said emplacement and of that adjoining the same to the Northeast, composed of lot number eight hun-

sept (No 17-804), et du lot numéro cent seize au plan de resubdivision du lot numéro trois cent soixante-quatre au plan officiel de subdivision du dit lot originaire numéro dix-sept (No 17-364-116), et de tous les édifices sus-érigés et à être érigés sur les dits emplacements, d'avoir des portes, fenêtres, balcons, vérandas et autres ouvertures ayant vue l'un sur l'autre à des distances de la ligne de division entre les dits emplacements, moindres que celles établies par la loi, mais sans léser, en aucune manière, le droit des propriétaires des dits emplacements à construire sur toute la largeur de leurs propriétés et droits respectifs jusqu'à la ligne de division entre elles, la servitude nécessaire à l'exercice du droit de vue sus-mentionné ayant été et étant par les présentes créés, et de plus avec le droit de vue et de passage sur et dans la ruelle située en arrière du dit emplacement, et étant composé du lot numéro huit cent cinq au plan officiel de redivision du dit lot originaire numéro dix-sept (No 17-805), et du lot numéro cent quinze au plan de resubdivision du lot numéro trois cent soixante-quatre au plan officiel de subdivision du dit lot originaire numéro dix-sept (No 17-364-115), et

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Sainte-Catherine est, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent dix-huit au plan de resubdivision du lot numéro trois cent soixante-quatre, au plan officiel de subdivision du lot numéro dix-sept (No 17-364-118) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les édifices sus-érigés, dont les deux murs de côté sont mitoyens avec les propriétés adjacentes, et avec le droit de vue et de passage sur et dans la ruelle située en arrière du dit emplacement et étant composée du lot numéro huit cent cinq au plan officiel de redivision du dit lot originaire numéro dix-sept (No 17-805), et du lot numéro cent quinze au plan de resubdivision du lot numéro trois cent soixante-quatre, au plan officiel de subdivision du dit lot originaire numéro dix-sept (No 17-364-115).

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $2,600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge McDougall, daté le 18 août 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 17 août 1937. 4467—34-2
[Première publication, le 21 août 1937]

dred and four upon the official redivision plan of said original lot number seventeen (No. 17-804), and of lot number one hundred and sixteen upon the resubdivision plan of lot number three hundred and sixty-four upon the official subdivision plan of said original lot number seventeen (No. 17-364-116), and of all buildings erected and to be erected on said emplacements to have doors, windows, balconies, verandahs and other openings having view over each other at distances from the division line between the said emplacements, less than those established by law, but without in any way interfering with the right of the owners of said emplacement to build on the whole width of their respective properties and right up to the division line between them, the servitude necessary for the exercise of the above mentioned right of view having been and being hereby created, and moreover with the right of view and of passage on and over the lane situate in rear of said emplacement, and being composed of lot number eight hundred and five upon the official redivision plan of said original lot number seventeen (No. 17-805), and of lot number one hundred and fifteen upon the resubdivision plan of lot number three hundred and sixty-four upon the official subdivision plan of said original lot number seventeen (No. 17-364-115), and

That certain emplacement fronting on Sainte Catherine Street East, in the city of Montreal, known and designated as lot number one hundred and eighteen upon the resubdivision plan of lot number three hundred and sixty-four, upon the official subdivision plan of lot number seventeen (No. 17-364-118) upon the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga—with the buildings thereon erected, both side walls whereof are *mitoyens* with the adjoining properties, and with the right of view and of passage on and over the lane situate in rear of said emplacement and being composed of lot number eight hundred and five upon the official redivision plan of said original lot number seventeen (No. 17-805), and of lot number one hundred and fifteen upon the resubdivision plan of lot number three hundred and sixty-four, upon the official subdivision plan of said original lot number seventeen (No. 17-364-115).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $2,600.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice McDougall, dated August 18th, 1937.

JOS PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 17th., 1937. 4468—34-2-o
[First publication, August 21st, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / AMEDEE LAVIGNE,
E. 160,919. \ demandeur; vs LEOPOLD BERGERON, défendeur.

Un emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt (partie 80-186) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; laquelle partie du lot mesure seize pieds de largeur par soixante et quinze de profondeur, mesure anglaise et elle est bornée en front par la rue Moreau, en arrière par un passage commun, d'un côté par le lot 80-185 et de l'autre côté par le

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / AMEDEE LAVIGNE,
E. 160,919. \ Plaintiff; vs LEOPOLD BERGERON, defendant.

An emplacement forming part of lot of land known and designated under number one hundred and eighty six of the official subdivision of lot number eighty (part 80-186) on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Hochelaga; the said part of lot measures sixteen feet in width by seventy five in depth English measure and it is bounded in front by Moreau Street, in rear by a common passage, on one side by lot 80-185 and on the other side

résidu dudit lot 80-186—avec maison portant le numéro 2068 de la rue Moreau, quartier Préfontaine, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 17 août 1937. 4463—34-2-o
[Première publication, le 21 août 1937]

by the residue of said lot 80-186—with a house bearing number 2068 Moreau Street, Préfontaine Ward, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER Next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 17th, 1937. 4464—34-2
[First publication, August 21st, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: / No 160,398 \ LOUIS FRANCŒUR, demandeur; vs HOPITAL METROPOLITAIN INC, defenderesse.

Cet immeuble en la Ville de Longueuil, ayant front sur l'Avenue Prince de Galles, composé des lots numéros un, deux, trois et quatre de la subdivision officielle du lot numéro un; (1-1-2-3 & 4) et du lot numéro deux, de la resubdivision du lot numéro cinq de la subdivision officielle du lot numéro un; (1-5-2) du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro six, de la subdivision officielle du lot numéro un; (1-6-2); du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro sept de la subdivision officielle du lot numéro un (1-7-2); du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro un (1-8-2); ainsi que tous les droits de propriété et autres dans le lot numéro deux cent quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro un (1-296); tous des plan et livre de renvoi officiels du Village de Longueuil, dans le comté de Chambly—avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 18 août 1937. 4495-34-2-o
[Première publication, le 21 août 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. 160,398 \ LOUIS FRANCŒUR, plaintiff; vs HOPITAL METROPOLITAIN INC., defendant.

That immoveable in the Town of Longueuil, fronting on Prince of Wales Avenue, composed of lots number one, two, three and four of the official subdivision of lot number one; (1-1, 2, 3 & 4) and of lot number two of the resubdivision of lot number five of the official subdivision of lot number one; (1-5-2), of lot number two of the resubdivision of lot number six, of the official subdivision of lot number one; (1-6-2); of lot number two of the resubdivision of lot number seven of the official subdivision of lot number one (1-7-2); of lot number two of the resubdivision of lot number eight of the official subdivision of lot number one (1-8-2); and also all the rights of ownership and others in lot number two hundred and ninety six of the official subdivision of lot number one (1-296); all on the official plan and book of reference for the Village of Longueuil, in the County of Chambly—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Saint-Antoine de Longueuil, on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 18th, 1937. 4496-34-2
[First publication, August 21st, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No 4,400. \ LA MUNICIPALITÉ DE PONT VIAU, demanderesse; vs DOMINION FOUNDRY LTD, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Hubert, dans la municipalité de Pont-Viau, district de Montréal, contenant les lots Nos 68-69-70-70*a*-115-116-117-118-119-120-121 subdivisions du lot No 32 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Christophe de Pont Viau, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 17 août 1937. 4497—34-2-o
[Première publication, le 21 août 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. 4,400. \ THE MUNICIPALITY OF PONT VIAU, plaintiff; vs DOMINION FOUNDRY LTD., defendant.

An emplacement fronting on Saint Hubert Street, in the Municipality of Pont Viau, district of Montreal, comprising lots Nos. 68-69-70-70*a*-115-116-117-118-119-120-121 subdivisions of lot No. 32 on the official plan and book of reference for the parish of Saint Vincent de Paul—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Christophe de Pont Viau, on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE.
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 17th, 1937. 4498-34-2
[First publication, August 21st, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / D. 165,159. \ G.-L. DALLAIRE, demandeur; vs LES HÉRITIERS DE FEU DAME ALMA DELISLE, et LOUIS DELICATO, *es-qualité*, défendeurs.

Un emplacement sis 4ième Avenue Rosemont, à Montréal, désigné sous le No douze cent qua-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / D. 165,159. \ G. L. DALLAIRE, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE DAME ALMA DELISLE, and LOUIS DELICATO, *es-qualité*, defendants.

An emplacement situate on 4th Avenue, Rosemount, at Montreal, designated under number

tre-vingt-treize (1293) de la subdivision du lot No cent soixante et douze (172), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation —avec les constructions y érigées et portant les Nos 5475 à 5481 de cette rue, et droit de passage dans la ruelle en arrière, en commun avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 8 septembre 1937. 4883—37-2-o
[Première publication, le 11 septembre 1937]

twelve hundred and ninety three (1293) of the subdivision of lot number one hundred and seventy two (172) on the official plan and book of reference for the Village of Côte de la Visitation—with buildings thereon erected, and bearing Nos 5475 to 5481 of the said street, and right of way in the lane in rear, in common with any others having rights therein.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, September 8th, 1937. 4884—37-2
[First publication, September 11th., 1937]

ROBERVAL

FIERI FACIAS
Cour Supérieure

Province de Québec, District de Beauce No. 15,734 } ARSENE DIONNE et LUDGER DIONNE, tous deux commerçants de Saint-Georges de Beauce et y faisant affaires en société sous la raison sociale de V. DIONNE & FILS, demandeurs; vs ERNEST OUELLET, de St-Gédéon de Lac St-Jean, district de Roberval, défendeur.

Avis public est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à DIX heures de l'avant-midi, le QUATORZIEME jour de septembre 1937, à la porte de l'église de la paroisse de St-Gédéon, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT-HUITIEME jour de septembre courant (1937), à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon.

Rectification

Par acte devant G. Guérard, N.P. le 5 novembre 1931, enregistré sous No. 31,198 à Hébertville, le terrain déjà désigné comme partie numéro trente-B (Ptie 30-B), est maintenant désigné comme faisant partie du quart-ouest du lot numéro trente et un-A (1-4 Ouest No. 31-A) du dit deuxième rang, du cadastre officiel du canton Signai.

Le shérif,

4865-o JOS. HARVEY
Publication le 11 septembre, 1937.

ROBERVAL

FIERI FACIAS
Superior Court

Province of Quebec, District of Beauce, No. 15,734. } ARSENE DIONNE and LUDGER DIONNE, both traders of Saint Georges de Beauce and there carrying on business in partnership under the firm name and style of V. DIONNE & FILS, plaintiffs; vs ERNEST OUELLET, of St. Gédéon de Lac St-Jean, district of Roberval, defendant.

Public notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause, which was to have taken place at TEN o'clock in the forenoon, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1937, at the church door of the parish of St. Gédéon, will be held at TEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER instant, 1937, at the church door of the parish of Saint-Gédéon.

Correction

By deed before G. Guérard, N.P., the 5th of November 1931, registered under No. 31,198 at Hébertville, the lot of land heretofore designated as Part number thirty-B (Pt. 30-B), is now designated as forming part of the west quarter of lot number thirty one-A (West 1-4 No. 31-A) of said second range, of the official cadastre of the township of Signai.

JOS. HARVEY
4866 Sheriff.
Publication: September 11, 1937.

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 927. } JULES GOSSELIN, rentier, de East-Angus, district de Saint-François, demandeur; vs GÉDÉON BISSONNETTE, journalier, East-Angus, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

"Ce certain morceau de terre situé dans le quatrième rang du canton de Westbury, connu et désigné comme étant la partie du lot numéro dix-huit-*b* sur le plan et au livre de renvoi officiels pour le dit canton de Westbury, décrite comme suit:

Commençant dans la ligne de division entre

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 927. } JULES GOSSELIN, gentleman of East Angus, district of Saint Francis, plaintiff; vs GEDEON BISSONNETTE, laborer, of East Angus, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

"That certain piece of land situated in the fourth range of the township of Westbury, known and designated as being the part of lot No. eighteen "*b*" on the official cadastral plan and book of reference for the said township, described as follows:

Beginning in the division line between lots

les lots dix-sept et dix-huit, à son intersection avec le côté sud du chemin du Bassin; de là, vers l'est sur une longueur de six chaînes et quatorze chaînons, jusqu'à un poteau; de là, vers le sud parallèlement à la dite ligne de division jusqu'à la rivière Saint-François; de là, en suivant la dite rivière dans tous ses contours, vers l'ouest, jusqu'à la dite ligne de division; et de là, vers le nord, jusqu'au point de départ; moins cette partie de terrain vendue au Québec Central, moins encore une autre partie mesurant environ vingt-cinq pieds de profondeur par deux cents de largeur bornée d'un côté à la ligne de Moléon Lepitre et de l'autre côté et en arrière au terrain présentement vendu et en face à la ligne du Québec Central—avec les bâtisses y érigées".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis-de-Westbury, (East Angus), district de Saint-François, MARDI, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE, à DIX a.m.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, le 7 septembre 1937.
4867–37–2–o
[Première publication, le 11 septembre 1937]

seventeen and eighteen, at its intersection with the South side of the Basin road; Thence towards the East on a length of six chains and fourteen links, to a post; Thence towards the South parallel to the said division line to the Saint Francis river; Thence in following the said river in all its contours, towards the West, to the said division line; and thence, towards the North, to the starting point. Less that part of land sold to the Quebec Central, less again that other part measuring about twenty five feet in depth by two hundred feet in width, bounded on a side by the line of Moleon Lepitre and on the other side and in the rear by the land presently sold and in the front by the line of Quebec Central—with buildings thereon erected".

To be sold at the door of the parochial church of Saint Louis de Westbury, (East Angus), TUESDAY, the TWELFTH day of OCTOBER next, at TEN a.m.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 7th of September, 1937.
4868—37–2–o
[First publication, on September the 11th, 1937]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières. No 4501 } LA CAISSE POPULAIRE DE ST - SEVERIN DE PROULXVILLE, corporation légalement constituée, ayant son siège social à St-Sévérin de Proulxville, Co. Champlain, district de Trois-Rivières, demanderesse; vs IRENEE CARPENTIER ET ERNEST LANGEVIN, tous deux de St-Sévérin de Proulxville, district de Trois-Rivières, défendeurs.

Comme appartenant à Irénée Carpentier, l'un des dits défendeurs, l'immeuble suivant savoir:

"Une terre située en la paroisse de St-Sévérin de Proulxville, dans le rang de la côte St-Paul, contenant deux arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur sans garantie de mesures précises, bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres du rang de la côte St-Louis, d'un côté par Edouard Gignac et de l'autre côté par Hormisdas Vallerand, laquelle dite terre est connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Stanislas sous le numéro cent neuf, (No 109), avec maison et autres bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Sévérin de Proulxville, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE 1937, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif.
Bureau du Shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 8 sept. 1937. 4885–37–2–o.
[Première publication, 11 septembre 1937]

TROIS-RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières. No. 4501 } LA CAISSE POPULAIRE DE ST - SEVERIN DE PROULXVILLE, a body politic and corporated, duly incorporated, having its head office at St-Sévérin de Proulxville, Co. Champlain, district of Trois-Rivières, plaintiff; vs IRENEE CARPENTIER & ERNEST LANGEVIN, both of St-Sévérin de Proulxville, district of Trois-Rivières, defendants.

As belonging to Irénée Carpentier, one of the said defendants, the following immoveable, namely:

A farm situate in the parish of St-Sévérin de Proulxville, in the Côte St. Paul range, measuring two arpents in front by twenty five arpents in depth without warranty of exact measurement, bounded in front by the public road, in depth by the lands of the Côte St. Louis range, on one side by Edouard Gignac and on the other side by Hormisdas Vallerand, the said farm is known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Stanislas under number one hundred and nine (No. 109)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Sévérin de Proulxville, on the THIRTEENTH day of OCTOBER, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, Sept. 8. 1937. 4886–37–2
[First publication, September 11th 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat de District.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières. No 3563 } LOUIS EUGENE RACINE, rentier du village de St-Wenceslas, district des Trois-Rivières, demandeur; vs GEOR-

FIERI FACIAS DE TERRIS

District Magistrate's Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières. No. 3563 } LOUIS EUGENE RACINE, annuitant, of the Village of St-Wenceslas, district of Trois-Rivières, plaintiff;

GES ARSENAULT, cultivateur, de la paroisse de St-Samuel de Horton, district des Trois-Rivières, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant savoir:

"Une terre située en la paroisse de St-Samuel de Horton, dans le troisième rang du Canton de Horton, contenant six arpents de largeur, sur la profondeur des terres du dit rang, et connue et désignée sous le numero cent douze (112) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour le troisième rang du canton de Horton, avec maison et autres bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Samuel de Horton, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE 1937, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER,
Trois-Rivières, 8 septembre 1937.
4887-37-2-o

[Première publication, 11 septembre 1937]

vs GEORGES ARSENAULT, farmer, of the parish of St-Samuel de Horton, district of Trois-Rivières, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immoveable, namely:

A farm situate in the parish of St-Samuel de Horton, in the third range of the Township of Horton, measuring six arpents in width, by the depth of the lands of the said range, and known and designated under number one hundred and twelve (112) of the official cadastre of the County of Nicolet, for the third range of the Township of Horton—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Samuel de Horton, on the FOURTEENTH day of OCTOBER, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, Sept. 8, 1937. 4888-37-2.

[First publication, September 11th, 1937]

Ministère du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49), avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que l'Aluminum Company of Canada, Limited et le Syndicat Catholique National des Employés de l'Aluminum Company of Canada Ltd., lui ont conjointement présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Aluminum Company of Canada, Limited,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique National des Employés de la Aluminum Company of Canada Limited,

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I. *a. Juridiction territoriale.*

La juridiction territoriale de la présent convention comprend la ville des Chûtes Shawinigan.

b. Jurjdiction industrielle.

La présente convention régit les employés payés à l'heure dans l'industrie de l'aluminium, même s'ils doivent exécuter des travaux appartenant à d'autres métiers ou à d'autres industries.

II. *a.* Les taux de salaires seront les suivants à compter du 1er du mois suivant la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente convention; les taux de salaires des employés non payés à l'heure ou faisant partie de classes non mentionnées dans la cédule suivante seront sujets à entente privée entre l'employeur et l'employé.

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Act respecting Workmen's wages (1 Geo. VI, Chapter 49), notice is given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the Aluminum Company of Canada, Limited and the "Syndicat Catholique National des Employés de la Aluminum Company of Canada Limited", have jointly presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Aluminum Company of Canada Limited,

And, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat Catholique National des Employés de la Aluminum Company of Canada Limited.

be rendred obligatory for the employers and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

I. *a.—Territorial Jurisdiction:*

The territorial jurisdiction of this collective agreement comprises the city of Shawinigan Falls.

b.—Industrial jurisdiction:

This agreement shall apply to employees of the industry of the aluminum industry payed by the hour, even if they have to perform works pertaining to other trades or other industries.

II. *a.* The rates of wages shall be the following from the 1st of the month following the publication in the *Quebec Official Gazette* of the order in council approving the present agreement; the rates of wages of employees not paid by the hour or being in a class not mentioned in the following schedule are subject to private agreement between the employer and the employee.

Taux minima des salaires par heure (cents). No.	*Occupation*	*Taux*	*Minimum Wage Rates in cents per hour.* No.	*Occupation*	*Rate*
1.	Analyste	32	1.	Analyst	32
2.	Analyste, aide	26	2.	Analyst-Assistant	26
3.	Préposé au recuit	42	3.	Annealer	42
4.	Apprenti	26	4.	Apprentice	26
5.	Forgeron	46	5.	Blacksmith	46
6.	Forgeron, aide	40	6.	Blacksmith-assistant	40
7.	Faiseur de boîtes	42	7.	Boxmaker	42
8.	Briqueteur	56	8.	Bricklayer	56
9.	Opérateur de tréfileurie	46	9.	Cabler	46
10.	Opérateur de tréfilerie, aide	40	10.	Cabler-assistant	40
11.	Changeur d'électrodes	48	11.	Carbon changer	48
12.	Charpentier (menuisier)	56	12.	Carpenter	56
13.	Charretier	40	13.	Carter	40
14.	Preneur	46	14.	Catcher	46
15.	Preneur, novice	42	15.	Cather-beginner	42
16.	Chimiste, aide	40	16.	Chemist-assistant	40
17.	Commis	42	17.	Clerk	42
18.	Commis junior	34	18.	Clerk-junior	34
19.	Opératuer de ponts roulants	48	19.	Craneman	48
20.	Opérateur de ponts roulants, novice	40	20.	Craneman-beginner	40
21.	Opératuer de presses foreuses	40	21.	Drill press operator	40
22.	Electricien	46	22.	Electrician	46
23.	Electricien, aide	40	23.	Electrician-assistant	40
24.	Chauffeur, division de la refusion	54	24.	Fireman-remelt	54
25.	Chauffeur, aide	44	25.	Fireman-assistant	44
26.	Employé junior, magasin	26	26.	Floorman-storeroom	26
27.	Contremaître	50	27.	Foreman	50
28.	Sous-Contremaître	46	28.	Foreman-assistant	46
29.	Homme à tout faire	42	29.	Handyman	42
30.	Cuviste, chef	60	30.	Head potman	60
31.	Cuviste, sous-chef	54	31.	Head potman helper	54
32.	Essayeur, chef	46	32.	Head tester	46
33.	Concierge	40	33.	Janitor	40
34.	Manoeuvre	40	34.	Labourer	40
35.	Opérateur de tours	42	35.	Lathe operator	42
36.	Machiniste	56	36.	Machinist	56
37.	Machiniste aide	44	37.	Machinist-assistant	44
38.	Installateur de machinerie	46	38.	Millwright	46
39.	Installateur de machinerie, aide	40	39.	Millwright-assistant	40
40.	Peintre	46	40.	Painter	46
41.	Mécanicien en tuyauterie	46	41.	Pipefitter	46
42.	Mécanicien en tuyauterie, aide	40	42.	Pipefitter-assistant	40
43.	Cuviste	48	43.	Potman	48
44.	Couleur, division de la refusion	46	44.	Pourer-remelt	46
45.	Couleur, aide	42	45.	Pourer-assistant	42
46.	Opérateur, usine génératrice	44	46.	Power House operator	44
47.	Aide, usine génératrice	34	47.	Power House Helper	34
48.	Faiseur de rouleaux	42	48.	Reelmaker	42
49.	Opérateur de machines à enrouler	40	49.	Reelman	40
50.	Gréeur	50	50.	Rigger	50
51.	Gréeur, aide	40	51.	Rigger-assistant	40
52.	Echantillonneur	26	52.	Sampler	26
53.	Marqueur au pochoir	40	53.	Stenciller	40
54.	Garde-magasin, aide	40	54.	Storekeeper, assistant	40
55.	Balayeur	40	55.	Sweeper	40
56.	Ouvrier de coulée	52	56.	Tapper	52
57.	Cuviste, préposé à la coulée	48	57.	Tapping potman	48
58.	Essayeur	38	58.	Tester	38
59.	Essayeur, aide	26	59.	Tester-assistant	26
60.	Pointeur	40	60.	Timekeeper	40
61.	Pointeur, aide	26	61.	Timekeeper-assistant	26
62.	Conducteur de binards automoteurs	46	62.	Trucker	46
63.	Cond. de binards automoteurs, novice	42	63.	Trucker-beginner	42
64.	Gardien	40	64.	Watchman	40
65.	Peseur	40	65.	Weigher	40
66.	Soudeur	46	66.	Welder	46
67.	Soudeur, aide	40	67.	Welder-assistant	40
68.	Opérateur, machine d'étirage	42	68.	Wire drawer	48
69.	Opérateur, machine d'étirage 6 1er mois.	42	69.	Wire Drawer, first 6 months	42

b. Le taux de salaire d'un employé, en vigueur le dernier jour du mois au cours duquel ladite convention sera publiée, ne sera pas réduit par l'employeur même si ce taux est plus élevé que le

b. The employer shall not decrease any employee's rate in effect the last day of the month during said agreement so published, even though said rate be higher than the minimum specified

minimum spécifié dans la cédule donnée au paragraphe *a*, à moins que les devoirs de cet employé ne soient changés.

c. Tout employé payé à l'heure recevra au moins, mais pas nécessairement plus que le taux minimum spécifié dans la cédule apparaissant au paragraphe *a* pour le genre particulier de travail accompli, quoique le dit taux minimum puisse être supérieur ou inférieur au taux en vigueur pour l'occupation ou le métier régulier de cet employé au service de l'employeur.

III. Excepté en cas de nécessité ou d'urgence, la durée du travail pour la Compagnie n'excédera en aucun mois une moyenne de huit heures par jour calculée sur le nombre de jours de travail régulier du dit mois, mais cette restriction ne s'appliquera qu'aux employés payés à l'heure.

IV. A la demande de l'employeur, tout employé payé à l'heure devra, après ses heures régulières de travail, continuer l'ouvrage à son taux régulier pour une période ne dépassant pas une heure. Le dit employé pourra toutefois, si l'employeur l'y autorise, travailler plus longtemps mais au même taux régulier. Lorsque, trente minutes ou plus après avoir quitté l'ouvrage, un employé payé à l'heure, répondant à l'appel de l'employeur retournera au travail, le dit employé sera remunéré à son taux régulier pour au moins deux heures.

V. Excepté pour les employés occupés à des opérations continues et dans les cas de nécessité ou d'urgence, il n'y aura pas de travail les dimanches ni le Jour de l'An, la fête de l'Epiphanie, la fête de l'Ascension, la fête de St-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération, la fête du Travail, la fête de la Toussaint, la fête de l'Immaculée Conception et le jour de Noël.

VI. Après un an de services ininterrompus pour l'employeur, tout employé payé à la semaine ou au mois, aura droit à une vacance de deux semaines par année avec paie, et à compter du 1er janvier 1938 jusqu'à l'expiration de cette convention ou de tout renouvellement d'icelle, tout employé payé à l'heure aura droit chaque année à une vacance d'une journée par année de services ininterrompus pour l'employeur avec paie au taux prévalant pour sa catégorie sans extra. Ces vacances seront prises au temps qui conviendra à l'employeur et elles seront sujettes aux autres règlements que celle-ci jugera opportuns.

VII. L'employeur aura le droit exclusif d'employer, destituer, transférer, suspendre, promouvoir, et démettre ses employés et de prendre toutes autres dispositions à leur sujet, mais dans l'exercice de ce droit elle tiendra compte du caractère, de l'habileté, des conditions de famille, de la longueur du service, du lieu de résidence de ses employés et elle agira sans préjudice pour ou contre aucun d'entre eux à raison de sa race, de sa nationalité, de ses croyances ou de son affiliation à quelque organisation légalement constituée. Tout employé ou ex-employé qui aura raison d'être mécontent de la manière dont l'employeur aura agi dans l'exercice de ce droit pourra dans les dix jours de la date où l'acte aura été posé requérir l'employeur de reconsidérer sa décision, et l'employeur devra alors le faire, mais le statut de l'employé ou de l'ex-employé restera pendant l'enquête conforme à la décision sous reconsidération.

VIII. Ni l'employeur, ni le Syndicat, ne devront contraindre ou forcer directement ou indirectement, aucun des employés de l'employeur à faire ou à ne pas faire partie d'une association ou d'une organisation légalement constituée.

IX. Après l'adoption de cette convention pour

in the Schedule appearing in paragraph *a* unless the duties of the employee should be changed.

c. Each employee paid by the hour shall receive at least, but not necessarily more than the minimum rate specified in the Schedule appearing in paragraph *a* for the class of work actually performed, even though said rate may be higher or lower than the rate for said employee regular trade or occupation in the employer's service.

III. Except in cases of necessity or urgency, the duration of labour for the employer shall not exceed 8 hours per working day averaged through the regular working days of each calendar month, but this limitation of hours shall apply only to employees paid by the hour.

IV. The employer may require any hourly paid employee to continue work, at his regular rate, for as long as one hour beyond the regular quiting time of said employee, who, however, may work still longer, also at his regular rate, if the employer should so authorize. When, in response to the employer's call, an hourly paid employee returns to work after the expiration of thirty minutes or more free from duty, said employee shall receive pay, at his regular rate, for at least two hours.

V. Except for persons employed in continuous operations and in cases of necessity or urgency, there shall be no work on Sundays and on New Year's Day, Feast of the Epiphany, Feast of the Ascension, Feast of St. John the Baptist, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day, Feast of the Immaculate Conception and Christmas.

VI. After one year of continuous service for the employer each employee paid by the week or month shall be entitled to a vacation of two weeks per calendar year with pay and, beginning 1st January, 1938, and continuing until the termination of this Agreement and any renewal, each employee paid by the hour shall be entitled to a vacation each calendar year, with pay at his then prevailing base rate without extras, of one day for each year of continuous service with the employer. Vacations shall be arranged at a time satisfactory to the employer and subject to other regulations of the employer.

VII. The right to employ, dismiss, transfer suspend, promote, demote and otherwise deal with the employer's employees belongs exclusively to the employer but the exercise of such right shall be with due regard for character, ability, family status, length of service and place of residence and without prejudice for or against any employee because of race, nationality, creed or affiliation with any lawful organization. Any employee or ex-employee reasonably dissatisfied with exercise of such right may ask the employer within ten days after said action for a review of the action and the employer shall be obliged to review the case, but during the investigation the status of the employee or ex-employee shall remain as determined by the exercise of said right.

VIII. Neither the employer nor the Syndicate shall coerce or force, directly or indirectly, any of the employer's employees to join or not to join any lawful association or organization.

IX. When this agreement has been adopted

le tout ou pour partie, les parties à la dite convention devront former un comité conjoint chargé de surveiller et d'assurer l'application de la convention, de ses modifications, et de ses renouvellements et ce, conformément à une entente spéciale intervenue entre elles.

X. Cette Convention entrera en vigueur le jour de sa signature par celle des deux parties qui la signera en dernier lieu et elle restera en vigueur jusqu'au trente et un décembre 1938, après quoi elle se renouvellera d'elle-même d'année en année à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre, au moins trente jours avant l'un des renouvellements, avis par écrit qu'elle entend mettre fin à la Convention.

XI. Rien dans la présente Convention ne doit s'interpréter comme une renonciation à aucun des droits ou obligations de l'employeur ou d'aucun de ses employés ou du Syndicat en vertu de dispositions législatives fédérales ou provinciales actuellement en vigueur et y applicable.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 17 juillet, 1937. 4903-o

in whole or in part, the contracting parties shall form a joint committee charged with the supervision and the carrying out of the said agreement, of its modificatons and of its renewal and that, in conformity with the special agreement entered into between them.

X. This agreement shall come into force the day of signing of it by the party second to sign and shall remain in force until the 31st of December, 1938, after which it shall renew itself automatically from year to year unless written notification of intention to terminate the Agreement be given by one of the contracting parties to the other at least thirty days before any automatic renewal.

XI. Nothing herein shall be construed as a waiver of any right or obligation of the employer or of any employee or of the Syndicate under any present applicable Federal or Provincial Law.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 17, 1937. 4904-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, ch. 49), avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que la "Aluminum Company of Canada, Limited" et le Syndicat Catholique National de l'Industrie de l'Aluminium d'Arvida, lui ont conjointement présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Aluminum Company of Canada, Limited".

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique National de l'Industrie de l'Aluminium d'Arvida.

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie visée suivant les conditions ci-après:

I.—*a) Juridiction Territoriale:*
La juridiction territoriale de la présente convention comprend la ville d'Arvida.

b) Juridiction Industrielle:
La présente convention régit les employés payés à l'heure de l'industrie de l'aluminium, même s'ils doivent exécuter des travaux appartenant à d'autres métiers ou d'autres industries.

II.—*a) Taux de salaires:*
Les taux de salaires seront les suivants à compter du 1er jour du mois après la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente convention; les taux de salaires des employés non payés à l'heure ou faisant partie de classes non mentionnées dans la cédule suivante seront sujets à entente privée entre l'employeur et l'employé.

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 5 of the Act respecting workmen's wages, (I Geo. VI, Ch. 49), notice is given by the honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the Aluminum Company of Canada, Limited and "Le Syndicat Catholique National de l'Industrie de l'Aluminium d'Arvida", have jointly presented, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered, into between:

ON THE ONE PART:

The Aluminum Company of Canada, Limited,

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat Catholique National de l'Industrie de l'Aluminium d'Arvida".

be rendered obligatory for the employers and employees of the trade mentioned, according to the following conditions:

I. *a) Territorial jurisdiction :*
The territorial jurisdiction of this agreement comprises the town of Arvida.

b) Industrial jurisdiction :
This agreement shall apply to employees of the industry of the aluminum industry paid by the hour even if they have to perform works pertaining to other trades or other industries.

II. *a) Rates of wages :*
The rates of wages shall be the following from the 1st day of the month following the publication in the *Quebec Official Gazette* of the order in council approving the present agreement; the rates of wages of employees not paid by the hour or being in the class not mentioned in the following schedule are subject to private agreement between the employer and employee.

Taux minima des salaires par heure (cents)

No	Nomenclature	Taux
1.	Analyste de routine, 1ière année	35
2.	Analyste de routine, 2ième année	40
3.	Analyste de routine, 3ième année	45
4.	Apprenti, 1ère année	25
5.	Apprenti, 2ième année	30
6.	Apprenti, 3ième année	35
7.	Apprenti, 4ième année	45
8.	Commis, magasin des outils	50
9.	Enrouleur d'induits	70
10.	Forgeron	55
11.	Forgeron, aide	45
12.	Opérateur de bouilloires, certificat de 4ième classe	55
13.	Opérateur de bouilloires, certificat de 3ième classe	62
14.	Opérateur de bouilloires, certificat de 2ième classe	70
15.	Garçons, en dessous de 18 ans	25
16.	Garçons, de 18 à 21 ans	30
17.	Serre-frein, locomotive à gazoline	48
18.	Serre-frein, locomotive à vapeur	50
19.	Briqueteur	75
20.	Briqueteur, aide	45
21.	Empaqueteur	45
22.	Changeur d'électrodes	51
23.	Charpentier (menuisier)	55
24.	Charpentier (menuisier), aide	45
25.	Charretier avec attelage simple	55
26.	Charretier avec attelage double	70
27.	Finisseur de ciment	55
28.	Chaîneur	50
29.	Commis	55
30.	Commis, junior	45
31.	Préposé aux transporteurs	48
32.	Préposé à l'accrochage, ponts roulants	45
33.	Opérateurs de ponts roulants	47
34.	Opérateurs de ponts roulants, salles des cuves	49
35.	Réparateur de ponts roulants	55
36.	Conducteur, locomotive à gazoline	52
37.	Conducteur, locomotive à vapeur	60
38.	Conducteur de chevaux	40
39.	Conducteur de binards automoteurs : à gazoline ou électriques	49
40.	Chauffeur de camions (magasin)	50
41.	Déchargeur	45
42.	Electricien	60
43.	Electricien, aide	50
44.	Opérateur de grues, pour un tambour	50
45.	Opérateur de grues, pour deux tambours	55
46.	Opérateur de grues, pour trois tambours	60
47.	Chauffeur	50
48.	Agusteur de machines	60
49.	Ajusteur de machines, aide	45
50.	Second de tableau, station des convertisseurs	48
51.	Contremaître	60
52.	Contremaître, sous	55
53.	Contremaître de ligne, salles des cuves	70
54.	Chef d'équipe	55
55.	Jardinier	45
56.	Graisseur	50
57.	Cuviste, chef	60
58.	Cuviste, sous-chef	55
59.	Nettoyeur des échangeurs de chaleur	55
60.	Manœuvre préposé aux locomotives	50
61.	Inspecteur	55
62.	Inspecteur de machinerie	65
63.	Préposé aux instruments, usine Bayer	60
64.	Concierge	45
65.	Manœuvre	45
66.	Journalier, construction	40
67.	Poseur de toiles, filtres-presses, Usine Bayer	50

Minimum wage rates in cents per hour

No.	Occupation	Rate
1.	Analyst—routine, 1st year	35
2.	Analyst—routine, 2nd year	40
3.	Analyst—routine, 3rd year	45
4.	Apprentice, 1st year	25
5.	Apprentice, 2nd year	30
6.	Apprentice, 3rd year	35
7.	Apprentice, 4th year	45
8.	Attendant—toolroom	50
9.	Armature winder	70
10.	Blacksmith	55
11.	Blacksmith assistant	45
12.	Boiler operator, 4th class certificate	55
13.	Boiler operator, 3rd class certificate	62
14.	Boiler operator, 2nd class certificate	70
15.	Boy—under 18 years	25
16.	Boy—18 to 21 years	30
17.	Brakeman—gazoline locomotive	48
18.	Brakeman—steam locomotive	50
19.	Bricklayer	75
20.	Bricklayer—helper	45
21.	Bundler	45
22.	Carbon changer	51
23.	Carpenter	55
24.	Carpenter—helper	45
25.	Carter—1 horse	55
26.	Carter—2 horses	70
27.	Cement finisher	55
28.	Chainman	50
29.	Clerk	55
30.	Clerk junior	45
31.	Conveyor man	48
32.	Crane hooker	45
33.	Craneman	47
34.	Craneman—potroom	49
35.	Crane repairman	55
36.	Driver—Gasoline locomotive	52
37.	Driver—steam locomotive	60
38.	Driver—team	40
39.	Driver—truck (gas or electric)	49
40.	Driver—truck (stores)	50
41.	Dumper	45
42.	Electrician	60
43.	Electrician—assistant	50
44.	Engineman—hoist, 1 drum	50
45.	Engineman—hoist 2 drums	55
46.	Engineman—hoist, 3 drums	60
47.	Fireman	50
48.	Fitter	60
49.	Fitter-assistant	45
50.	Floorman—rotary station	48
51.	Foreman	60
52.	Foreman—assistant	55
53.	Foreman—line potroom	70
54.	Gang leader	55
55.	Gardener	45
56.	Greaser	50
57.	Head potman	60
58.	Head potman—assistant	55
59.	Heaterman	55
60.	Hostler—engine	50
61.	Inspector	55
62.	Inspector mechanical equipment	60
63.	Instrumentman—ore plant	60
64.	Janitor	45
65.	Labourer—general	45
66.	Labourer—construction	40
67.	Leafman	50

No	Nomenclature	Taux
68.	Poseur de lattes	50
69.	Chargeur de fours, cuisson des électrodes	45
70.	Machiniste	65
71.	Vérificateur, matériel	50
72.	Vérificateur, métaux	50
73.	Mécanicien, entretien général	60
74.	Installateur de machinerie	60
75.	Installateur de machinerie, aide	50
76.	Préposé aux mélanges, usines des électrodes	45
77.	Opérateur de malaxeur à béton	50
78.	Mouleur	60
79.	Mouleur, aide	45
80.	Huileur	50
81.	Opérateur à la calcination	47
82.	Opérateur de compresseurs	50
83.	Opérateur de grues sur locomotives	60
84.	Opérateur, usine électrique	55
85.	Opérateur de presses: Elmes	49
86.	Opérateur de fournaise: Lectromelt	50
87.	Opérateur de machines (atelier de mécanique)	55
88.	Opérateur, usine Bayer	55
89.	Opérateur, usine Bayer, aide	52
90.	Opérateur, préparation du charbon de remplissage	50
91.	Opérateur de broyeurs à rôuleaux	50
92.	Opérateur de tracteurs	50
93.	Opérateur de presses foreuses	50
94.	Peintre	55
95.	Patronneur-modeleur	80
96.	Mécanicien en tuyauterie	55
97.	Plâtrier	70
98.	Artisan, acier en plaques	60
99.	Artisan, acier en plaques, aide	45
100.	Plombier	55
101.	Raccordeur de cuves	49
102.	Cuviste	49
103.	Couleur, division de la refusion	49
104.	Préposé aux pompes	55
105.	Manœuvre sur avier de renforcement	45
106.	Réparateur, revêtement des cuves	49
107.	Réparateur de fours, cuisson des électrodes	47
108.	Gréeur	60
109.	Gréeur, aide	45
110.	Jalonneur	50
111.	Couvreur	55
112.	Echantillonneur	45
113.	Préposé aux balances	47
114.	Opérateur de pelles	75
115.	Poseur d'appareils de chauffage	55
116.	Gardien-chauffeur de bouilloires	50
117.	Balayeur	45
118.	Poseur de tuile et terrazo	55
119.	Foulonnier	49
120.	Ouvrier de coulée	51
121.	Garde-machine, station des convertisseurs	50
122.	Essayeur	45
123.	Pointeur	50
124.	Ferblantier	60
125.	Décharger, carbonate sodique et chaux	48
126.	Déchargeur de fours, cuisson des électrodes	45
127.	Gardien	51
128.	Peseur	49
129.	Soudeur	65
130.	Soudeur, aide	45

b) Le taux de salaire d'un employé, en vigueur le dernier jour du mois au cours duquel ladite convention sera publié, ne sera pas réduit par l'employeur même si ce taux est plus élevé que le minimum spécifié dans la dite cédule, à moins que les devoirs de cet employé ne soient changés.

No.	Occupation	Rate
68.	Lather	50
69.	Loader—carbon baking furnace	45
70.	Machinist	65
71.	Material checker	50
72.	Metal checker	50
73.	Mechanic—general maintenance	60
74.	Millwright	60
75.	Millwright—assistant	50
76.	Mixer man—carbon plant	45
77.	Mixer runner—concrete	50
78.	Moulder	60
79.	Moulder-assistant	45
80.	Oiler	50
81.	Operator—calciner	47
82.	Operator—compressor	50
83.	Operator—crane (locomotive)	60
84.	Operator—electrical department	55
85.	Operator—Elmes press	49
86.	Operator—electromelt furnace	50
87.	Operator—machine (machine shop)	55
88.	Operator—ore plant	55
89.	Operator—ore plant (assistant)	52
90.	Operator—packing material plant	50
91.	Operator—rod mill	50
92.	Operator—tractor	50
93.	Operator—drill press	50
94.	Painter	55
95.	Patternmaker	80
96.	Pipefitter	55
97.	Plasterer	70
98.	Plate worker	60
99.	Plate worker—assistant	45
100.	Plumber	55
101.	Pot connector	49
102.	Potman	49
103.	Pourer—remelt	49
104.	Pumpman	55
105.	Reinforcing steel labourer	45
106.	Repairman—pot lining	49
107.	Repairman—carbon baking furnace	47
108.	Rigger	60
109.	Rigger-assistant	45
110.	Rodman	50
111.	Roofer	55
112.	Sampler	45
113.	Scaleman	47
114.	Shovel runner	75
115.	Steamfitter	55
116.	Stoker	50
117.	Sweeper	45
118.	Setter—tile and terrazzo	55
119.	Tamper	49
120.	Tapper	51
121.	Tender—machine (rotary station)	50
122.	Tester	45
123.	Timekeeper	50
124.	Tinsmith	60
125.	Unloader—soda and lime	48
126.	Unloader—carbon baking furnace	45
127.	Watchman	51
128.	Weigher	49
129.	Welder	65
130.	Welder—assistant	45

b) The employer shall not decrease any employee's rate in effect the last day of the month during which said agreement is so published, even though said rate be higher than the minimum specified by the afore-mentioned schedule, unless the duties of the employee should be changed.

c) Tout employé payé à l'heure recevra au moins, mais pas nécessairement plus que le taux minimum spécifié dans la dite cédule pour le genre particulier de travail accompli, quoique le dit taux minimum puisse être supérieur ou inférieur au taux en vigueur pour l'occupation ou le métier régulier de cet employé au service de l'employeur.

III.—Excepté en cas de nécessité ou d'urgence, la durée du travail pour l'employeur n'excèdera en aucun mois une moyenne de huit heures par jour calculée sur le nombre de jour de travail réguliers du dit mois, mais cette restriction ne s'appliquera qu'aux employés payés à l'heure.

IV.—*a*) A la demande de l'employeur, tout employé payé à l'heure devra, après ses heures régulières de travail, continuer l'ouvrage à son taux régulier pour une période ne dépassant pas une heure. Le dit employé pourra toutefois, si l'employeur l'y autorise, travailler plus longtemps mais au même taux régulier.

b. Lorsque, trente minutes ou plus après avoir quitté l'ouvrage, un employé payé à l'heure, répondant à l'appel de l'employeur, retournera au travail,le dit employé sera rémunéré à son taux régulier pour au moins deux heures.

V.—Excepté pour les employés occupés à des opérations continues et dans les cas de nécessité ou d'urgence, il n'y aura pas de travail les dimanches ni le jour de l'An, la fête de l'Epiphanie, la fête de l'Ascension, la fête de St-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération, la fête du Travail, la fête de la Toussaint, la fête de l'Immaculée Conception et le jour de Noël.

VI.—Après un an de service ininterrompus pour l'employeur, tout employé payé à la semaine ou au mois, aura droit à une vacance de deux semaines par année avec paie et, à compter du 1er janvier 1938 jusqu'à l'expiration de cette convention ou de tout renouvellement d'icelle, tout employé payé à l'heure aura droit chaque année à une vacance d'une journée par année de services ininterrompus pour l'employeur avec paie au taux prévalant pour sa catégorie sans extra. Ces vacances seront prises au temps qui conviendra à l'employeur et elles seront sujettes aux autres règlements que celle-ci jugera opportuns.

VII.—L'employeur aura le droit exclusif d'employer, destituer, transférer, suspendre, promouvoir, et démettre ses employés et de prendre toutes autres dispositions à leur sujet, mais dans l'exercice de ce droit il tiendra compte du caractère, de l'habileté, des conditions de famille, de la longueur du service, du lieu de résidence de ses employés et il agira sans préjudice pour ou contre aucun d'entre eux à raison de sa race, de sa nationalité, de ses croyances ou de son affiliation à quelque organisation légalement constituée. Tout employé ou ex-employé qui aura raison d'être mécontent de la manière dont l'emploÿeur aura agi dans l'exercice de ce droit pourra dans les dix jours de la date où l'acte aura été posé requérir l'employeur de reconsidérer sa décision, et l'employeur devra alors le faire, mais le statut de l'employé ou de l'ex-employé restera pendant l'enquête conforme à la décision sous reconsidération.

VIII.—Ni l'employeur, ni le Syndicat, ne devront contraindre ou forcer directement ou indirectement, aucun des employés de l'employeur à faire ou à ne pas faire partie d'une association ou d'une organisation légalement constituée.

IX.—Après l'adoption de cette convention pour le tout ou pour partie, les parties contractantes devront former un comité conjoint chargé de surveiller et d'assurer l'application de ladite convention, de ses modifications et de ses renou-

c) Each employee paid by the hour shall receive at least, but not necessarily more than, the minimum rate specified by the afo re-mentioned schedule for the class of work actually performed, even though said rate may be higher or lower than the rate for said employee's regular trade or occupation in the employer's service.

III. Except in cases of necessity or urgency, the duration of labour for the employer shall not exceed 8 hours per working day averaged through the regular working days of each calendar month, but this limitation of hours shall apply only to employees paid by the hour.

IV. *a*) The employer may require any hourly paid employee to continue work, at his regular rate, for as long as one hour beyond the regular quitting time of said employee, who, however, may work still longer, also at his regular rate, if the employer should so authorize.

b) When, in response to the employer's call, an hourly paid employee returns to work after the expiration of thirty minutes or more free from duty, said employee shall receive pay, at his regular rate, for at least two hours.

V. Except for persons employed in continuous operations and in cases of necessity or urgency, there shall be no work on Sundays and on New Year's Day, Feast of the Epiphany, Feast of the Ascension, Feast of St. John the Baptist, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day, Feast of the Immaculate Conception and Christmas.

VI. After one year of continuous service for the employer, each employee paid by the week or month shall be entitled to a vacation of two weeks per calendar year with pay and, beginning 1st January, 1938, and continuing until the termination of this Agreement and any renewal, each employee paid by the hour shall be entitled to a vacation each calendar year, with pay at his then prevailing base rate without extras, of one day for each year of continuous service with the employer. Vacation shall be arranged at a time satisfactory to the employer and subject to other regulations of the employer.

VII. The right to employ, dismiss, transfer, suspend, promote, demote and otherwise deal with the employer's employees belong exclusively to the employer but the exercise of such right shall be with due regard for character, ability, family status, length of service and place of residence and without prejudice for or against any employee because of race, nationality, creed or affiliation with any lawful organization. Any employee or ex-employee reasonably dissatisfied with the exercise of any right may ask the employer within ten days after said action for a review of the action and the employer shall be obliged to review the case, but during the investigation the status of the employee or ex-employee shall remain as determined by the exercise of said right.

VIII. Neither the employer nor the Syndicat shall coerce or force, directly or indirectly, any of the employer's employees to join or not to join any lawful association or organization.

IX. When this agreement has been adopted in whole or in part, the contracting parties shall form a joint committee charges with the supervision and the carrying out of the said agreement, of its modifications and of its renewal

veliements et ce, conformément à l'entente spéciale faite entre elles.

X.—Cette convention entrera en vigueur le jour de sa signature par celle des deux parties qui la signera en dernier lieu et elle demeurera valide jusqu'au trente et un décembre 1938, après quoi elle se renouvellera d'elle-même d'année en année à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre au moins trente jours avant l'un des renouvellements avis par écrit qu'elle entend mettre fin à la Convention.

XI.—Rien dans la présente Convention ne doit s'interpréter comme une renonciation à aucun des droits ou obligations de l'employeur ou d'aucun de ses employés ou du Syndicat en vertu des dispositions législatives fédérales ou provinciales actuellement en vigueur et y applicables.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

J.-O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 18 septembre 1937. 4901-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49), avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que le Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de Jonquière et le Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de St-Joseph d'Alma, lui ont conjointement présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de Jonquière.
Le Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de St-Joseph d'Alma;

ET D'AUTRE PART:

Les patrons employeurs suivants: Gagnon & Compagnie Ltée; La Maison Canadienne Enrg.; Gustave Angers; Cantin & Frère; I.-W. Gagnon; Jos. Frs. Boivin; J.-L. Chayer Enrg.; Michaud & Perron Limitée; Patrick Gauthier; Le Vieux Poste, Enrg.; J. Laurent Lacroix; Henri Lacroix; J.-Adélard Jean; Bergeron & Fils; J.-H. Lévesque; Edouard Carignan; J.-O. Brodet; L.-W. Simard; Albert Fortin; Ville de Kénogami; C.-E. Tremblay; La Municipalité Scolaire du Village de Jonquière; J.-N. Lessard; Méridé Audet; Leblanc & Frère Ltée; Gérard Gauthier; P.-E.. Harvey; David Girard Enrg.; Garage Munger Limitée; Pierre Villeneuve; Jos. Gagnon & Frère; Leclerc & Houde Enrg.; Chez Brunelle Enrg.; La Ville de Jonquière; J.-Albert Bolduc; Magasin Central Enrg.; Le Magasin Delisle, Enrg.; Harvey & Frère, Enrg.; Léo Simard; Gagnon & Frère, Enrg.; Henri Simard; Justin Lefebvre; Armand Potvin; I. Beauchamp; Médecine Harvey; M.-R. Michaud; Ernest Lapointe; Trefflé Harvey; Wilfrid Gagnon, maire; Chs. Maltais; Médéric Perron; J.-A. Cloutier Enrg.; Ovila Audet; Eug. Boivin; Jos. Collard, maire; Elzéar Potvin; Magasin Parisien Enrg.; Paul Lasnier; F. Andischmidt; Nérée Lovver; A. A. Nadon;

and that, in corformity with the special agreement entered into between them.

X. This Agreement shall come into force the day of signing of it by the party second to sign and shall remain in force until the 31st day of December, 1938, after which it shall renew itself automatically from year to year unless written notification of intention to terminate the Agreement be given by one of the contracting parties to the other at least thirty days before any automatic renewal.

XI. Nothing herein shall be construed as a waiver of any rights or obligations of the employer or of any employee or of the Syndicat under any present applicable Federal of Provincial law.

During the thirty days following the publication of this notice the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

J. O'CONNELL-MAHER,
Department of Labour Secretary of Labour.

Quebec, September 18, 1937 4902-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Act respecting workmen's wages, (1 Geo. VI, ch. 49), notice is given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "Le Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de Jonquière" and "Le Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de St-Joseph d'Alma", have jointly presented him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de Jonquière",
Le Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de St-Joseph d'Alma";

And, ON THE OTHER PART:

The following employers: Gagnon & Compagnie Ltée; La Maison Canadienne Enrg.; Gustave Angers; Cantin & Frère; I.-W. Gagnon; Jos. Frs. Boivin; J.-L. Chayer Enrg.; Michaud & Perron Limitée; Patrick Gauthier; Le Vieux Poste, Enrg.; J. Laurent Lacroix; Henri Lacroix; J.-Adélard Jean; Bergeron & Fils; J.-H. Lévesque; Edouard Carignan; J.-O. Brodet; L.-W. Simard; Albert Fortin; Town of Kénogami; C.-E. Tremblay; Scholar Municipality of the village of Jonquière; J.-N. Lessard; Méridé Audet; Leblanc & Frère Ltée; Gérard Gauthier; P.-E. Harvey; David Girard Enrg; Garage Munger Limitée; Pierre Villeneuve; Jos. Gagnon & Frère; Leclerc & Houde Enrg.; Chez Brunelle Enrg.; The town of Jonquiere; J.-Albert Bolduc; Magasin Central Enrg.; Le Magasin Delisle Enrg.; Harvey & Frère, Enrg.; Léo Simard; Gagnon & Frère, Enrg.; Henri Simard; Justin Lefebvre; Armand Potvin; I. Beauchamp; Medecine Harvey; M.-R. Michaud; Ernest Lapointe; Trefflé Hervey; Wilfrid Gagnon, mayor; Chs. Maltais; Médéric Perron; J.-A. Cloutier Enrg.; Ovila Audet; Eug. Boivin; Jos. Collard, mayor; Elzéar Potvin; Magasin Parisien Enrg; Paul Lasnier; F. Andischmidt; Nérée Lovver; A. A. Nadon;

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions suivantes:—

I. *Juridiction territoriale:*
La présente convention s'applique aux villes de Jonquière, Kénogami, Arvida et St-Joseph d'Alma, avec un rayon de deux milles de leurs limites.

II. *Juridiction industrielle:*
La présente convention s'applique à toute personne, association ou corporation financière, industrielle ou commerciale ou de tout autre genre, ayant à son emploi un ou plusieurs employés des catégories mentionnées dans l'échelle de salaires de ladite convention.

III. *Etablissements financiers ou industriels:*
La semaine de travail dans les établissements financiers ou industriels sera de 44 heures, sans limitation quotidienne de la journée de travail.

IV. *Etablissements commerciaux: (commerce de détail)*
a. La semaine de travail dans les établissements commerciaux sera de 63 heures, sans limitation quotidienne de la journée de travail, mais l'heure de fermeture des établissements commerciaux de détail pour les villes de Jonquière et de Kénogami sera comme suit: Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à six heures p.m.; le samedi à dix heures p.m.; cependant, la veille d'une fête religieuse sera considérée comme un samedi quant à l'heure de fermeture.

Cependant, dans les restaurants, les heures de travail seront celles nécessitées par l'entreprise.

b. La semaine de travail dans les établissements commerciaux autres que ceux du détail sera de 44 heures par semaine sans limitation quotidienne de la journée de travail.

c. Toutefois si le système de double équipe devient nécessaire dans un établissement, les heures de travail seront réparties suivant les besoins de l'entreprise, pourvu qu'elles n'excèdent en aucun cas celles mentionnées à l'article III et aux paragraphes "a et b" de l'article IV, pour les catégories y mentionnées;

V. *a.* Les dimanches seront chômés, ainsi que les fêtes suivantes: Le Jour de l'An, Noël, L'Epiphanie, L'Ascension, La Toussaint, L'Immaculée Conception, la Fête du Travail, la St-Jean Baptiste, la Confédération, la Fête de Dollard.

b. Les fêtes légales et civiques seront également chômées dans le cas des employés mentionnés à l'article III et au paragraphe "b" de l'article IV.

VI.—*a.* Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

b. Tout travail sera rémunéré en espèces.

c. Tout travail exécuté le dimanche dans les restaurants sera rémunéré au taux ordinaire.

VII.—Les salaires suivants sont payables pour chacune des catégories d'employés tel qu'énuméré ci-après;

a. Corporations ou Institutions financières, sociétés ou compagnies industrielles, corporations municipales ou scolaires:

	par semaine
Gérant, comptable en chef (licencié ou non) Trésorier, Commis en chef	$45.00
Assistant-Gérant, Assistant Comptable en chef (licencié ou non), Assistant-Trésorier, Assistant-commis en chef	37.50

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trade and occupations concerned, according to the following conditions:

I.—*Territorial Jurisdiction:*—
The present agreement shall apply to the towns of Jonquiere, Kenogami, Arvida and St-Joseph d'Alma, with a radius of two miles from their limits.

II.—*Industrial Jurisdiction:*
The present agreement shall apply to any person, association or financial corporation, industrial or commercial, or of any other kind, employing one or more employees of the class mentioned in the scale of wages of the said agreement.

III.—*Financial or industrial establishments:*
In financial and industrial establishments the week of labour shall consist in 44 hours, without any daily limitation of the duration of labour.

IV.—*Commercial establishments: (Retail):*

a. In commercial establishments the week of labour shall consist of 63 hours, without any daily limitation of the duration of labour, but the closing hour in retail commercial establishments in the towns of Jonquiere and Kenogami shall be as follows: On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, at six o'clock p.m.; on Saturday at ten o'clock p.m.; however, the eve of religious holidays shall be considered as Saturday, and this, so far as closing hour is concerned.

However, in restaurants, the hours of labour shall those required by the enterprise.

b. In commercial establishments other than retail firms, the week of labour shall consist of 44 hours, without any daily limitation of the duration of labour.

c. Nevertheless, if double shift becomes necessary in an establishment, the hours of labour shall be divided according to the needs of the enterprise, provided that they do not exceed in any case those mentioned in Section III and in paragraphs *a* and *b* of Section IV, for the mentioned classes.

V.—*a.* There shall be no work on Sundays as well as on the following Holidays: New Year's Day, Christmas Day, Epiphany, Ascension-Day, All Saints day, Immaculate Conception day, Labour day, St. John Baptist day, Confederation day, Dollard's Day.

b. There shall be no work on legal and civic holidays in the case of employees mentioned in Section III and in paragraph *b* of Section IV.

VI.—*a.* Overtime work shall be paid time and a quarter.

b. All work shall be paid in cash.

c. All work done on Sunday in restaurants shall be paid at the regular rate.

VII.—The following rates of wages shall be paid for each class of employees as hereinafter mentioned:

a. Financial Corporations or Institutions, industrial societies or companies, municipal or scholar corporations:

	Per week
Manager, Chief accountant (licensed or not), Treasurer, Chief clerk	$45.00
Assistant-Manager, assistant Chief Accountant (licensed or not), assistant-treasurer, assistant chief clerk	37.50

	par semaine
Comptable (licencié ou non), Caissiers	35.00
Teneurs de livres, percepteurs	30.00

Pour l'application de la présente convention, le mot "commis" signifie dans cet article: Toute personne faisant du travail clérical dans un établissement financier ou industriel, et tout ce qui en dérive.

	par semaine
Commis, sténographes, dactylographes	$25.00
Secrétaire-trésorier de Municipalité rurale	20.00

Commis juniors et sténographes, dactylographes:

	par semaine
Pour la première année de service	$10.00
Pour la deuxième année de service	13.00
Pour la troisième année de service	18.00
Pour la quatrième année de service	22.00
Pour la cinquième année de service et plus	25.00

Proviso:

Dans le cas des corporations municipales et scolaires, si plus d'une des fonctions ou charges énoncées au présent paragraphe étaient exercées simultanément par un même employé, les dispositions des présentes ne s'appliqueront qu'à la fonction ainsi exercée pour laquelle le salaire fixé par l'échelle ci-dessus est le plus élevé et qui sera alors considéré comme *Fonction Principale*, le salaire pour les autres fonctions ainsi exercées et qui seront alors considérées comme secondaires, restera matière conventionnelle entre l'employeur et l'employé.

b. Etablissements commerciaux: (Commerce de détail).

	par semaine
Gérant	$35.00
Comptable (licencié ou non), teneurs de livres, caissiers, percepteurs	25.00

Pour les fins de la présente convention, le mot "commis" signifie et désigne toute personne du sexe masculin, agée de 16 ans ou plus, employée dans un établissement de commerce, tel que défini au présent paragraphe et préposé à la vente de toutes choses pouvant faire légalement l'objet d'un contrat de vente.

Commis:

	par semaine
Pour la première année de service	$ 7.00
Pour la deuxième année de service	10.00
Pour la troisième année de service	15.00
Pour la quatrième année de service	18.00
Pour la cinquième année de service	20.00
Pour la sixième année de service	22.00
Après la dixième année de service	30.00
Personnel supplémentaire	$0.35 de l'heure.
Commis livreur sollicitant des commandes à domicile	$18.00 par semaine.

Livreurs à domicile:

	par semaine
Pour la première année de service	$ 7.00
Pour la deuxième année de service	10.00
Pour la troisième année de service	15.00
Pour la quatrième année de service	18.00

Solliciteurs à commission:

	par semaine
Pour les premiers six mois	$ 7.00
De six mois à un an	12.00
De un an à deux ans	15.00
Après deux ans	20.00

	Per week
Accountant (licensed or not), cashiers	35.00
Bookkeepers, receivers	30.00

For the enforcement of the present agreement, the word "clerk" means any person doing clerical work in a financial or industrial establishment or anything having any connection with such work.

	Per week
Clerks, stenographers, dactylographers	$25.00
Secretary-treasurer of rural municipality	20.00

Junior clerks and stenographers, dactylographers:

	Per week
For the first year of service	$ 10.00
For the second year of service	13.00
For the third year of service	18.00
For the fourth year of service	22.00
For the fifth year of service and after	25.00

Proviso:

In the case of municipal and scholar corporations, if more than one occupation enumerated in the present paragraph are fullfilled simultaneously by the same employee, the provisions of the present agreement shall apply only to the occupation so fullfilled, the salary fixed by the hereinabove schedule of which is the highest and which shall be considered as *Main Occupation*, the wages for the other occupations so fullfilled and that shall be considered accessory, shall remain a conventional matter between employer and employee.

b. Commercial establishments: (Retail):

	Per week
Manager	$35.00
Accountant (licensed or not), bookkeepers, cashiers, receivers	25.00

For the purpose of the enforcement of the present agreement, the word "clerk" means and designates any male person aged of 16 years or more, employed in a commercial establishment, as defined in the present paragraph and charged with the sale of anything that can be sold legally.

Clerks:

	Per week
For the first year of service	$ 7.00
For the second year of service	10.00
For the third year of service	15.00
For the fourth year of service	18.00
For the fifth year of service	20.00
For the sixth year of service	22.00
After the tenth year of service	30.00
Surnumerary personal	$ 0.35 per hour...
Delivery clerk soliciting home orders	$18.00 per week.

Deliverers:

	Per week
For the first year of service	$ 7.00
For the second year of service	10.00
For the third year of service	15.00
For the fourth year of service	18.00

Solicitors on a commission basis:

	Per week
For the first six months	$ 7.00
From six months to one year	12.00
From one year to two years	15.00
After two years	20.00

c. Etablissements commerciaux:
(Tous établissements de commerce autres que ceux du détail).

	par semaine
Gérant	$45.00
Assistant-Gérant	37.50
Comptable (licencié ou non)	35.00
Assistant-Comptable (licencié ou non), Caissier	30.00

Commis, teneurs de livres, sténographes, dactylographes:

	par semaine
Pour la première année de service	$ 7.00
Pour la deuxième année de service	10.00
Pour la troisième année de service	15.00
Pour la quatrième année de service	18.00
Pour la cinquième année de service et plus.	22.00

Il est stipulé dans la présente convention que l'employeur devra reconnaître le temps d'apprentissage fait précédemment dans un autre établissement de commerce, pourvu toutefois, que l'employé fournisse un certificat de compétence de l'employeur dans le même genre de commerce, ou à défaut d'un certificat de compétence de l'employeur, une déclaration assermentée de l'employé établissant sa durée de service chez tel ou tels employeurs.

VIII.—Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu, il est prohibé de stipuler une rémunération équivalent à moins que le salaire mentionné à l'article VII de la présente convention.

IX.—Les dépenses de voyage et les frais de pension pour des employés appelés à travailler en dehors de la localité où ils résident, seront à la charge de l'employeur.

X.—Il est stipulé et convenu que les salaires actuelement payés, s'ils sont supérieurs aux minima fixés à l'article VII, resteront des salaires légaux, conformément à l'article 13 de la Loi 1 George VI, chapitre 49.

XI.—Il est stipulé de plus, que les salaires décrits à l'article VII sont considérés comme des salaires minima.

XII.—La présente convention deviendra en force immédiatement après sa sanction par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail

Ministère du Travail,
Québec, ce 11 septembre, 1937. 4899-o

c. Commercial establishments:—
(All commercial establishments other than retail firms).

	Per week
Manager	$45.00
Assistant-Manager	37.50
Accountant (licensed or not)	35.00
Assistant accountant (licensed or not), cashier,	30.00

Clerks, bookkeepers, stenographers, dactylographers:

	Per week
For the first year of service	$ 7.00
For the second year of service	10.00
For the third year of service	15.00
For the fourth year of service	18.00
For the fifth year of service and after	22.00

It is stipulated in the present agreement that the employer shall recognize the period of apprenticeship previously made in another commercial establishment, provided however, that the employee shall present a certificate of competency from the employer in the same category of commerce, or if he cannot have such certificate of competency from the employer, an affidavit from the employee establishing the duration of service for such or such employers.

VIII.—No matter what may be the form or nature of the individual labour contract entered into, it is prohibited to pay a lower rate of wages than the one mentioned in section VII of the present agreement.

IX.—Travelling and boarding expenses of employees obliged to work outside of the locality where they live, shall be paid by the employer.

X.—It is stipulated and agreed that the wages actually paid, if they are higher than the minimum fixed in section VII, shall remain the legal wages, in conformity with section 13 of the Act 1 George VI, ch. 49.

XI.—It is moreover stipulated that the wages mentioned in section VII shall be considered as minimum wages.

XII.—The present agreement shall come into force immediately after its approval by the Lieutenant-Governor in Council.

During the thirty days following the publication of this notice, the honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Quebec, September 11, 1937.
Department of Labour. 4900-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 37

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Perrin vs Castle 3500

ANNONCEURS:—AVIS AUX:— 3425

ASSURANCES:—

La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jacques de l'Achigan 3501

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Perrin vs Castle 3500

ADVERTISERS:—NOTICE TO: 3425

INSURANCES:—

La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Jacques de l'Achigan 3501

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Electricité de Québec, ordonnance No. 82 3482
Commission de l'Electricité de Québec, ordonnance No 83 3488
Commission de l'Industrie laitière 3493
L'Association des Maréchaux-Ferrants de Sherbrooke 3497
St-Regis Paper Co. of Canada Ltd 3482

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Quebec Electricity Commission, order No. 82 3482
Quebec Electricity Commission, order No. 83 3488
Dairy Industry Commissisn 3493
L'Association des Maréchaux-Ferrants de Sherbrooke 3497
St-Regis Paper Co. of Canada Ltd 3482

BUREAU-CHEF:—

Amm Gold Mines (Quebec) Limited .. 3501
Beattie Gold Mines (Quebec) Limited .. 3501
Eastmac Holdings Limited 3502
Garth Chiboug Holdings Limited 3502
J.-A. Morin, Inc 3501
Kinghorn Sturgeon Holdings Limited .. 3502
Payore Holdings Limited 3502
St. Lawrence Aircraft Association 3502

CHIEF-OFFICE:—

Amm Gold Mines (Quebec) Limited .. 3501
Beattie Gold Mines (Quebec) Limited .. 3501
Eastmac Holdings Limited 3502
Garth Chiboug Holdings Limited 3502
J.-A. Morin, Inc 3501
Kinghorn Sturgeon Holdings Limited .. 3502
Payore Holdings Limited 3502
St. Lawrence Aircraft Association 3502

CHARTE—ABANDON DE:—

The Guelph Sports Club 3503

CHARTER—SURRENDER OF:—

The Guelph Sports Club 3503

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:—

Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham 3503

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham 3503

LETTRES PATENTES:—

Chateauguay Canoe Club 3443
Compagnie Belgo-Québecoise de Prospection Minière Ltée 3444
Continental Soya Company Limited ... 3426
Donchester Mines (Quebec) Limited ... 3445
Electromatic Engineering Co. Ltd.—La Cie de Mécanique Electromatique Ltée 3430
Emery Talbot Limitée—(Emery Talbot Limited) 3431
F. W. Huggins Limited 3449
G. L. Fortin Limitée 3451
Goldstream Quebec Mining Co. Ltd ... 3452
Kewagama Gold Mines (Quebec) Limited 3454
Les Ateliers Paul et Jean & Cie Ltée ... 3435
Maniwaki Mines Limited 3436
Marché St. Catherine, Ltée 3455
McNeice's Limited 3437
Mineral Equities Limited 3438
Montreal Paving & Contracting Co. Ltd 3440
Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited 3455
Pascalis Gold Mines (Quebec) Limited. 3456
Paul H. Bédard Limitée 3457
Pelletier Lake Gold Mines (Quebec) Limited 3461
Quemont Quebec Mines Limited 3464
Quincaillerie Bernier Ltée — Bernier Hardware Co. Ltd 3467
Sorel Clothing Company Limited 3468
Stebens Investment Corporation 3469
Superior Trading Inc 3470
The Baie Comeau Community Association Inc 3473
The Canadian Pulpwood and Pit-Props Corporation Ltd 3474
V.A.D. Construction Co. Ltd.—La Cie de Construction V.A.D. Ltée 3475
Ventures (Quebec) Claims Limited 3477

LETTERS PATENTS:—

Chateauguay Canoe Club 3443
Compagnie Belgo-Québecoise de Prospection Minière Ltée 3444
Continental Soya Company Limited ... 3426
Donchester Mines (Quebec) Limited ... 3445
Electromatic Engineering Co. Ltd.—La Cie de Mécanique Electromatique Ltée 3430
Emery Talbot Limitée—(Emery Talbot Limited) 3431
F. W. Huggins Limited 3449
G. L. Fortin Limitée 3451
Goldstream Quebec Mining Co. Ltd ... 3452
Kewagama Gold Mines (Quebec) Limited 3454
Les Ateliers Paul et Jean & Cie Ltée ... 3435
Maniwaki Mines Limited 3436
Marché St. Catherine, Ltée 3455
McNeice's Limited 3437
Mineral Equities Limited 3438
Montreal Paving & Contracting Co. Ltd 3440
Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited 3455
Pascalis Gold Mines (Quebec) Limited. 3456
Paul H. Bédard Limitée 3457
Pelletier Lake Gold Mines (Quebec) Limited 3461
Quemont Quebec Mines Limited 3464
Quincaillerie Bernier Ltée—Bernier Hardware Co. Ltd 3467
Sorel Clothing Company Limited 3468
Stebens Investment Corporation 3469
Superior Trading Inc 3470
The Baie Comeau Community Association Inc 3473
The Canadian Pulpwood and Pit-Props Corporation Ltd 3474
V.A.D. Construction Co. Ltd.—La Cie de Construction V.A.D. Ltée 3475
Ventures (Quebec) Claims Limited 3477

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage de chevaux percherons de Verchères 3503

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Association des Ouvriers du Meuble de Beauharnois 3497
Aluminum Company of Canada, Limited *et al* 3518
Aluminum Company of Canada, Limited *et al* 3521
Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de Jonquières *et al* 3525

MINUTES DE NOTAIRES:—

Gosselin, Charles-Eugène 3500

NOMINATIONS:—

Diverses 3504
Diverses 3504

PROCLAMATION:—

Cour supérieure dans le district électoral de Matane 3505

SOUMISSIONS:—

Saint-Laurent, munic. scolaire du village 3505

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Grandmont, Philias 3507
Marin, Adélard 3509
Wallace, Ralph W. 3508

VENTE PAR LICITATION:—

Monat *et al* vs Auclair *et al* 3506

VENTE POUR TAXES:—

Pointe-Claire, ville de 3481

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

L'Agence Mercantile, Ltée vs Blanchet. 3511

BEAUCE:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Fortier 3511

CHICOUTIMI:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Racine *et al* 3511

HULL:—

Allard vs Legros 3512

MONTRÉAL:—

Dallaire vs Héritiers Dame A. Delisle .. 3515
Francœur vs Hôpital Métropolitain Inc. 3515
Lavigne vs Bergeron 3514
Municipalité de Pont Viau vs Dominion Foundry Ltd 3515

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage de chevaux percherons de Verchères 3503

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Association des Ouvriers du Meuble de Beauharnois 3497
Aluminum Company of Canada, Limited *et al* 3518
Aluminum Company of Canada, Limited *et al* 3521
Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de Jonquières *et al* 3525

NOTARIAL MINUTES:—

Gosselin, Charles-Eugène 3500

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 3504
Miscellaneous 3504

PROCLAMATION:—

Superior Court in the electoral district of Matane 3505

TENDERS:—

Saint-Laurent, school munic. of the village 3505

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Grandmont, Philias 3507
Marin, Adélard 3509
Wallace, Ralph W. 3508

SALE BY LICITATION:—

Monat *et al* vs Auclair *et al* 3506

SALE FOR TAXES:—

Pointe-Claire, town of 3481

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:—

L'Agence Mercantile, Ltée vs Blanchet. 3511

BEAUCE:—

The Canadian Farm Loan Board vs Fortier 3511

CHICOUTIMI:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Racine *et al* 3511

HULL:—

Allard vs Legros 3512

MONTREAL:—

Dallaire vs Heirs Dame A. Delisle 3515
Francœur vs Hôpital Métropolitain Inc. 3515
Lavigne vs Bergeron 3514
Municipality of Pont Viau vs Dominion Foundry Ltd 3515

Oligny *et vir* vs Fridden *et vir*..... 3513
The Canada Life Assurance Co. vs Nolin *et al*..... 3513

ROBERVAL:—

Dionne *et al* vs Ouellet..... 3516

SAINT-FRANÇOIS:—

Gosselin vs Bissonnette..... 3516

TROIS-RIVIÈRES:—

La Caisse Populaire de St-Séverin de Proulxville vs Carpentier *et al*..... 3517
Racine vs Arsenault..... 3517

Oligny *et vir* vs Fridden *et vir*..... 3513
The Canada Life Assurance Co. vs Nolin *et al*..... 3513

ROBERVAL:—

Dionne *et al* vs Ouellet..... 3516

SAINT FRANCIS:—

Gosselin vs Bissonnette..... 3516

TROIS-RIVIERES:—

La Caisse Populaire de St. Sévérin de Proulxville vs Carpentier *et al*..... 3517
Racine vs Arsenault..... 3517

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.